

adf

A F R I C A D E F E N S E F O R U M



La sécurité personnelle

L'Afrique se
prépare à une
explosion
démographique

Lorsque
l'alimentation
est une arme

Produire plus d'énergie,
préserver la paix

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

44

articles

8 Insolubles et inextricablement liées
Six menaces majeures pour la sécurité humaine sont interconnectées.

14 Faire des personnes une priorité
Un entretien avec le général de corps d'armée de l'armée kényane Njuki Mwaniki sur la sécurité humaine.

18 L'Afrique se prépare à une explosion démographique
La croissance démographique du continent est « presque sans précédent dans l'histoire humaine » et demandera une planification adéquate et des dirigeants habiles.

24 Le cycle de l'eau
L'eau coule à travers une série d'obstacles à la sécurité humaine africaine.

32 Lorsque l'alimentation est une arme
Les attaques menées par des groupes d'insurgés démontrent les liens existant entre le conflit et la sécurité alimentaire.

38 Degrés de danger
Le changement climatique, conjugué à d'autres facteurs, peut affecter la sécurité humaine.

44 Le braconnage menace l'inestimable patrimoine de la faune sauvage de l'Afrique
Mettre fin au massacre exige un engagement de la part des communautés.

50 Insuffler de l'énergie dans la paix
La compétition pour les ressources énergétiques mène souvent à la violence. L'Afrique espère répondre aux besoins croissants tout en réduisant les conflits.





rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 30 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



Africa Defense Forum est à présent disponible en ligne.

Veillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com



EN COUVERTURE :
Un soldat servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie tient la main d'un petit garçon pendant une patrouille près de la ville de Mahaday. AMISOM/TOBIN JONES

Il est normal pour des professionnels de la sécurité de considérer leur tâche au sens classique. Ils sont formés pour défendre les frontières, protéger le pays et repousser les menaces internes et externes. Mais au début des années 1990, un nouveau terme a commencé à se répandre : la sécurité humaine.

En 1994, l'Organisation des Nations Unies a codifié ce concept en établissant que la sécurité doit inclure la protection contre les maladies, la famine, la criminalité, les conflits sociaux, le chômage, la répression politique et les risques environnementaux. La sécurité « a davantage concerné les États-nations que les gens », a constaté l'ONU dans son rapport annuel sur le développement humain. « Les soucis légitimes des gens ordinaires ont été oubliés ».

Le moment est venu d'essayer de comprendre la sécurité humaine et de la mettre en œuvre. L'Afrique connaît une croissance sans précédent qui pourrait déboucher sur un doublement de sa population d'ici 2050. La génération qui atteint sa majorité aujourd'hui est ambitieuse, créative, maîtrise les nouvelles technologies et promet de porter le continent vers de nouveaux sommets. Cependant, si les jeunes n'ont pas d'emploi ni de possibilités de poursuivre leurs rêves, ils risquent d'être frustrés. Des tendances récentes montrent que les jeunes gens déçus deviennent des migrants ou tombent entre les mains de recruteurs de groupes extrémistes.

Il y a d'autres problèmes. Le changement climatique et des conditions météorologiques imprévisibles aggravent les catastrophes naturelles et déciment les terres agricoles. Les gardiens de troupeaux doivent aller toujours plus loin en quête de pâturages, et se retrouvent en conflit avec les paysans. D'importants mouvements migratoires des zones rurales vers les villes modifient déjà le paysage du continent. Dans les années à venir, la concurrence pour l'accès à l'énergie, à l'eau et à la nourriture sera un souci majeur pour la sécurité humaine.

Le rôle que joueront les armées dans la solution de ces problèmes de sécurité humaine différera d'un pays à l'autre. Certains pays demanderont à leur armée de prendre part à des initiatives sanitaires, de planter des arbres et de travailler à des projets d'infrastructure pour améliorer l'accès à l'eau. Parfois, il sera demandé à l'armée de jouer un rôle prépondérant ; dans d'autres cas, elle soutiendra les efforts de la société civile.

Une chose est sûre : les stratèges militaires doivent comprendre comment les enjeux de la sécurité humaine peuvent entraîner des conflits, de sorte qu'ils soient mieux à même de réagir lorsqu'il sera fait appel à eux. En donnant la priorité à l'individu, aucun des problèmes de sécurité du 20e siècle ne sera trop difficile à surmonter.

| Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Une femme porte du maïs et un parapluie, près de la capitale du Malawi, Lilongwe. Le changement climatique et l'insécurité alimentaire sont deux problèmes liés à la sécurité humaine auxquels sera confrontée l'Afrique dans les années à venir. REUTERS



La sécurité humaine
Volume 9, 3e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Une banque veut appuyer les « Cinq grandes priorités » de l'Afrique



Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, le Nigérian **Akinwumi A. Adesina**, a prononcé l'allocution principale lors de la conférence intitulée « AFRICA 2016 : des affaires pour l'Égypte, l'Afrique et le monde », à Sharm el Sheikh, en Égypte, le 21 février 2016. Son intervention a été résumée pour des raisons d'espace.



Lorsque j'ai pris mes fonctions en tant que huitième président élu de la Banque africaine de développement le 1er septembre 2015, j'ai été enthousiasmé par les grandes possibilités qui attendent l'Afrique et le rôle que la banque peut jouer.

Dans le but de poursuivre le développement de l'Afrique, la banque a relevé la barre au regard du niveau de ses ambitions. Nous les appelons les Cinq grandes priorités de l'Afrique : Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; enfin, Améliorer la qualité de vie des Africains.

ÉCLAIRER L'AFRIQUE ET LUI FOURNIR DE L'ÉLECTRICITÉ :

Plus de 645 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, 700 millions sont dépourvus d'accès à une source d'énergie non polluante pour faire la cuisine, et 600.000 meurent chaque année de la pollution à l'intérieur des habitations en raison de la dépendance envers la biomasse pour la cuisson des aliments. La Banque africaine de développement a élaboré la Nouvelle donne sur l'énergie pour l'Afrique afin d'accélérer l'accès universel à l'électricité en Afrique d'ici à 2025. L'objectif est d'ajouter 160 gigawatts de nouvelle capacité de production à travers le réseau, de livrer 130 millions de nouvelles connexions de réseau et 75 millions de connexions hors réseau. La Banque africaine de développement prévoit d'investir 12 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie sur les cinq prochaines années, de libérer les immenses ressources encore inexploitées des énergies renouvelables de l'Afrique, et de mobiliser de 40 à 50 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie. Par ailleurs, la banque triplera ses financements liés au climat pour l'Afrique, lesquels atteindront 5 milliards par an d'ici à 2020 en vue de soutenir l'adaptation aux changements climatiques et les initiatives visant à leur atténuation.

NOURRIR L'AFRIQUE : L'Afrique doit se nourrir elle-même, et l'Afrique doit devenir une locomotive mondiale en matière d'alimentation et d'agriculture. Avec 65 pour cent de toutes les terres arables restant dans le monde pour alimenter 9 milliards de personnes d'ici à 2050, l'Afrique devra alimenter le monde. La banque accélérera le soutien aux transformations agricoles massives dans toute l'Afrique, tout en développant la résilience aux changements climatiques, pour pleinement libérer le potentiel de l'agriculture, faire baisser les prix alimentaires, accroître les gains de change, renforcer la stabilité macroéconomique, revitaliser les zones rurales et, en particulier, créer des emplois au profit de centaines de millions d'Africains.

INDUSTRIALISER L'AFRIQUE : Actuellement, l'Afrique représente seulement 1,9 pour cent de la production manufacturière mondiale. Il y a une nécessité urgente pour l'Afrique de s'industrialiser rapidement et d'ajouter de la valeur à tout ce qu'elle produit, au lieu d'exporter des matières premières vulnérables à la volatilité des prix mondiaux. La banque soutiendra le développement du secteur privé et du marché financier pour l'industrialisation rapide de l'Afrique.

INTÉGRER L'AFRIQUE : Le commerce africain ne représente que 2 pour cent du commerce mondial, et le commerce intra-africain ne représente que 12 pour cent du total du commerce africain, contre 60 pour cent en Europe et 35 pour cent en Asie. Ce n'est pas acceptable. L'intégration régionale est cruciale pour stimuler la croissance économique en Afrique. La banque continuera d'investir massivement dans une infrastructure régionale de haute qualité, en particulier



Des employés travaillent dans la salle de contrôle de la centrale électrique d'Egbin, à Ikorodu, au Nigeria, à proximité de Lagos. La Banque africaine de développement s'emploie à accélérer l'accès universel à l'électricité en Afrique d'ici à 2025. REUTERS

dans le transport ferroviaire, les autoroutes transnationales, les interconnexions électriques, les technologies de l'information et les communications, ainsi que dans le transport aérien et maritime. La facilitation des déplacements d'un bout à l'autre du continent réduira le coût de la conduite des affaires et stimulera l'activité du secteur privé.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES AFRICAINS : La banque accélérera les investissements dans l'infrastructure urbaine, la santé publique et la nutrition, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences. La Banque africaine de développement lancera bientôt l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique », qui sera déployée dans tous les pays africains avec l'objectif d'atteindre 50 millions de jeunes sur 10 ans et de stimuler la création de 25 millions d'emplois. Cette initiative devrait ajouter 30 milliards de dollars aux économies africaines. Nous ferons en sorte que la jeunesse de l'Afrique reste en Afrique en développant les opportunités économiques.



L'Érythrée veut devenir patrimoine mondial de l'UNESCO pour préserver ses joyaux architecturaux

REUTERS/ PERSONNEL D'ADF

La puissance coloniale italienne a quitté l'Érythrée en 1941, mais elle a laissé derrière elle son patrimoine architectural. Aujourd'hui, la capitale, Asmara, renferme les plus beaux exemples les mieux préservés de l'architecture moderniste du 20^e siècle.

Pour s'assurer que ces bâtiments pourront être admirés par les générations futures, les autorités érythréennes veulent faire inscrire le site au patrimoine mondial de l'UNESCO.

« La ville est intacte et conserve son caractère original », a affirmé Medhanie Teklemariam, coordonnateur du projet Patrimoine d'Asmara, qui a dressé l'inventaire d'environ 4.300 bâtiments historiques. Le dossier de candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO a été déposé en 2016 et une décision devrait être prise en 2017.

Des architectes italiens ont surnommé Asmara « La Piccola Roma », ou la petite Rome. Le cinéma Impero, de style Art déco, le ministère de l'Éducation, qui abritait autrefois le siège du parti fasciste italien, et la station-service futuriste Fiat Tagliero, en forme d'avion, défiant les lois de l'apesanteur avec sa paire d'ailes en porte-à-faux de 15 mètres construite en béton, flanquent les élégantes avenues de la ville.

Si sa demande est acceptée, Asmara bénéficierait d'une assistance technique pour rénover et préserver ses bâtiments historiques, qui incluent des bureaux, des immeubles publics et des logements. Le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO favoriserait aussi le tourisme vers une destination qui passe souvent inaperçue. L'Érythrée a des montagnes abruptes et une longue côte bordant la mer Rouge, mais pas de chaîne hôtelière internationale.

Les autorités ont également soigneusement protégé le patrimoine architectural en respectant les règlements de construction de 1938. De nouveaux règlements sont en cours d'élaboration, mais certaines règles, comme la limitation de la hauteur des bâtiments à 60 mètres, resteront probablement en vigueur.

« Si nous dépassons cette hauteur, je pense que nous détruirons la silhouette d'Asmara », a affirmé Medhanie Teklemariam.

Le bâtiment au design futuriste de Fiat Tagliero avec ses deux ailes saillantes en porte-à-faux.

LE NIGER MAINTIENT LA TRADITION DES COURSES HIPPIQUES

AGENCE FRANCE-PRESSE

La piste poussiéreuse du champ de courses de Niamey n'est plus celle des jours de gloire, lorsque les chevaux élevés dans le pays jouissaient d'une renommée mondiale. Bien que les réunions officielles aient pris fin il y a 30 ans, des centaines de jeunes Nigériens se rassemblent le samedi pour assister à des courses improvisées. Des jockeys professionnels, des entraîneurs et des bookmakers se bousculent pour gagner de l'argent et divertir la foule.

Le pays espère pouvoir faire revivre la gloire d'antan en construisant un nouveau complexe hippique.

Un jour donné, plusieurs centaines de spectateurs se pressent pour voir les courses et pas moins de 20 jockeys dépendent de leurs résultats pour vivre. Ceux qui arrivent premier et deuxième reçoivent une enveloppe contenant entre 20.000 et 40.000 francs CFA d'Afrique centrale (35 à 70 dollars) en fonction de la valeur des paris placés.

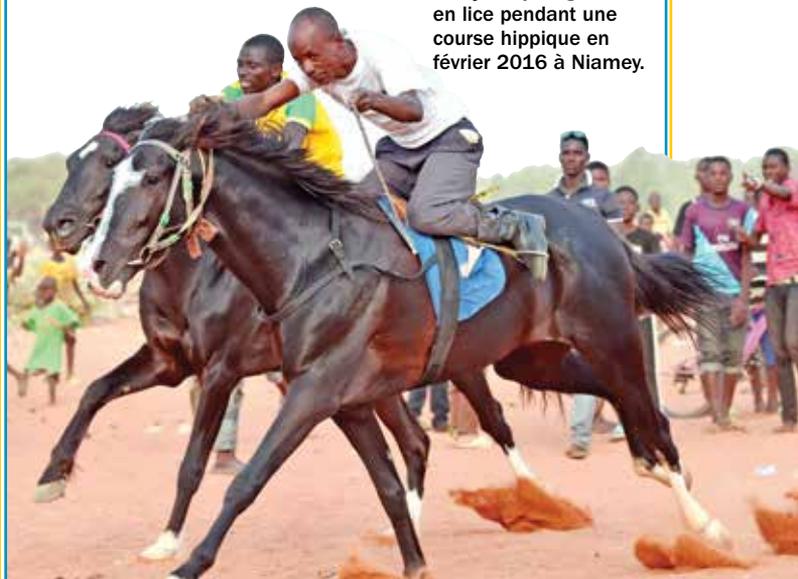
Certains jockeys sont salariés d'un éleveur et touchent jusqu'à 300.000 francs CFA (524 dollars), une jolie somme dans un pays où la plupart des gens vivent avec moins de 2 dollars par jour. « Les rivalités sont fortes », reconnaît l'un des jockeys, surnommé par ses fans Papa Jockey. « On joue parfois des coudes ».

Alio Daouda, magistrat et éleveur, également membre de la Féniseq, la fédération nigérienne des sports équestres, cherche des investisseurs pour raviver le secteur des courses hippiques. « Nous avons de l'espace, nous pourrions construire un hôtel, un centre de conférences, souligne-t-il. Nous pourrions organiser toutes les courses, institutionnaliser tout ça pour créer des emplois. Là, tout est à l'abandon ».

Un samedi, sur la piste, huit chevaux ont surgi, soulevant des nuages de poussière et suscitant les cris de la foule. La course a été gagnée par Noura Idi, reconnaissable à son bonnet porte-bonheur orange à pompons. Il a terminé deuxième dans la première course et a gagné la dernière.

« J'ai commencé avec mon père tout jeune, explique-t-il. Comme je gagnais beaucoup de courses en brousse, on m'a fait venir à Niamey ».

Des jockeys nigériens en lice pendant une course hippique en février 2016 à Niamey.





PERSONNEL D'ADF

Le Ghana a annoncé son intention de délivrer des visas à l'arrivée à tous les ressortissants des 54 pays membres de l'Union africaine (UA) à compter de juillet 2016. Cette décision du président John Dramani Mahama vise à encourager les voyages aériens, les investissements, le tourisme et le commerce.

Cette annonce intervient à la suite de l'adoption par le Conseil exécutif de l'UA d'une résolution stipulant que les États membres doivent s'efforcer de mettre en place des systèmes pour délivrer des visas à l'arrivée aux voyageurs venant d'autres États membres. Les visas délivrés sont valables pour un séjour de 30 jours maximum.

« Nous sommes convaincus que faciliter la mobilité des personnes sur notre continent est essentiel au déblocage de notre potentiel économique », a affirmé le président Mahama. « L'Afrique a une classe moyenne dynamique en pleine expansion, qui a le sens des affaires, est tournée vers l'avenir et possède un pouvoir d'achat et nous voulons lui faciliter l'entrée dans notre pays ».

La présidente de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma a souligné que

le Ghana réaffirme le panafricanisme et qu'il maintient sa place dans l'intégration continentale, qui est un principe clé de l'Agenda 2063 – l'Afrique que nous voulons. L'Agenda 2063 est le plan sur 50 ans de l'UA visant à accélérer le développement et le progrès technologique.

« Après le Ghana, je suis convaincue que d'autres pays africains suivront, en vue de réaliser une Afrique intégrée, prospère et paisible », a affirmé Nkosazana Dlamini-Zuma, selon citifmonline.com.

Avant la nouvelle mesure, seuls 40 pour cent des ressortissants d'autres pays africains pouvaient entrer au Ghana sans visa ou en obtenir un à leur arrivée.

Le président Mahama a indiqué que contrairement à l'entrée libre, la délivrance de visas à l'arrivée « permettra au service d'immigration du Ghana de déterminer quels voyageurs il laissera entrer ou non dans notre pays ».

Des voyageurs attendent au guichet de la douane à l'aéroport international de Kotoka, à Accra, au Ghana. La politique ghanéenne de délivrance de visas à l'arrivée a pour but de stimuler les voyages aériens, les investissements et le commerce. C.C. CHAPMAN

PREMIER SERVICE DE TÉLÉCHARGEMENT DE MUSIQUE DE L'AFRIQUE LANCÉ AU SÉNÉGAL

AGENCE FRANCE-PRESSE

La première plateforme locale pour les téléchargements légaux de musique a été lancée au Sénégal avec pour mission de promouvoir les artistes africains, les payer correctement et lutter contre le piratage sur Internet.

Des musiciens de renommée internationale tels que Youssou N'Dour et Baba Maal font partie des près de 200 artistes qui ont signé des accords avec MusikBi, tout comme des rappeurs plus jeunes, des artistes de jazz et des chanteurs chrétiens et musulmans.

La plateforme tire son nom du mot musique en wolof, la langue majoritairement parlée au Sénégal, a précisé le promoteur du projet Moustapha Diop lors du lancement à Dakar, en février 2016.

Les titres coûtent entre 300 et 500 francs CFA d'Afrique de l'Ouest (entre 50 et 85 cents) et, dans les régions peu bancarisées, les utilisateurs peuvent les télécharger en utilisant le crédit d'un téléphone mobile.

Selon un communiqué publié par la société de Moustapha Diop, Solide : « C'est la première plateforme de ce type qui permette des téléchargements de musique par SMS ou par PayPal ».

Solide a noté que de nombreux artistes africains « ne peuvent pas vivre confortablement du produit de leur travail », ajoutant que la plateforme « leur offrait une chance de se promouvoir et de leur permettre de vivre de leur art ».

Le piratage et l'évolution des habitudes de consommation ont vu baisser les ventes de disques sur tout le continent. Les téléchargements illégaux incitent les consommateurs africains à chercher de la musique en



Le chanteur sénégalais Baaba Maal se produit en décembre 2015 à Dakar. AFP/GETTY IMAGES

ligne alors que la législation sur les droits d'auteur est peu appliquée.

Une source au sein du groupe Solide a déclaré à l'AFP qu'après que les opérateurs mobiles ont pris leur part, les artistes conservent 60 pour cent de ce qu'ils touchent du service tandis que MusikBi garde les 40 pour cent restants.

MusikBi ne propose pas de service de streaming, parce que la vitesse de l'Internet local ne permet pas l'utilisation de ce format, en particulier dans un marché dominé par la téléphonie mobile.

INSOLUBLES

ET

INEXTRICABLEMENT LIÉES

6 MENACES MAJEURES POUR LA SÉCURITÉ HUMAINE SONT INTERCONNECTÉES

PERSONNEL D'ADF

Les menaces pour la sécurité ne se mesurent pas toujours en armes, balles et conflits armés. Parfois, les choses qui menacent le plus les communautés, et les pays, sont enracinées dans l'environnement ou dans les interactions au jour le jour entre les personnes et la terre qui les entoure.

De nombreuses menaces pour la sécurité humaine sont en apparence disparates et aléatoires. Mais en y regardant de plus près, on constate que la plupart d'entre elles sont interconnectées. Si l'une d'entre elles devient plus grave ou s'intensifie, cela peut exacerber les effets des autres. Les résultats peuvent être d'aussi grande ampleur et aussi catastrophiques que la guerre ou les troubles civils.

Lorsque l'on se penche sur les changements climatiques, la sécurité alimentaire, la croissance démographique, l'eau potable, la sécurité énergétique et le braconnage des espèces sauvages, les liens deviennent apparents.

Les changements climatiques peuvent entraîner des épisodes de sécheresse. Des épisodes de sécheresse prolongée peuvent assécher des lacs riches en poisson et diminuer le rendement des récoltes. Ceci peut conduire à une insuffisance de la sécurité alimentaire dans des pays ou des régions entières, parallèlement à la réduction des sources de nutrition.

Simultanément avec ces développements, certaines projections indiquent que la population de l'Afrique pourrait doubler et ultérieurement quadrupler d'ici à la fin du siècle. Lorsqu'une région ne peut plus subvenir aux besoins d'une population, souvent ses habitants migrent, pesant de la sorte sur la sécurité alimentaire dans de nouvelles régions.

L'augmentation des besoins en matière d'eau potable reflètera la progression de la croissance démographique. Les besoins d'approvisionnement en eau, en particulier pour satisfaire à la fois les agriculteurs et les communautés pastorales, mènent souvent aux troubles civils et à la violence. Avec les changements climatiques, le niveau des précipitations peut diminuer, mettant en danger les récoltes, la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau.

La croissance démographique accroîtra également la demande d'électricité et de sécurité énergétique. De nombreux pays africains seront soumis à rude épreuve pour fournir les infrastructures nécessaires à la production et à la transmission d'électricité fiable à des populations croissantes.

Enfin, le braconnage des espèces sauvages peut ne pas paraître lié à d'autres enjeux de sécurité humaine, mais les changements climatiques aggravent manifestement les risques pour les animaux menacés d'extinction. La fluctuation des niveaux de précipitations peut engendrer des inondations et des épisodes de sécheresse, forçant les animaux à s'aventurer hors des réserves naturelles ou de leur habitat naturel en quête de nourriture ou d'eau. De tels déplacements peuvent les rendre plus vulnérables aux braconniers. Le massacre résultant de cette situation, qui par moments se produit quasiment à une échelle industrielle, pèse sur le tourisme.

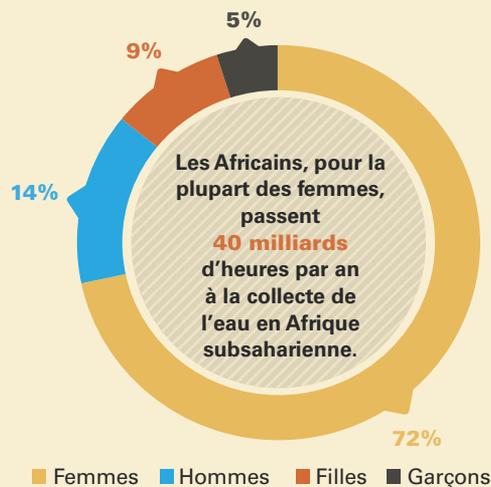
Voici une perspective statistique des six menaces pour la sécurité humaine.

1 EAU POTABLE

L'Afrique est le deuxième continent le plus sec de la Terre. Au fur et à mesure que la population continuera à augmenter et que les températures mondiales s'élèveront, la disponibilité de l'eau potable et de l'eau pour l'agriculture, sera une source d'inquiétude majeure.

Il y a de nombreux défis à relever. Seules 15 pour cent des ressources hydriques renouvelables de l'Afrique sont des eaux souterraines, mais près de 75 pour cent de la population en dépend pour ses besoins en eau potable, comme le montre *Africa Water Atlas* du Programme des Nations Unies pour l'environnement. De nombreux aquifères africains, tels que l'aquifère des grès de Nubie, perdent de l'eau à un rythme dépassant celui de leur reconstitution.

De nombreux pays africains rencontrent des difficultés pour assurer l'amélioration des sources hydriques. En 2015, moins des trois quarts des populations de la Guinée équatoriale, de l'Érythrée, de la Mauritanie, du Soudan du Sud et du Soudan avaient accès à une source d'eau potable améliorée, selon la Banque mondiale. De telles sources améliorées incluent l'eau courante à domicile, dans les parcelles ou enclos, les robinets publics ou les bornes publiques, les puits tubulaires et les trous de forage, les puits creusés protégés, la collecte d'eau de pluie et les sources protégées.



Banque mondiale



Soixante-trois pour cent des Africains ont accès à l'eau courante. Environ 93 pour cent ont accès à un service de téléphonie mobile, selon des enquêtes réalisées dans 35 pays.

Afrobarometer



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

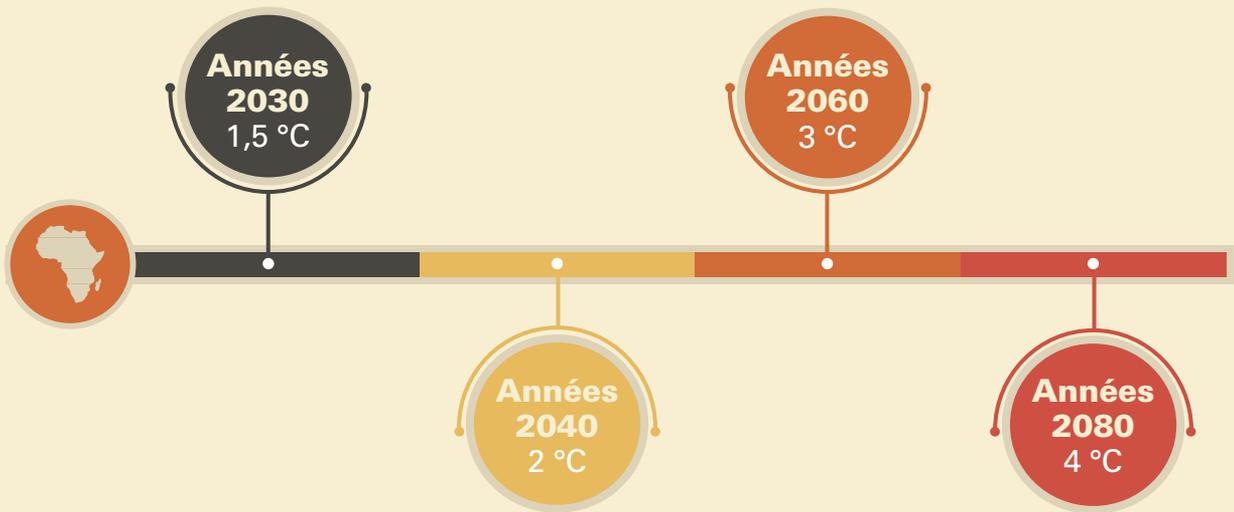
Les vastes superficies de l'Afrique incluent au moins huit zones climatiques, dont les forêts tropicales humides, le désert, la zone subtropicale, la savane, les hautes terres et la zone maritime. La pluviométrie peut s'échelonner de 5 centimètres par an dans le désert jusqu'à 4 mètres dans les forêts tropicales.

Les conditions climatiques sont en évolution dans l'ensemble du continent. Les épisodes de sécheresse deviennent plus courants à travers le Sahel, et au fur et à mesure que les températures augmentent, le Sahara

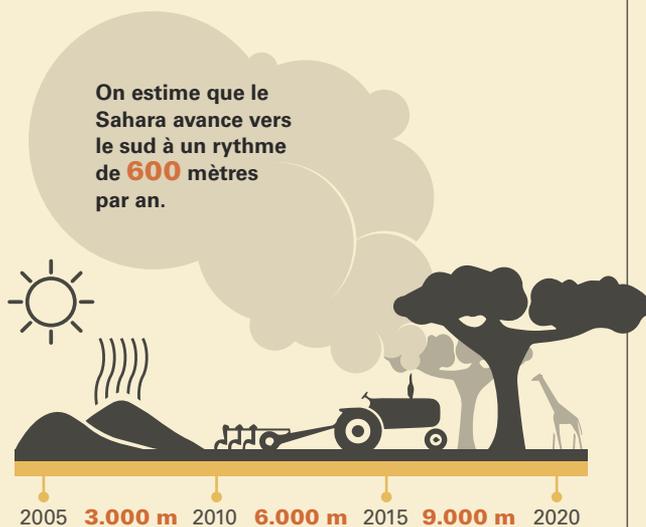
s'étend vers le sud. Cette désertification est la plus répandue dans les zones où les habitants ont abattu les arbres et les forêts pour en faire des terres agricoles ou obtenir du bois pour faire du feu.

La sévérité des effets du changement climatique sur les niveaux de la pauvreté en Afrique sera déterminée en grande partie par les orientations publiques ou les politiques économiques concernant les emplois, la technologie et le développement, selon une étude du Groupe de la Banque mondiale parue en 2016.

RÉCHAUFFEMENT PROJETÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, SANS ACTION CONCERTÉE



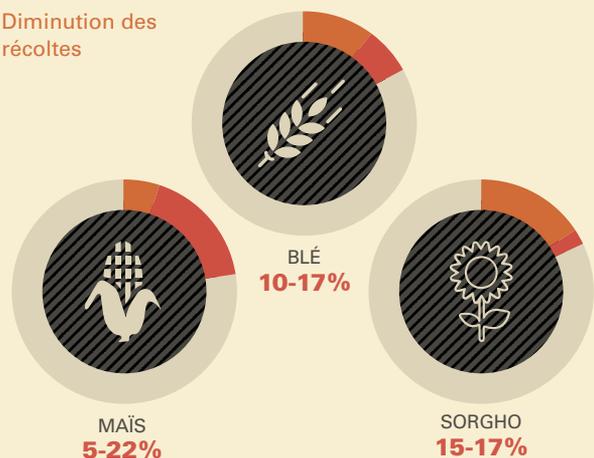
Banque mondiale



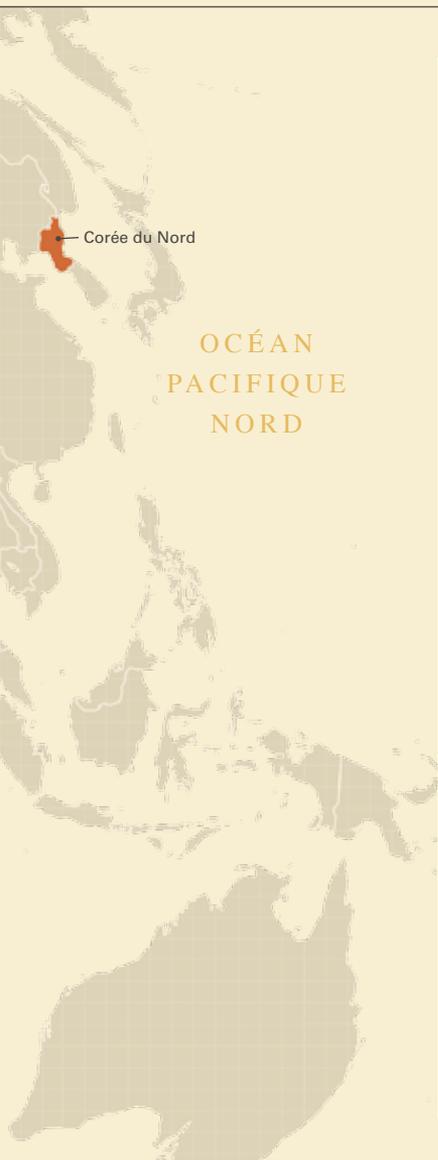
www.our-africa.org

ÉVOLUTIONS DES RENDEMENTS DES RÉCOLTES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE À +2 °C

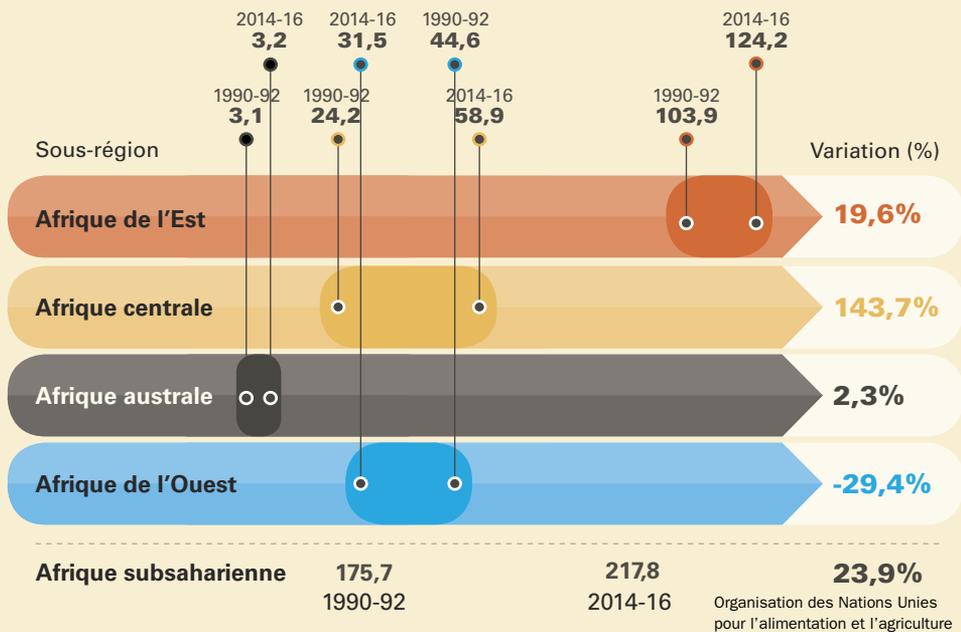
Diminution des récoltes



Banque mondiale



**NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES (EN MILLIONS)
1990-92 ET 2014-16**



66 MILLIONS

d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire vont à l'école en ayant faim dans l'ensemble des pays en développement.

Parmi ceux-ci,

23 MILLIONS

se trouvent en Afrique.

« Deux minutes pour mieux connaître les repas scolaires », Programme alimentaire mondial, 2012



L'Afrique du Sud a perdu un nombre record de rhinocéros, victimes de braconniers



En moyenne, un rhinocéros a été tué toutes les **7,2 heures** en Afrique du Sud en 2014.

Département sud-africain des affaires environnementales

Nombre d'arrestations pour des actes de braconnage en Afrique du Sud



Département sud-africain des affaires environnementales



Un signe certain d'un développement efficace est le nombre de personnes ayant accès à l'électricité. L'Afrique a un remarquable potentiel dans ce domaine, mais beaucoup reste à faire. La demande énergétique en Afrique subsaharienne a augmenté d'environ 45 pour cent de 2000 à 2012, mais plus de 620 millions de personnes de cette partie du continent n'ont toujours pas accès à l'électricité, selon un rapport de 2014 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

En réalité, en 2012, moins de 10 pour cent de la population de cinq pays africains avait accès à l'électricité : le Burundi, le Tchad, le Liberia, le Malawi et le Soudan du Sud, d'après la Banque mondiale.

Toutefois, il y a des raisons de garder bon espoir : d'ici à 2040, 950 millions de personnes en Afrique subsaharienne devraient obtenir l'accès à l'électricité. Les résidents urbains seront connectés au réseau, et les populations rurales y auront accès par l'intermédiaire de solutions hors réseau et d'énergies renouvelables, lesquelles encouragent l'investissement privé, selon l'AIE.

« Africa Energy Outlook: A Focus on Energy Prospects in Sub-Saharan Africa » (Perspectives énergétiques en Afrique : en point de mire, les perspectives énergétiques de l'Afrique subsaharienne), un rapport de 2014 de l'Agence internationale de l'énergie

Ventilation régionale de l'accès à l'électricité	Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Est	Afrique centrale	Afrique australe
Électricité					
Personnes ayant accès en 2010	166.054.957	150.342.020	61.393.964	21.136.671	62.841.129
Personnes ayant accès en 2000	130.761.458	100.412.009	32.596.933	12.458.735	43.099.971
Taux d'accès régional en 2010 (%)	97,6	43,6	19,7	34,0	44,2
Taux d'accès régional en 2000 (%)	90,8	38,3	13,9	25,4	36,9

Ces statistiques sont basées sur des données portant sur 35 pays.



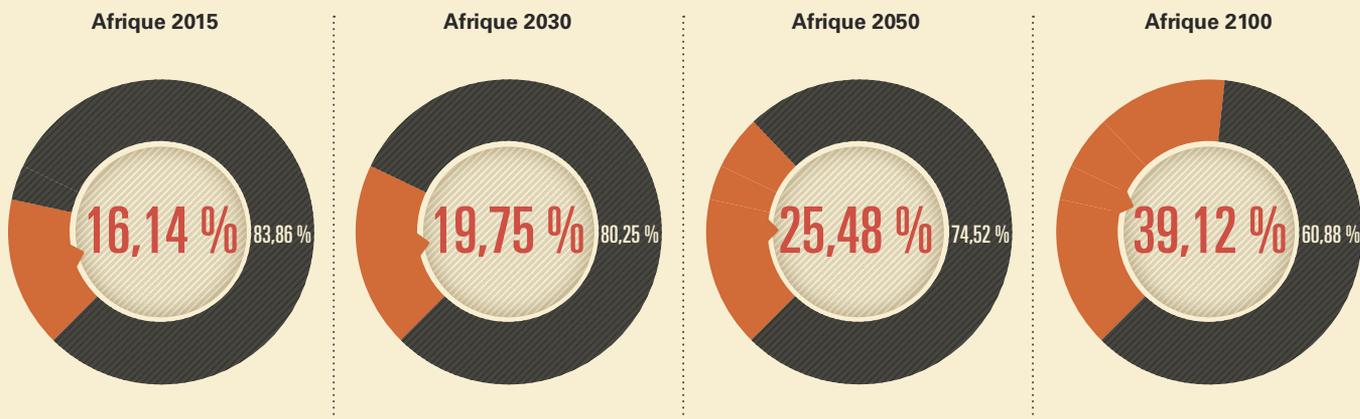
6 POPULATION

L'Afrique est le deuxième continent le plus peuplé au monde, derrière l'Asie. Toutefois, elle est sur le point de connaître une croissance démographique à un taux exceptionnel d'ici à la fin du siècle.

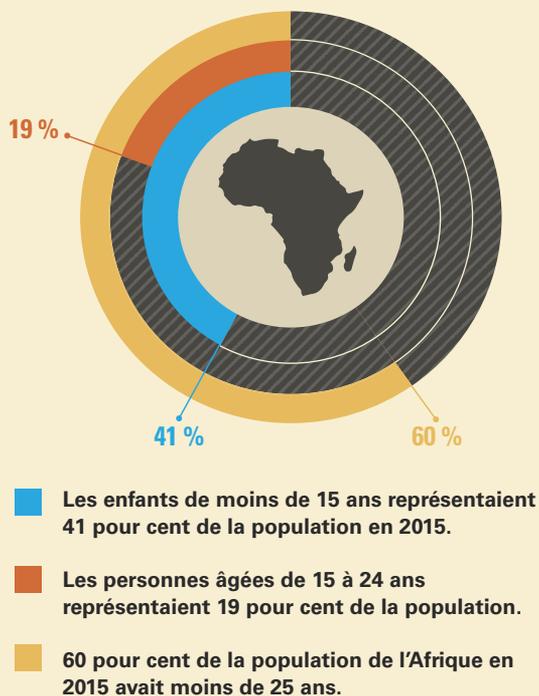
Les populations de 28 pays africains, c'est-à-dire plus de la moitié des pays du continent, devraient plus que doubler entre 2015 et 2050, selon les « Perspectives de la population mondiale : Révision de 2015 ». D'ici à 2100, 10 pays africains devraient voir leur population multipliée au moins par cinq : l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Malawi, le Mali, le Niger, la Somalie, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Les évolutions démographiques seront probablement au cœur de divers défis à relever en termes de sécurité humaine. Des migrations se produiront dans les zones de conflits et là où les retombées des changements climatiques seront les plus sévères. L'accroissement de la densité démographique peut intensifier la propagation des maladies et mettre à l'épreuve les ressources hydriques. Enfin, si la croissance démographique n'est pas accompagnée d'une croissance économique, la frustration peut gagner les jeunes gens au chômage. Ceci les rend plus vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes ou peut les inciter à risquer leur vie en tant que migrants.

À L'HORIZON 2100, LA PART DE L'AFRIQUE DE LA POPULATION MONDIALE AUGMENTERA SUBSTANTIELLEMENT.

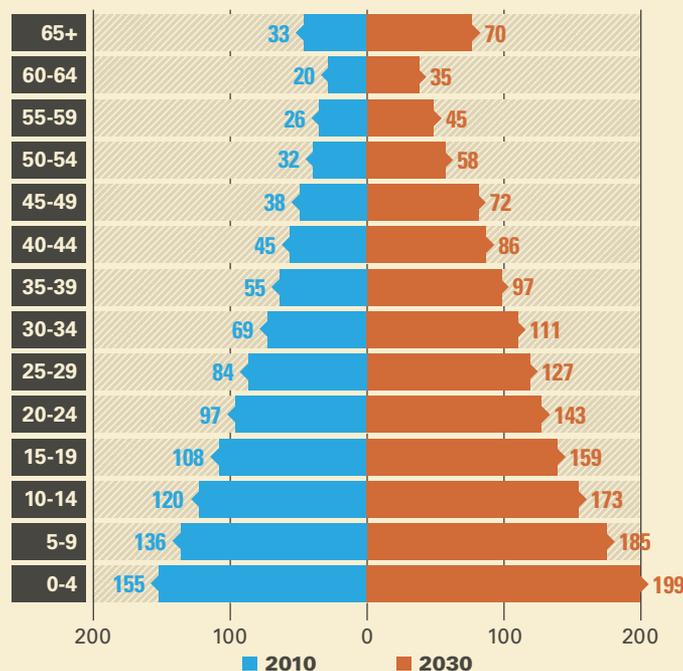


« Perspectives de la population mondiale : Révision de 2015 », Nations Unies



« Perspectives de la population mondiale : Révision de 2015 », Nations Unies

POPULATION DE L'AFRIQUE PAR TRANCHE D'ÂGE (EN MILLIONS)



Groupe de la Banque africaine de développement

Q

ET

R

FAIRE DES PERSONNES UNE PRIORITÉ

Un entretien avec le général de corps d'armée de l'armée kényane Njuki Mwaniki sur la sécurité humaine



Le général de corps d'armée à la retraite, Njuki Mwaniki, est un ancien commandant de l'armée kényane. Pendant près de 40 années de carrière dans les forces de défense kényanes, il a occupé les postes d'officier général à la tête du Commandement de l'est de l'armée kényane, chef de l'état-major de l'armée et commandant du Collège de défense nationale. De 2001 à 2003, il a été président de la Commission militaire conjointe pour l'accord de cessez-le-feu de Lusaka dont la médiation a permis de mettre un terme à la guerre en République démocratique du Congo. Il est natif de la région centrale du Kenya, près du mont Kenya, est marié et père de trois enfants. Cet entretien a été résumé pour des raisons d'espace.

ADF : Comment définissez-vous la sécurité humaine ?

GÉNÉRAL MWANIKI : À la base, la sécurité consiste à créer les conditions permettant aux êtres humains, individuellement ou en groupe, de poursuivre leurs objectifs les plus chers sans entrave injustifiée. Ce sont ces individus et groupes qui mettent leur souveraineté entre les mains de l'État et l'on peut dire que ce contrat social est une constitution.

Ils attendent de l'État qu'il les protège des menaces politiques, sociales, économiques, environnementales et militaires. Je suis d'accord avec [le professeur de la London School of Economics] Barry Buzan, qui a énoncé que la sécurité requiert l'absence de menaces dans ces cinq domaines. Cela permet aux hommes de poursuivre leurs objectifs. Mais il ne faut pas oublier que les hommes ont créé l'État, il y a environ 3 siècles et demi,

avec la Paix de Westphalie [les traités qui ont mis fin à la guerre de Trente Ans, en 1648]. C'est la base de la notion d'État qui a été créée pour apporter la paix en Europe. L'État africain est à peine âgé d'un demi-siècle et, contrairement à l'État westphalien, il a été créé pour supplanter les colonies africaines. Malheureusement, cette structure n'a pas beaucoup changé.

Mais l'individu prime sur tout le reste et, par conséquent, la sécurité humaine est plus ancienne que l'État. Elle est aussi vieille que l'homme lui-même. Il s'agit donc d'une sécurité vue sous un angle très large – un angle qui prend en compte les libertés de l'individu.

ADF : Vous avez été commandant du Collège de défense du Kenya. Êtes-vous d'avis que les institutions de formation militaire doivent insister davantage sur la formation d'officiers à la sécurité humaine ?

GÉNÉRAL MWANIKI : Dans l'idéal, la tâche principale de l'armée devrait se concentrer sur la protection de l'État contre les menaces militaires venues de l'extérieur. Mais, dans presque tous les pays africains, les menaces sont liées à des facteurs sociaux, politiques et économiques. Prenez la mauvaise gouvernance, prenez le manque d'infrastructures, prenez les frontières poreuses, prenez les institutions précaires, la corruption endémique et la pauvreté. Prenez la dimension négative de l'ethnicité, le manque de cohésion sociale, le chômage des jeunes, les catastrophes naturelles.

L'État africain est faible. Sa faiblesse réside dans sa construction. Les fondations sont fragiles ; leurs composants sont issus du colonialisme et de l'héritage impérial. Elles reposaient sur le contrôle de l'État et du système par le colonisateur. Après avoir repris le pouvoir, nos ancêtres ont hérité de ces fondations et les ont perfectionnées. Il n'y a qu'à voir Robert Mugabe et tous les autres. Ils ont perfectionné la soumission. Ils tyrannisent leur pays encore plus que les colonisateurs. En conséquence, il y a en Afrique beaucoup de pays faibles tant au niveau structurel qu'institutionnel.

Alors la vraie menace fondamentale vient de la faiblesse de l'État, de la nécessité de constituer un État, c'est une crise



Un soldat kényan aide un enfant à planter un arbre dans la forêt de Karura, au nord de Nairobi. Les soldats de la force de défense du Kenya ont participé à un programme intitulé « le soldat environnemental », visant à protéger l'environnement.

THE GREENBELT MOVEMENT

de citoyenneté. En fait, ce qui menace l'État africain ne vient pas d'une source extérieure. L'Ouganda et le Kenya ne vont pas entrer en guerre, pas plus que le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. La répression et l'effondrement de l'État sont des problèmes internes.

ADF : Quel rôle l'armée est-elle amenée à jouer ?

GÉNÉRAL MWANIKI : Ces menaces n'ont rien à voir avec l'armée. Si l'origine du problème est sociopolitique, le principal instrument pour traiter cette question doit être politique. Si un conflit découle d'une mauvaise gouvernance, le seul moyen d'y remédier est de passer par un processus politique. S'il s'agit d'une question sociale, il faut intervenir au niveau social. Si c'est une crise économique, elle doit être réglée au niveau économique. L'armée n'est là que pour apporter un soutien.

Pour réprimer la violence, il faut engager une force de sécurité. Mais cette force n'est pas militaire, elle est paramilitaire. L'armée n'a aucune juridiction pour régler les problèmes internes. L'institution compétente est la police. Qu'il s'agisse de terrorisme, de porosité des frontières ou de criminalité, toutes ces questions peuvent être réglées par les forces paramilitaires. En France, par exemple, il y a une force paramilitaire connue sous le nom de gendarmerie. Un gendarme est un militaire chargé d'effectuer des tâches de police. Il y a quelques années, j'ai demandé à un militaire ce qu'étaient les gendarmes et il m'a répondu qu'ils étaient comparables à des policiers équipés au niveau d'une force paramilitaire. Normalement, en cas de problèmes de sécurité, vous avez besoin de forces adaptées à la menace. En Afrique, vous avez besoin d'une plus grande force de police qui se chargera de régler les problèmes de sécurité intérieure et d'une toute petite armée qui s'occupera des questions militaires.

N'oublions pas que constituer et maintenir une armée coûte très cher. Le recrutement et l'entretien d'un soldat coûte 12 fois plus cher que le recrutement et l'entretien d'un policier. Parce qu'une fois que vous avez un soldat, vous devez lui fournir un chef spirituel, un chapelain pour veiller à sa moralité. Vous devez lui donner un cuisinier pour sa sécurité alimentaire, un tailleur, un cordonnier, un médecin, une arme, un tank, de l'artillerie et d'autres soldats. Vous devez lui donner une pension, des droits de retraite, etc. Tandis qu'un policier n'a même pas de caserne.

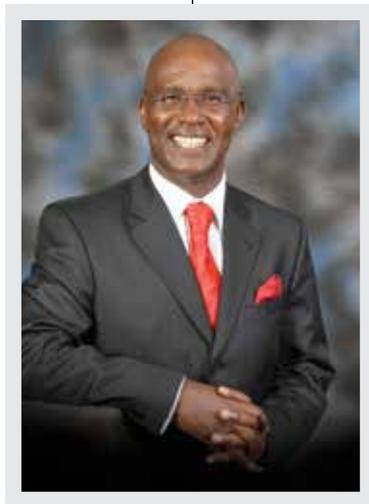
Alors si vous procédez à une analyse stratégique de la sécurité, vous constaterez que vous n'avez pas besoin d'une aussi grande armée, vous n'avez pas besoin de brigade dans aucun des pays. Nous devons apprendre à nos jeunes soldats à créer des systèmes qui donnent aux citoyens des éléments leur permettant de survivre dans la dignité et de gagner leur vie. L'armée doit comprendre ces problèmes, mais ne doit jamais oublier qu'elle soutient les efforts civils.

ADF : Êtes-vous inquiet de la perspective du changement climatique et d'un conflit sur la limitation des ressources ? Quel est l'impact sur la sécurité humaine ?

GÉNÉRAL MWANIKI : Le problème de l'environnement est très grave. J'ai regardé les statistiques pour toute l'Afrique. Dans la région du Sahel et en Afrique du Nord, la dégradation de l'environnement entraîne la migration de gens qui partent en quête de pâturages pour leurs animaux. En termes de sécheresse, environ 11 millions de personnes au Sahel souffrent de malnutrition. En termes de nourriture, il y a une crise alimentaire dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne. Il y a le problème des pluies irrégulières, de la baisse de production des céréales. Alors oui, le problème de l'environnement est plutôt grave

et il y a un grand besoin de mettre en place un système de gestion durable de l'environnement.

Notre armée a participé au reboisement. L'armée kényane a planté plus de 10 millions d'arbres ; chaque régiment, chaque bataillon a sa forêt. Nous avons un programme intitulé « Le soldat environnemental », qui s'inscrit dans le cadre des relations civilo-militaires. La plupart de nos soldats ont planté environ 1.000 arbres chacun. Ils les recensent et établissent des rapports. C'est une chose dont je me réjouis toujours à l'avance, aller dans la forêt avec les troupes le vendredi après-midi ou le samedi ; il n'y a pas de mal à ça. Vous laissez quelque chose après vous, pour la postérité.



Le général de corps d'armée Njuki Mwaniki, de l'armée kényane

ADF : À votre avis, quel rôle l'armée devrait-elle jouer dans la protection des ressources naturelles, y compris l'eau potable ? Quel rôle devrait-elle avoir dans la sécurité alimentaire ?

GÉNÉRAL MWANIKI : Il est essentiel, pour pallier les pénuries de nourriture et d'eau, que le gouvernement encourage l'utilisation de techniques agricoles modernes et l'amélioration des capacités de résistance des paysans. Il doit soutenir active-

ment la production de nourriture et de cultures hors-saison, la conservation des sols et de l'eau, les projets de réhabilitation, la lutte antiacridienne. Des mesures de suivi et de mobilisation des ressources sont en cours d'élaboration. Alors que le nombre de personnes touchées par la sécheresse et la famine est en forte baisse, ce qui est un résultat positif, l'accroissement de la population a aussi entraîné un déboisement massif pour répondre aux besoins d'alimentation et de logement. Le déboisement mène aussi aux conflits entre les hommes et les animaux.

L'armée épaulera cette intervention en creusant des puits et en construisant des barrages et des infrastructures, notamment dans les zones frontalières et dans les régions exposées à l'insécurité. Au Kenya, lorsque j'étais commandant de l'armée, j'ai dépensé plus d'argent pour acheter

LE MEILLEUR MOYEN D'Y REMÉDIER, À MON AVIS, SERAIT DE CRÉER UN CLIMAT PROPICE AUX AFFAIRES QUI PERMETTRAIT AUX SOCIÉTÉS PRIVÉES DE **PROSPÉRER ET DE CRÉER DES EMPLOIS.**

des équipements de forage de puits et des bulldozers que pour des armes lourdes. Je pense que nous avons construit près de 100 barrages et plus de 500 kilomètres d'infrastructure dans des zones vulnérables près de notre frontière avec le Soudan et de notre frontière avec l'Ouganda. Mais ce n'est pas la bonne chose à faire. Ce sont le ministère de l'Eau et de l'Irrigation et le ministère de l'Agriculture qui devraient principalement s'en occuper. Ce n'est pas le travail de l'armée.

L'armée devrait concentrer ses efforts sur les affaires militaires. Et si les affaires publiques sont bien gérées, l'État s'occupera des besoins en eau.

ADF : Les analystes des tendances démographiques en Afrique signalent ce qu'ils appellent l'explosion démographique de la jeunesse. L'Afrique est le plus jeune continent du monde avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans. Ce que l'on ne sait pas, c'est s'il y a lieu de s'en réjouir ou de s'en désoler. Que pensez-vous de la démographie de l'Afrique du point de vue de la sécurité ?

GÉNÉRAL MWANIKI : D'un point de vue social, en Afrique, nous appelons cela l'âge guerrier, parce qu'à cet âge-là nous protégeons nos propres sociétés. En fait, lorsque l'on considère la répartition démographique, on s'aperçoit qu'au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe, la population de moins de 13 ans représente environ 42 à 44 pour cent, en fonction de la méthode utilisée. La tranche des 14 à 24 ans représente environ 20 pour cent, soit près de 250 millions au total. Et ces chiffres ne font qu'augmenter.

Si l'on considère le taux de la population active au chômage (22 pour cent) et le niveau d'éducation, on constate qu'en

moyenne 67 pour cent des chômeurs ont suivi un enseignement primaire alors que 12 pour cent ont reçu un enseignement secondaire. À partir de ces chiffres, il est permis de dire que le chômage de masse empêche l'Afrique d'utiliser sa population croissante à des fins productives. Elle prive aussi l'Afrique du dividende démographique apporté par ses jeunes. En conséquence, c'est une menace à la sécurité nationale et un facteur de troubles sociaux et d'implosion.

Le meilleur moyen d'y remédier, à mon avis, serait d'instaurer un climat propice aux affaires qui permettrait aux sociétés privées de prospérer et de créer des emplois. Nous en revenons à la bonne gouvernance qui devient cruciale. Nous devons canaliser davantage de ressources pour développer le capital humain et stimuler la productivité. La productivité des ressources humaines est un facteur de développement à long terme et sa principale composante est une éducation de qualité alignée sur les marchés.

Lorsque vous pensez à la sécurité humaine, vous devez retenir une chose. La différence entre un homme et un lézard, c'est que l'homme possède un cerveau qui génère des idées. Il peut avoir l'idée de créer un téléphone pour que je puisse parler avec vous maintenant. Chaque individu est unique et c'est pourquoi j'ai dit que la sécurité consiste à créer les conditions pour que les individus puissent atteindre les objectifs qui leur sont chers.

Que ce soit au Sahel ou au Kenya, un enfant doit avoir la possibilité d'exercer ce droit divin. Le premier droit est celui de pouvoir exprimer librement cette idée. Ensuite vient la sécurité alimentaire parce qu'un homme qui a faim ne peut pas poursuivre ses objectifs. Après la sécurité alimentaire, il y a la sécurité sanitaire. Lorsque vous en avez fini avec l'individu, vous pouvez passer à l'environnement qui fournit la nourriture, la santé et le reste. C'est pourquoi, dans nos pays, nous donnons maintenant la priorité à la sécurité humaine. □



L'Afrique se prépare à une **EXPLOSION** **DÉMOGRAPHIQUE**

La croissance démographique du continent est « presque sans précédent dans l'histoire humaine » et demandera une planification adéquate et des dirigeants habiles. PERSONNEL D'ADF

Habib Bourguiba était en avance sur son temps de plusieurs décennies. Élu premier président de Tunisie en 1957, il a changé, au cours de son mandat, le tissu social du pays, notamment en ce qui concerne le droit des femmes.

Dans un pays en majorité musulman, Habib Bourguiba a donné aux femmes la pleine citoyenneté, ce qui incluait le droit de ne pas porter le voile et le droit de vote. Il a créé un système de santé publique national, interdit la polygamie, permis aux femmes de divorcer et garanti l'enseignement primaire pour les filles et les garçons.

Chose inconcevable à l'époque, il a légalisé la contraception et l'avortement pour les mères de famille nombreuse. Dans un article de *Scientific American*, en février 2016, Robert Engelman, du Worldwatch Institute, a indiqué qu'au milieu des années soixante, des cliniques mobiles de planification familiale parcouraient la Tunisie pour distribuer des pilules contraceptives.

Habib Bourguiba fut évincé du pouvoir en 1987, mais il a laissé à son pays un plan unique lui permettant de faire face à l'un des plus grands bouleversements mondiaux du 21^e siècle : l'explosion démographique de l'Afrique. Aujourd'hui, la Tunisie présente ce que les démographes appellent une pyramide des âges équilibrée, ce qui signifie que la population est également répartie entre les jeunes, les personnes d'âge moyen et les personnes âgées.

Toutefois, la Tunisie est une anomalie sur le continent africain, dont la population est la plus jeune de la planète. Selon de nombreuses projections, y compris celles de l'Organisation des Nations Unies, la population de l'Afrique, actuellement de 1 milliard d'habitants, aura doublé d'ici le milieu du siècle et atteindra 4 milliards en 2100. D'autres

études prévoient une croissance encore plus rapide. Certains sociologues affirment que la croissance démographique de l'Afrique aura un impact considérable sur le reste du monde, une croissance que le *Washington Post* a décrite comme « presque sans précédent dans l'histoire humaine ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon l'ONU, les Africains représentent 16 pour cent de la population mondiale. Si les taux restent les mêmes, d'ici 2100, ils constitueront 39 pour cent de la population mondiale.



Des motocyclistes embouteillent les rues de Kampala, en Ouganda.

Un chiffre clé est le taux de fécondité – soit le nombre d'enfants qu'une femme aura au cours de sa vie. Le taux de fécondité en Afrique est de 4,7 enfants par femme, contre 2,5 enfants dans le reste du monde. Au Niger, l'un des pays d'Afrique les plus pauvres, le chiffre moyen sera de plus de sept enfants par femme. Selon les prévisions, la



DÉVELOPPER L'INFRASTRUCTURE, CRÉER DES EMPLOIS

La BBC a demandé à Obadiah Mailafia, ancien gouverneur adjoint de la Banque centrale du Nigeria, d'expliquer comment l'Afrique doit se préparer à son explosion démographique.

Si vous vous rendez aujourd'hui dans nos villes, vous constaterez qu'elles sont plus surpeuplées que jamais. D'énormes problèmes découlent de la croissance démographique et cela est tangible. Cela se reconnaît non seulement à la forte densité de la circulation, mais aussi à la pression sur les services sociaux, sur l'eau, l'électricité, les écoles et le reste.

Dans certains de nos plus grands aéroports, on réclame l'aménagement de places de parking pour les avions privés. Et pourtant les rues regorgent de pauvres, les gens se pressent dans la rue parce qu'ils n'ont rien à faire et aucune perspective d'avenir.

Ce qui me préoccupe c'est que nous ne faisons rien pour pourvoir aux besoins de cette population croissante. À ma connaissance, il n'y aucun pays au monde d'une population de plus de 70 millions d'habitants qui n'ait pas de réseau ferroviaire en plein essor. Les routes sont engorgées par les poids lourds. Il faut étendre les services sociaux tels que la santé et l'éducation et mettre tout cela en place tout en développant des plans pour la population et les familles.

Nous devons créer des emplois, nous devons offrir aux jeunes des occasions de s'engager et de s'occuper, faute de quoi nous pourrions bien voir arriver au Nigeria ce qui s'est passé lors du Printemps arabe.

population du Niger aura quadruplé d'ici le milieu du siècle.

Pourtant cette croissance n'est pas nouvelle, la population du continent ayant presque triplé depuis 1980. Les projections indiquent que, d'ici le milieu du siècle, le continent verra naître 80 personnes par minute. La population du Nigeria, le septième pays le plus peuplé du monde, devrait s'accroître, d'ici 2050, plus que dans tout autre pays au monde.

Ces statistiques révèlent un changement spectaculaire par rapport aux projections antérieures. En 2004, l'ONU prévoyait une croissance démographique en Afrique de seulement 2,2 milliards d'habitants d'ici 2100. Les démographes s'étaient basés sur les baisses de natalité en Asie et en Amérique latine et prévoyaient les mêmes changements pour l'Afrique, ce qui n'a pas été le cas.

Avant même que la population du continent africain ne commence à monter en flèche, ses dirigeants étaient déjà conscients du phénomène. Le Kenya avait lancé des mesures de contrôle démographique en 1967, suivi par le Ghana deux ans plus tard. En 2003, 77 pour cent des pays d'Afrique subsaharienne avaient annoncé des mesures pour ralentir la croissance démographique de leur pays.

CERCLE VERTUEUX

D'autres pays du monde ont utilisé des programmes de planning familial pour déclencher un cercle vertueux. La contraception a entraîné une baisse des taux de fécondité qui a permis d'augmenter les ressources comme l'éducation, par habitant. Bénéficiant de plus d'éducation, les femmes et les filles ont participé à la croissance économique et ont ainsi amélioré leur position sociale.

Lorsqu'il n'y a aucune mesure de contrôle de la croissance démographique, les écoles sont surpeuplées, les routes engorgées et les prix des logements s'envolent.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi on peut s'attendre à une croissance démographique aussi élevée en Afrique. La plus importante est probablement sa santé générale. Selon l'ONU, l'espérance de vie

en Afrique a augmenté de six ans, dans les années 2000, pour atteindre 59 ans. D'ici 2100, l'espérance de vie moyenne en Afrique pourrait atteindre 78 ans.

Au cours des dix dernières années, selon l'ONU, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est passé de 142 pour 1.000 à 99 pour 1.000. Cependant, ce chiffre représente encore le double du taux mondial.

« Lorsque le taux de natalité baisse, soudain les institutions publiques se portent bien ».

— RICHARD CINCOTTA,
DÉMOGRAPHE

Les principales raisons de l'explosion démographique en Afrique sont toutefois sociales. Dans beaucoup de pays sur le continent, les familles ont besoin d'un grand nombre d'enfants pour travailler la terre qui, souvent, est difficilement cultivable. Dans nombre de pays africains, les hommes considèrent une famille nombreuse comme un signe extérieur de richesse et une preuve de leur virilité. L'accès aux contraceptifs y est souvent limité.

Il y a aussi le fait que les Africains n'aiment pas se voir dicter leur conduite. Dans une interview, le 30 octobre 2015, avec la *Catholic News Agency*, le prêtre ougandais Herman-Joseph Kalungi, a déclaré que l'incitation à la contraception était « le fait de forces occidentales qui imposent des coutumes et des modes de vie contraires à notre culture ».

« Au lieu de nous aider à produire plus de nourriture, au lieu de nous aider à monter des usines ou à obtenir des médicaments, ils nous suggèrent d'avoir moins d'enfants de sorte à ne plus être confronté au problème de la faim », a-t-il déclaré.

La principale raison de l'explosion démographique est que beaucoup d'Africaines ne contrôlent pas leur propre destin. Elles sont à la merci de leur mari, souffrent de leur manque d'éducation et d'opportunités ou de la mauvaise gouvernance dans leur pays.

PROBLÈMES SÉCURITAIRES

Dans un rapport de 2011 intitulé « *Le cauchemar démographique : explosion démographique et problèmes sécuritaires en Afrique* », le politologue nigérian Azeez Olaniyan a mis en garde contre les conséquences sécuritaires de la croissance démographique rapide de l'Afrique sans augmentation proportionnelle de l'infrastructure et de l'emploi.

« Ces problèmes incluent une explosion démographique de la jeunesse, une migration rurale-urbaine, des pressions sur les terres, des questions environnementales et une diminution des ressources naturelles », a-t-il expliqué. « Lorsqu'une masse de jeunes est au chômage ou sous-employée, la tendance à prendre les armes en échange de petites sommes d'argent, ainsi que l'éventualité d'être enrôlés dans des gangs sont très élevées », a-t-il ajouté.

« En d'autres termes, le chômage, issu d'une croissance démographique non jugulée, alimente les conflits et la criminalité. » Ceci est particulièrement vrai dans les pays qui ont connu

longtemps un régime militaire.

Selon Robert Engelman, de nombreux dirigeants africains craignent les conséquences sécuritaires d'un avenir qui est « surpeuplé, conflictuel et urbain ».

Une étude de l'ONU met en garde contre le danger d'une croissance de la population active africaine qui dépasserait le nombre d'emplois vacants, engendrant ainsi une « menace pour la société ».

« Les taux de croissance démographique élevés ont aussi des ramifications dans les conflits politiques et sociaux entre les différents groupes ethniques, religieux, linguistiques et sociaux », souligne cette étude. La croissance démographique sera un « facteur majeur » contribuant à la violence et à l'agressivité chez les jeunes et pourrait « constituer une force politique perturbatrice et potentiellement explosive ».

LES VILLES AFRICAINES

On ne saurait parler de l'explosion démographique en Afrique sans évoquer ses villes, en particulier ses mégapoles. La capitale de la République démocratique du Congo, Kinshasa, devrait atteindre 20 millions d'habitants d'ici 2030, alors que Lagos, la capitale économique du Nigeria, en comptera 24 millions ; ce qui correspond au nombre actuel d'habitants de Shanghai, en Chine, l'une des plus



BESOIN DE VOLONTÉ POLITIQUE

John Wilmoth, directeur de la Division de la population de l'Organisation des Nations unies, a donné son point de vue sur la croissance démographique en Afrique, à la BBC, en septembre 2015.

Le taux de mortalité a considérablement baissé en Afrique, comme dans d'autres parties du monde et il y a lieu de s'en féliciter pour plusieurs raisons – les enfants parviennent en plus grand nombre à l'âge adulte et les adultes vivent plus vieux.

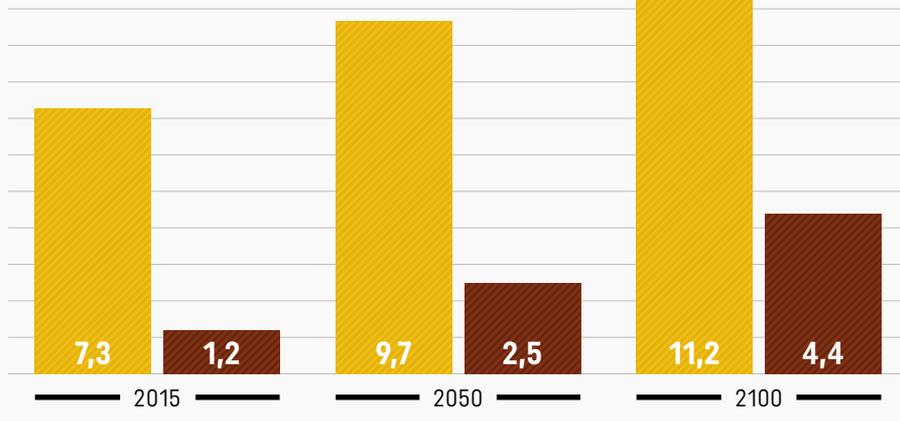
Toutefois, ce qui empêche l'Afrique de prendre la même direction que ce qui se passe dans le reste du monde, c'est le maintien du taux élevé de fécondité. Trois choses vont toujours ensemble : un taux de fécondité élevé, une croissance rapide et des populations jeunes.

Selon les estimations, 41 pour cent de la population africaine actuelle a moins de 15 ans. Ce pourcentage est très élevé. 19 pour cent se situent entre 15 et 24 ans. Donc, si vous additionnez les deux, vous avez trois cinquièmes de la population de moins de 25 ans.

Il faut réellement une volonté politique, aux plus hauts niveaux, d'aborder cette question, parce que cela aura une incidence sur la capacité de ces pays à relever le niveau de vie de leur population et des conséquences à long terme sur le bien-être de cette région ainsi que du reste du monde.

PRÉVISIONS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN MILLIARDS

MONDE ● AFRIQUE ●



Source : Prévisions de la Division de la population de l'ONU.



L'EXTRÊME PAUVRETÉ EST AU CŒUR DU PROBLÈME

Hans Rosling, professeur de santé publique internationale à l'Institut Karolinska en Suède, a déclaré à la BBC que la croissance démographique en soi n'est pas le problème.

Ce qui est difficile pour le reste du monde c'est de prendre conscience que l'Afrique va gagner en importance dans le monde. C'est ce que j'observe lorsque des grandes banques d'investissement m'invitent à donner une conférence et qu'elles s'exclament : « Incroyable ! Il y a une croissance économique en Afrique ! Incroyable ! Aujourd'hui les entreprises africaines sont rentables ». Elles y voient déjà des clients potentiels.

La raison de la croissance démographique en Afrique est la même que celle qui a présidé à la croissance d'abord en Europe, puis dans les Amériques et ensuite en Asie. C'est lorsque l'on passe d'une phase où beaucoup d'enfants naissent, mais où beaucoup d'entre eux meurent. Puis le taux de mortalité baisse, suivi [quelque temps plus tard] par le taux de natalité.

Le nombre d'enfants par femme à Addis Abeba est de 1,6, ce qui est moins qu'à Londres. Alors lorsque l'on prend la moyenne de l'Afrique qui est de 4,5 enfants par femme, celle-ci se compose de la partie la plus moderne de l'Afrique avec deux enfants [ou moins] par femme et des plus démunis, vivant dans une extrême pauvreté, avec six ou sept enfants.

Les uns après les autres, les gouvernements africains commencent à comprendre. Pour l'heure, l'Éthiopie, le Rwanda et le Ghana prennent les mesures qui s'imposent, et d'autres vont rapidement suivre la même voie.

Si les régions d'extrême pauvreté, où les femmes donnent naissance à six enfants et où la population double en une génération, subsistent, vous allez au-devant de problèmes. Mais ce n'est pas la croissance démographique qui est au cœur du problème – la raison sous-jacente est l'extrême pauvreté.

grandes villes du monde.

En l'espace de 50 ans, entre 1960 et 2010, la population des grandes villes africaines est passée de 53 à 401 millions. L'Afrique compte maintenant 50 villes de plus d'un million d'habitants. D'ici 2025, elle en comptera 23 de plus.

Richard Cincotta, un démographe qui a mené des recherches approfondies sur l'Afrique, a déclaré à *ADF* que le manque d'emplois dans les zones rurales continuera d'alimenter la croissance des villes. « Il n'y a pas de travail pour les jeunes dans les campagnes, alors ils migrent vers les villes », a-t-il conclu.

L'avenir de l'Afrique fait écho à celui de la Chine. Comme la Chine, l'Afrique s'urbanise rapidement. Beaucoup, voire la majorité, des nouveaux arrivants dans les villes africaines viennent de fermes qui ont fait faillite. Ce sont, pour la plupart, des jeunes qui « s'installent dans des bidonvilles où ils construisent des abris de fortune et vivent d'expédients », a expliqué Robert Engelman.

David Anthony, de l'UNICEF, estime que les dirigeants africains peuvent faire la différence en planifiant la croissance urbaine.

« Nous voulons voir les dirigeants africains investir judicieusement dans les enfants pour qu'ils

construisent une force de travail qualifiée et dynamique qui soit productive, ait un potentiel de croissance et apporte une plus-value à l'économie », a-t-il déclaré à la *National Public Radio*. « La pire des choses serait de tout simplement laisser cette migration suivre son cours, car on assistera alors à une croissance sans précédent de la population des bidonvilles ».

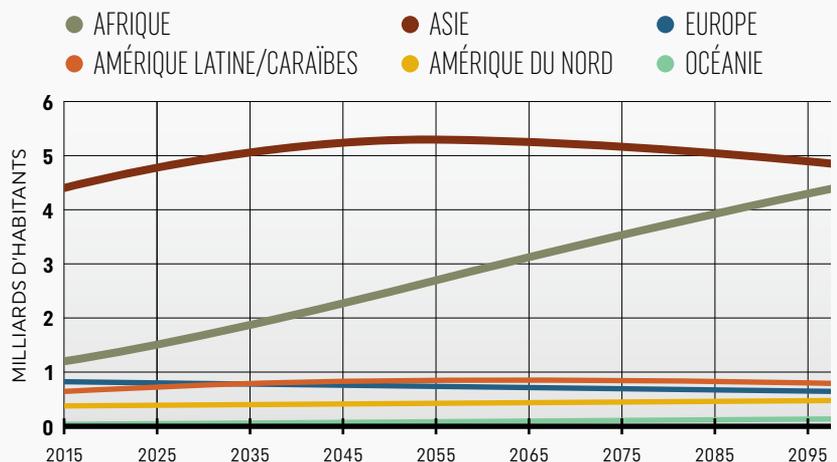
LE BESOIN D'ÉLECTRICITÉ

Le rapport d'Azeez Olaniyan insiste sur le besoin de rénovation de l'infrastructure pour rester en phase avec la croissance démographique de l'Afrique. Ce dont l'Afrique a surtout besoin c'est de plus d'électricité, a-t-il affirmé.

Selon Azeez Olaniyan : « Peu d'États africains produisent suffisamment d'électricité. Un meilleur approvisionnement en électricité, à travers tout le continent, permettrait à la majeure partie de la population de sortir du cercle vicieux de la pauvreté, éliminant ainsi une cause majeure de conflit ».

L'avantage d'un meilleur accès à l'électricité à travers le continent serait que moins de jeunes se sentiraient forcés de migrer vers les villes. Le manque d'électricité a aussi entravé le commerce dans de vastes régions du continent. Même dans les zones développées et les

PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES 2015 - 2100



Source : Division de la population de l'ONU, « Projections de la population mondiale, révision de 2015 »

villes, les commerçants et les fabricants se plaignent de ce qu'ils doivent fermer régulièrement leur commerce à cause du peu de fiabilité de la fourniture d'électricité.

Les économistes ont averti que, sans approvisionnement adéquat en électricité, beaucoup d'économies africaines deviendront stagnantes, ce qui découragera de nouveaux investissements. Dans les années à venir, l'électricité sera le principal moteur de la croissance.

Améliorer l'accès de l'Afrique à l'électricité n'est pas une tâche surhumaine. De grandes parties du continent possèdent déjà le potentiel de vastes ressources hydroélectriques. Certaines autorités estiment que le bassin du Congo pourrait, à lui seul, couvrir la plupart des besoins d'électricité de l'Afrique, sinon tous.

ENCOURAGER LE CONTRÔLE DÉMOGRAPHIQUE

Le contrôle de l'explosion démographique reste le moyen privilégié d'améliorer la qualité de la vie sur le continent. D'autres pays du monde, notamment l'Inde et la Chine, ont abordé le problème à leur manière.

En 1978, la Chine a lancé la politique de « l'enfant unique », limitant officiellement le nombre d'enfants qu'un couple marié était autorisé à avoir. Les autorités chinoises faisaient respecter cette politique à coup d'amendes et d'impôts. Les fermiers chinois, ayant besoin de fils pour aider à la ferme, étaient particulièrement touchés. La mise en œuvre de cette politique aurait entraîné le meurtre de nourrissons de sexe féminin, des avortements forcés et des stérilisations obligatoires. Cette politique a pris fin en 2016.

L'Inde a reconnu la nécessité du contrôle des naissances dès 1949 et a lancé un vaste programme national en 1952. Le programme a plus tard été étendu à la santé familiale et à la nutrition. L'Inde a actualisé ses programmes de contrôle des naissances en 1966, 1977 et 1994. Certains aspects de ces programmes, comme la stérilisation forcée des hommes ayant déjà deux enfants, dans les années 70, ont échoué.

Bien que les Indiennes reconnaissent la nécessité des contraceptifs, ceux-ci ne sont pas toujours disponibles. Le programme de contrôle des naissances actuel, lancé en 1994, prévoit l'accès aux contraceptifs pour tous, la fixation de l'âge minimum du mariage à 18 ans, la formation d'assistant(e)s à l'accouchement et l'extension de la scolarité à un plus grand nombre de jeunes Indiens. Le programme de l'Inde est considéré comme un exemple à suivre par d'autres régions du monde, y compris l'Afrique.

La Chine a démontré qu'une application stricte du contrôle des naissances n'était pas la bonne solution. Comme l'a formulé Azeez Olaniyan : de par leur culture, les 54 pays d'Afrique ont besoin de « persuasion soutenue, d'information et d'éducation » pour pouvoir réaliser les objectifs d'u programme de contrôle des naissances.

Richard Cincotta a déclaré à *ADF* que l'une des clés de la croissance durable sur le continent était un leadership fort, et plus particulièrement des dirigeants « intimement convaincus de l'importance de la participation des femmes à la société ».



Des piétons font leurs emplettes au marché à Lagos, au Nigeria.

THE ASSOCIATED PRESS



File d'attente à un poste de distribution de vivres à Monrovia, au Liberia.

AFP/GETTY IMAGES

Lorsque les chefs de gouvernement font pression en faveur des droits des femmes, a poursuivi Richard Cincotta, cela déclenche une réaction en chaîne. Les femmes reçoivent une bonne éducation de base, elles trouvent un emploi, les taux de fécondité baissent et les services publics s'améliorent parce qu'il y a moins de gens à servir. Les revenus augmentent, l'éducation continue de s'améliorer et le taux de criminalité baisse.

Dans leur étude de 2013 intitulée « La démographie africaine », Jean-Pierre Guengant et John May affirment que tout pays aspirant à la prospérité doit d'abord réduire son taux de natalité. Cette démarche a pour avantage de générer un « dividende démographique ». □

LE cycle DE *L'Eau*

L'EAU COULE À
TRAVERS UNE SÉRIE
D'OBSTACLES À LA
SÉCURITÉ HUMAINE
AFRICAINNE

PERSONNEL D'ADF

Le lac Tchad, situé près du centre géographique de l'Afrique, peut être considéré comme un symbole des défis exceptionnels que doit relever le continent en matière d'eau. Le lac, dont les eaux clapotaient pendant des siècles sur les rives d'un territoire à présent partagé entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, n'est que l'ombre de ce qu'il était jadis.

Entre 1963 et 2001, la superficie totale du lac est passée de 25.000 kilomètres carrés à 1.350 kilomètres carrés. Les effets du surpâturage, de l'utilisation excessive de l'eau, des changements climatiques et ceux de projets d'irrigation non viables à long terme dans les pays limitrophes se sont conjugués pour causer son déclin.

Une femme collecte de l'eau d'un ruisseau dans le nord de l'Éthiopie. En 2008, l'Éthiopie et la Somalie étaient les deux pays d'Afrique où moins de 40 pour cent de la population utilisait des sources d'eau potable améliorées. REUTERS





Des résidents de Bhothoyi, en Afrique du Sud, un village durement affecté par la sécheresse, font la queue à un point de collecte d'eau en novembre 2015.
AFP/GETTY IMAGES



es moyens d'existence des populations vivant à proximité, au nombre estimé à 30 millions d'habitants dans les quatre pays, sont inextricablement liés au lac Tchad. Son déclin s'est accompagné d'une dégradation des conditions d'existence de ces résidents.

Par exemple, selon le Partenariat mondial pour l'eau, les agriculteurs et les éleveurs de bétail détournent de plus en plus d'eau pour leur usage aux dépens des pêcheurs qui dépendent des prises dans le lac.

« À mesure que des sources de revenus ont été perdues, les résidents du bassin ont été forcés de déménager à proximité pour s'installer dans des environnements inhospitaliers, avec pour conséquences la perturbation de la gouvernance et des institutions sociales locales, la création d'opportunités pour des réseaux illicites ainsi que la constitution de larges concentrations de jeunes gens traumatisés et marginalisés », a expliqué l'expert de l'Afrique Devon Knudsen pour le site Internet *African Arguments*. Cette situation a créé les conditions propices à ce que prospère une autre menace : Boko Haram.



Des résidents remplissent leurs jerrycans à un point de vente d'eau dans la communauté de pêcheurs de Makoko à Lagos, au Nigeria. Les communautés pauvres paient souvent l'eau propre à un prix élevé. L'eau sale fait des milliers de victimes au Nigeria chaque année. REUTERS

La région du lac Tchad à elle seule constitue un exemple de la façon dont une série de facteurs convergent autour de l'eau pour engendrer l'insécurité : un lac jadis florissant est affecté par les changements climatiques régionaux ; les riverains accroissent leur utilisation des eaux du lac pour soutenir les besoins de leur bétail affaibli et de leurs cultures anémiques, continuant de la sorte à épuiser les ressources ; des problèmes concomitants d'insécurité alimentaire et de santé mènent à la pauvreté, à la migration et à la déforestation ; enfin, la totalité de ces facteurs rend les populations plus vulnérables à la violence exercée par

une organisation extrémiste régionale telle que Boko Haram et à ses efforts de recrutement.

LE FARDEAU DE L'ACCÈS À L'EAU

Les problèmes des ressources hydriques existent dans l'ensemble du continent, et ils se manifestent de différentes manières dans les zones rurales et dans les zones urbaines. La gouvernance, l'infrastructure et les conditions météorologiques jouent également un rôle important dans l'accessibilité de l'eau et l'approvisionnement en eau.

La pression exercée pour se procurer suffisamment d'eau peut être un énorme fardeau, en particulier pour les familles rurales. À titre d'exemple, une famille de Nabitenga, au Burkina Faso, utilise environ 400 litres d'eau par jour durant la saison sèche pour se laver, cuisiner, boire et s'occuper du bétail, selon WaterAid, une organisation non gouvernementale basée à Londres.

Pour de nombreux résidents ruraux, se procurer autant d'eau nécessite la participation des membres de la famille, presque toujours des femmes et des filles, qui doivent marcher des heures pour aller la collecter d'un puits, d'une rivière ou d'un lac éloignés. Elles ramènent l'eau dans leur foyer elles-mêmes ; un jerrycan plein pèse plus de 18 kilos. En 2010, au moins 25 pour cent de la population de plus de douze pays africains a fait un aller-retour à pied de plus d'une demi-heure pour aller chercher de l'eau, selon UN-Water.

Pour mettre les choses en perspective, Lifewater indique que 40 milliards d'heures par an sont consacrées à la collecte de l'eau rien qu'en Afrique subsaharienne. Cela signifie que les Africains subsahariens, collectivement, passent près de 4,6 millions d'années à collecter de l'eau chaque année.

« Imaginez simplement ce qui pourrait être accompli en libérant ces heures si la longue expédition quotidienne jusqu'au puits, au lac ou à la rivière n'était pas nécessaire ? », écrit Anna Swaithe, responsable des politiques de sécurité alimentaire et de l'eau chez SABMiller, pour le Forum économique mondial. « Ou si les communautés étaient libérées de la nécessité de se déplacer en quête de l'eau durant la saison sèche ? »

Les coûts et les efforts associés au fonctionnement des infrastructures dans des zones rurales reculées sont évidents, mais les coûts sont un sujet de préoccupation même dans les zones urbaines. Dans les bidonvilles, l'infrastructure est généralement absente, ce qui oblige souvent les résidents à se procurer de l'eau à des robinets



Des personnes évacuées des îles nigériennes du lac Tchad remplissent des jerrycans d'eau potable à Bosso, au Niger, en mai 2015. AFP/GETTY IMAGES

communautaires. Les habitants des bidonvilles au Kenya peuvent s'attendre à payer l'eau de cinq à dix fois plus cher que les habitants des quartiers aisés, selon *Africa Water Atlas*.

La Côte d'Ivoire, un pays de 23 millions d'habitants, a enregistré un certain succès en collaborant avec des intérêts privés pour fournir un service d'approvisionnement en eau à ses citoyens. En 1987, le gouvernement a conclu une entente avec la Société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire (SODECI). Cette entreprise privée produit 209 millions de mètres cubes d'eau provenant de plus de 500 trous de forage et 70 stations de traitement ; elle fournit de l'eau potable à près de 800.000 clients dans plus de 700 villes ou municipalités, et elle assure un service d'assainissement à 400.000 Ivoiriens.

Le gouvernement détermine la politique, et la SODECI gère les services d'approvisionnement en eau sous contrat avec la Direction des Ressources en Eau (DRE) de la Côte d'Ivoire. Une surtaxe sur les factures d'eau subventionne les raccordements individuels, et un tarif forfaitaire par paliers, basé sur la consommation, assure une subvention croisée (des gros consommateurs vers les petits consommateurs), selon le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale. Enfin, la SODECI octroie des concessions aux revendeurs dans les zones d'habitation informelle, ce qui lui permet d'influer sur les coûts et la qualité dans les zones où elle ne serait pas autrement autorisée à exercer ses activités.

En conséquence, 93,1 pour cent de la population urbaine de la Côte d'Ivoire a accès à une source d'eau potable améliorée, ainsi que 68,8 pour cent de ses résidents ruraux, selon *The World Factbook*.

L'EAU PROPRE AMÉLIORE LA SANTÉ

En dépit des coûts, assurer un accès à l'eau propre peut aider les pays à prévenir les flambées et la propagation de maladies. Le lien entre la maladie et l'insuffisance

d'accès à l'eau propre en Afrique est manifeste et encore plus évidente chaque année dans tout le continent durant la saison des pluies. D'après The Water Project, 783 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau propre, 37 pour cent d'entre elles sont des habitants de l'Afrique subsaharienne. Rien qu'au Nigeria, WaterAid estime que l'eau sale a fait 73.000 victimes en 2014, soit près de sept fois le nombre de victimes de la flambée épidémique du virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Des maladies transmises par l'eau parmi les plus répandues comme le choléra et la diarrhée font des milliers de victimes dans tout le continent chaque année. La Guinée-Bissau a enregistré 14.303 cas de choléra diagnostiqués durant la saison des pluies en 2005, cette épidémie faisant finalement 252 victimes, selon *Africa Water Atlas*. L'Organisation mondiale de la Santé estime qu'il y a 0,75 cas de diarrhée par personne dans le monde, chaque année. Toutefois, le taux observé en Afrique subsaharienne est le plus élevé au monde, avec 1,29 cas par personne et par an.

Le paludisme, la dracunculose (maladie du ver de Guinée), l'onchocercose (cécité des rivières) et la fièvre de Lassa peuvent tous être liés à la mauvaise qualité des ressources d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La schistosomiase (ou bilharziose) est répandue par des vers parasitaires d'eau douce dans la majeure partie du continent.

En 2008, moins de 75 pour cent de la population de 31 pays africains utilisait des sources d'eau potable améliorées. Dans deux pays, ce total s'élevait à moins de 40 pour cent : l'Éthiopie avec moins de 38 pour cent et la Somalie avec moins de 30 pour cent. En Somalie, l'une des raisons principales de l'insuffisance d'eau propre était les troubles civils.

L'EAU EST SOUVENT AU CŒUR DES CONFLITS

L'eau est une denrée rare dans de nombreuses parties de l'Afrique. Il n'est donc guère surprenant qu'elle soit au cœur des conflits. Les affrontements surviennent généralement dans deux contextes : en cas d'intérêts divergents entre les agriculteurs et les éleveurs, et dans le cas de groupes extrémistes violents qui ciblent et endommagent les sources d'eau pour contrôler les populations et leur territoire. Ces types de violence présentent les conséquences les plus immédiates pour la sécurité humaine et les forces de sécurité nationale.

Le groupe extrémiste violent al-Shebab, basé en Somalie, s'est lancé dans ce que l'on a appelé le « terrorisme de l'eau » en privant d'accès aux sources d'eau les villes contrôlées par le gouvernement, explique Devon Knudsen sur le site *African Arguments*.

Lorsque frappent la sécheresse et la famine, des groupes tels qu'al-Shebab peuvent intervenir et apporter des secours, exploitant les communautés en l'absence d'action gouvernementale. « Certaines des activités les plus efficaces d'al-Shebab pour « gagner les cœurs et les esprits » ont consisté à fournir des services d'approvisionnement

en eau aux agriculteurs et aux éleveurs », précise Devon Knudsen. « Al-Shebab a également été un obstacle majeur en empêchant l'aide humanitaire d'atteindre les populations les plus affectées par la famine ».

Des tactiques similaires ont été employées au Moyen-Orient par l'EI, qui est une menace croissante en Afrique, notamment en Libye. En réalité, l'utilisation de l'eau comme arme remonte au moins à la Première Guerre mondiale, lorsque les responsables de la ville belge de Nieuwpoort ont fait ouvrir les écluses de l'Yser, provoquant ainsi l'inondation des Flandres pour arrêter l'avancée de l'armée allemande.

L'EI a employé des tactiques semblables en Irak et en Syrie. Aussi récemment qu'en mars 2016, selon *Deutsche Welle*, l'EI contrôlait six importants barrages sur huit sur le Tigre et l'Euphrate, et en attaquait un autre.

« D'un côté, l'EI aménage des barrages pour retenir l'eau et assécher certaines régions, privant de la sorte les villages et les communautés d'approvisionnement en eau », a indiqué à *Deutsche Welle* Tobias von Lossow, de l'Institut allemand des affaires internationales et de la sécurité à Berlin. « D'un autre côté, l'EI a également inondé des zones pour en chasser leurs habitants et détruire leurs moyens d'existence ».

L'EI a également employé une autre tactique liée à l'eau : la contamination. En décembre 2014, l'EI a déversé du pétrole brut dans les eaux au sud de Tikrit, en Irak, la rendant impropre à la consommation.

L'eau est également au cœur d'affrontements violents à petite échelle d'un bout à l'autre du continent. Dans le village d'Itunundu, dans les hauts-plateaux du sud de la Tanzanie, les agriculteurs et les éleveurs étaient depuis longtemps en conflit

à propos de l'utilisation des eaux nécessaires à l'irrigation des cultures et à l'alimentation des animaux. Comme l'agence de presse IPS l'a expliqué en mars 2016, « la division de Pawaga est considérée comme l'un des greniers de la Tanzanie, où les uns cultivent le maïs, le riz et des légumes dans les vallées, tandis que d'autres élèvent leurs animaux dans les hauts-plateaux ». « Malgré une démarcation claire entre les zones contrôlées par les agriculteurs et celles contrôlées par les éleveurs, il y a eu des affrontements fréquents ».

Désormais, des représentants des deux groupes trouvent le chemin de la paix autour de la table de négociation, avec l'aide du Forum tanzanien sur les ressources naturelles, un groupe de la société civile. Les agriculteurs et les éleveurs se rencontrent souvent pour parler des solutions à apporter à leurs problèmes. « Les agriculteurs et les éleveurs doivent savoir qu'il y a des individus qui tirent parti de leurs conflits et ne souhaitent pas voir les conflits résolus », indique à IPS Godfrey Massay, le coordinateur des investissements fonciers du groupe. Il explique que les luttes récurrentes sont un symptôme de facteurs déterminés de l'extérieur et faisant intervenir des intérêts agricoles et de conservation plus importants.

« C'est la première et la seule plateforme qui réunit les agriculteurs et les éleveurs pour qu'ils discutent des problèmes qui les concernent, ouvertement, et sans crainte ni faveur », précise Godfrey Massay. Dans les six mois à compter du lancement de la plateforme, le nombre d'affrontements violents a baissé.

Donald Mshauri, responsable foncier du district d'Iringa, a déclaré de son côté à IPS : « Ceci montre que, quelle que soit l'intensité du conflit, il peut être résolu simplement en se parlant ». □

Des éleveurs turkanas portent des fusils près de Baragoy, au Kenya, en janvier 2016. Éleveurs et agriculteurs se trouvent souvent en conflit autour de la terre et de l'eau.

REUTERS



La sécurité alimentaire au Sénégal prend de la hauteur

PERSONNEL D'ADF

Assi Ndiaye remue la terre dans une caisse et y met un petit plant de laitue, sur un toit-terrasse de la ville de Dakar, au Sénégal. Assi Ndiaye est l'une des 4.000 personnes, pour la plupart des femmes, qui participent au projet d'amélioration de la sécurité alimentaire, qui s'avère un succès, dans ce pays de plus de 14 millions d'habitants.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans un pays où plus de 20 pour cent de la population est sous-alimentée, ces carrés, d'un mètre de côté, sur les toits-terrasses, offrent aux familles la possibilité de produire jusqu'à 30 kilogrammes de légumes par an. Dans une de ces caisses, il est possible de produire 200 tomates par an, 36 pieds de laitue tous les deux mois, 10 choux tous les trois mois ou 100 oignons tous les quatre mois.

« Le microjardinage est la culture intensive d'une grande variété de légumes, de raves, de tubercules et d'aromates dans des endroits restreints », a expliqué la FAO. « Alors que, dans les villes, les gens ont toujours cultivé des légumes dans leur jardin potager, le microjardinage moderne fait usage de caisses de bois doublées de plastique, de tables construites sur mesure et même de vieux pneus. Il combine des méthodes de production horticoles avec des technologies respectueuses de l'environnement adaptées aux villes, comme la collecte des eaux de pluie et la gestion des ordures ménagères. Les microjardins permettent aux familles à bas revenu de satisfaire leurs besoins en vitamines, minéraux

et protéines végétales en leur fournissant un accès direct à des légumes nourrissants tous les jours. C'est aussi une source de revenus supplémentaire lorsqu'elles peuvent vendre leurs surplus ».

Les microjardins peuvent facilement être entretenus par des enfants, des personnes âgées ou handicapées. Ils n'ont pas besoin de beaucoup d'eau — environ 1.000 litres par an — qui peuvent être récupérés dans des collecteurs d'eau de pluie, après avoir investi dans un système de collecte de l'eau. L'avantage est substantiel dans des régions où l'on manque d'eau.

Une de ces caisses peut permettre de produire 200 tomates par an, 36 pieds de laitue tous les deux mois, 10 choux tous les trois mois ou 100 oignons tous les quatre mois.

Selon la FAO, les cultures favorites sont les tomates, la laitue, le concombre pour la salade et la menthe pour le thé. La coriandre, la ciboulette, les oignons verts et le céleri peuvent être cultivés pour farcir le poisson. Le programme, lancé au Sénégal en 2001, a gagné le Prix international de Dubaï pour les pratiques exemplaires dans l'amélioration du cadre de vie, d'UN Habitat, en 2008. Le prix de 30.000 dollars a servi à étendre le programme.





Assi Ndiaye cultive un microjardin sur un toit-terrasse à Dakar, au Sénégal, en janvier 2016. Grâce à ce jardin peu onéreux, elle n'a plus besoin de s'approvisionner sur le marché local. AFP/GETTY IMAGES

Lorsque
L'ALIMENTATION
EST UNE **ARME**



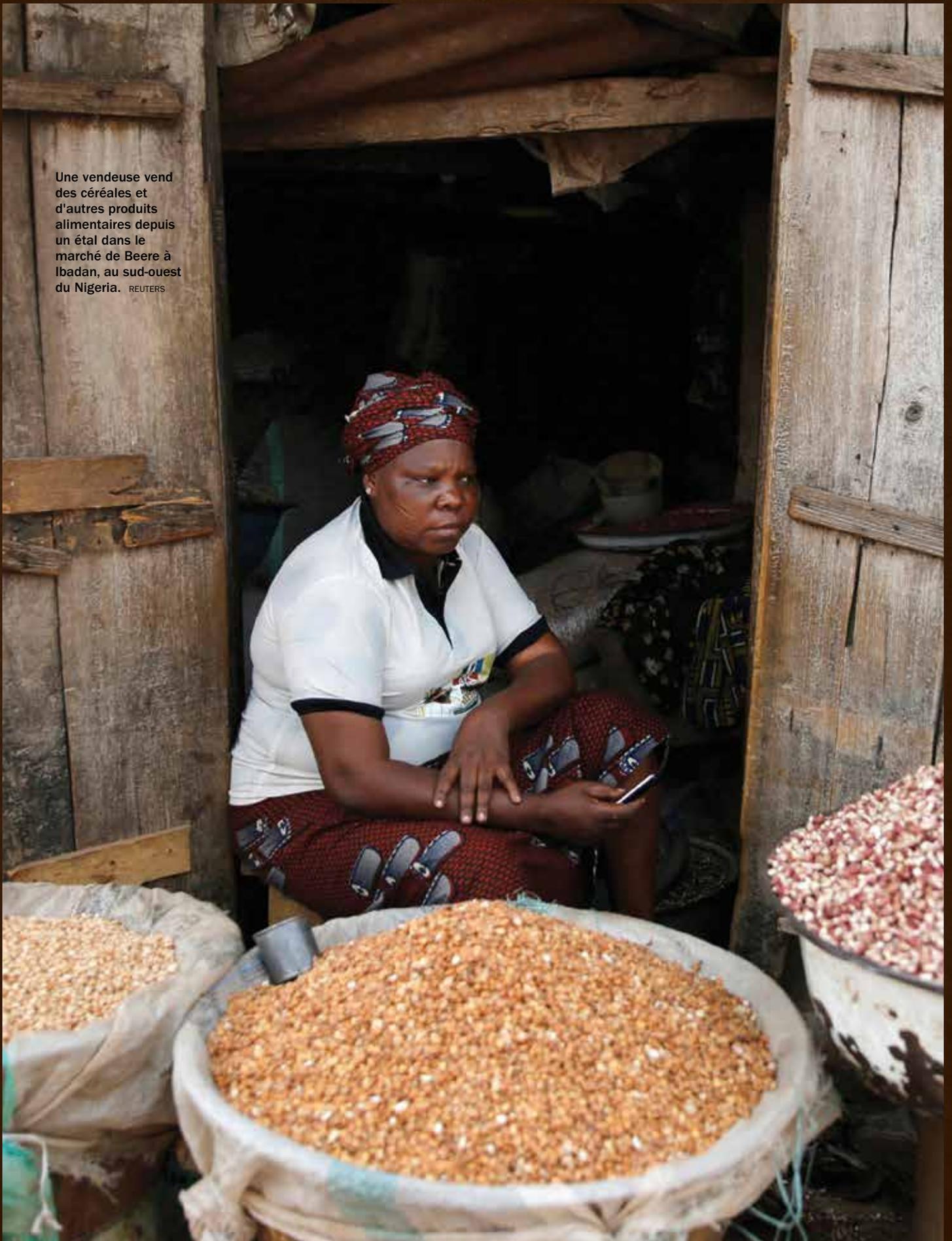
Les attaques menées par des groupes d'insurgés démontrent les liens existant entre le conflit et la sécurité alimentaire.

PERSONNEL D'ADF

Des agriculteurs du Malawi s'affairent à un champ de maïs près de la capitale, Lilongwe, durant une pénurie alimentaire affectant l'ensemble du pays en février 2016. REUTERS



Une vendeuse vend des céréales et d'autres produits alimentaires depuis un étal dans le marché de Beere à Ibadan, au sud-ouest du Nigeria. REUTERS



Le coût en vies humaines de l'insurrection prolongée de Boko Haram contre les populations du nord du Nigeria est bien établi : il y a eu des milliers de victimes, des millions de personnes déplacées et la peur s'est répandue dans toute la région.

Mais en plus des vies qu'il a détruites, le groupe extrémiste a eu une autre cible : le secteur agricole. Les agriculteurs et leurs terres ont été visés

par les attaques incessantes de Boko Haram. La présence du groupe a contribué à vider une bonne partie du nord-est du pays et a transformé ce qui était connu comme le grenier du Nigeria en une région où règne l'insécurité alimentaire. Les insurgés ont également directement ciblé les exploitations, mettant le feu aux récoltes, abattant du bétail et détruisant l'infrastructure.

Boko Haram constitue une étude de cas sur les manières dont un conflit et la sécurité alimentaire sont liés. La compréhension de ce lien est indispensable aux professionnels de la sécurité qui cherchent des moyens de protéger les civils des effets secondaires de la guerre tels que la famine, la maladie et les déplacements forcés. Ces effets, qui relèvent du domaine de la « sécurité humaine », sont historiquement beaucoup plus mortels que les conflits eux-mêmes.

« JE SUBVENAIS AUX BESOINS DE MA FAMILLE. MAINTENANT, JE SUIS DEVENU UN MENDIANT ».

~ Mohamed Ali, agriculteur de l'État d'Adamawa, au Nigeria

Ernest Ogbozor, originaire de Kaduna au nord-est du Nigeria, est un ancien travailleur de la Croix-Rouge qui est à présent candidat au doctorat à l'école de l'Université George Mason pour l'analyse et la résolution des conflits. Depuis 2010, il a interviewé des agriculteurs au Cameroun, au Tchad et au Nigeria afin de déterminer les retombées de Boko Haram sur leurs moyens de subsistance.

Il a conclu que dans le but de contrôler la population, le groupe extrémiste cible délibérément l'approvisionnement alimentaire au moyen d'agissements odieux que le groupe nomme « démembrement des actifs ».

« S'ils ne peuvent pas vous tuer, ils s'en prennent à vos moyens d'existence. Ils brûlent tout », a-t-il indiqué à ADF. « Cela signifie que même si vous êtes vivant, il ne vous restera rien pour vous faire vivre ».

Environ 80 pour cent des habitants du Nigeria rural

sont des agriculteurs. Leurs récoltes principales sont le sorgho, le millet, les arachides, les haricots et le riz. En 2013, lorsque Boko Haram s'est emparé de la plus grande partie de l'État de Borno dans le nord-est du Nigeria, de nombreux agriculteurs ont fui, et le groupe extrémiste a commencé à mettre systématiquement le feu aux récoltes et à détruire les infrastructures. Au début 2016, le bilan de Boko Haram était la destruction de 1.630 sources d'approvisionnement en eau utilisées pour l'irrigation, dont des pompes de forage motorisées, des pompes manuelles et des pompes solaires, selon la Banque mondiale. Les agriculteurs qui sont restés sur place ont été forcés par Boko Haram de payer des taxes allant de 1 million à 3 millions de nairas (de 6.000 à 18.000 dollars) en échange de leur sécurité.

« Ils voulaient se faire bien comprendre, montrer qui était aux commandes », explique Ernest Ogbozor à propos du groupe terroriste.

L'impact sur l'approvisionnement alimentaire de la région a été dévastateur et de grande ampleur. L'IRIN a découvert qu'au fur et à mesure que les agriculteurs manquaient plusieurs saisons de semences et de récoltes, des pénuries d'alimentation ont commencé à apparaître, et le prix des denrées de base telles que les haricots ou les oignons a augmenté de 70 pour cent. En outre, précise Ernest Ogbozor, vu que les artificiers de Boko Haram se servent d'engrais comme composant pour la fabrication de leurs bombes, le gouvernement a restreint l'accès à ce produit, aggravant encore les difficultés des agriculteurs.

L'activité commerciale d'achat et de vente de produits alimentaires s'est quasiment arrêtée. Le Baga Fish Market de Maiduguri, un moteur économique pour la région, a été attaqué 20 fois entre 2009 et 2015, forçant presque tous les vendeurs à fuir. Un marché aux bestiaux de l'État d'Adamawa, qui attirait les éleveurs des pays environnants, a été fermé après un attentat-suicide à la bombe en 2015. Un autre important marché aux bestiaux de Maiduguri a été fermé par l'armée nigérienne, de crainte que Boko Haram ne profite des ventes qui y sont effectuées.

Boko Haram a également attaqué les éleveurs. Le groupe a volé ou tué 470.000 têtes de bétail dans l'État de Borno, selon le quotidien nigérian *Daily Trust*. À cause de la diminution des troupeaux de bovins, le prix de la viande a été multiplié par trois dans certaines zones, d'après Reuters.

En interviewant des agriculteurs dans les plus importants camps destinés aux personnes déplacées à l'intérieur des États de Borno, Yobe et Adamawa, Ernest Ogbozor a été frappé de constater que des personnes auparavant accoutumées à l'autosuffisance étaient devenues dépendantes. Il indique que les tailleurs et les cordonniers pouvaient monter leur entreprise, mais que les agriculteurs dépourvus d'accès à la terre se trouvaient forcés de rester les bras croisés.

« Nombre d'entre eux sont dépendants des distributions et des secours d'urgence », observe Ernest Ogbozor. « Certains d'entre eux ont perdu des membres de leur famille, et ils essaient seulement de faire face à la situation. D'autres ne savent pas quel sera leur avenir s'ils retournent chez eux ».

Les attaques ont infligé des dégâts considérables, non seulement au regard des moyens d'existence des agriculteurs, mais également au regard de leur sentiment de valeur personnelle.

« Nous ne pouvons pas nous permettre d'acheter des aliments au marché, et nous [devons maintenant] dépendre de la générosité d'étrangers pour survivre », a confié à l'IRIN Mohamed Ali, un agriculteur de l'État d'Adamawa. « Je subvenais aux besoins de ma famille. Maintenant, je suis devenu un mendiant ».

LE CONFLIT MÈNE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Lorsque les agriculteurs sont obligés de quitter leur terre et que les réseaux routiers et chaînes d'approvisionnement qui acheminent la nourriture aux consommateurs sont perturbés, la population souffre. Une étude réalisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a examiné 14 pays enclins à la violence et révélé une baisse moyenne de la production alimentaire de 12,3 pour cent en temps de conflit.

D'autre part, les conflits déclenchent des migrations à grande échelle et transforment des familles autosuffisantes en réfugiés. Lorsque le nord du Mali est tombé sous la coupe des extrémistes et des séparatistes en 2012, cela a forcé environ 400.000 Maliens, dont nombre d'entre eux avaient été agriculteurs ou éleveurs, à fuir leurs foyers. Non seulement cette situation a perturbé la production alimentaire au nord du Mali, car les prix des céréales y ont augmenté de 80 à 100 pour cent en 2012, mais elle a également exercé une pression considérable sur les communautés hôtes au Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal. Les organisations d'aide humanitaire, historiquement, ont répondu aux besoins alimentaires des réfugiés, et l'impact n'est pas entièrement négatif pour les communautés hôtes, mais l'afflux de populations perturbe l'économie et peut entraîner des réactions xénophobes.

« La plupart des réfugiés sont hébergés dans des pays limitrophes qui ne vivent pas nécessairement dans de meilleures conditions économiques et connaissent souvent une situation préexistante d'insécurité alimentaire », ont écrit des chercheurs dans un article publié par l'IFPRI et intitulé « Refugees, Food Security, and Resilience in Host Communities » (Réfugiés, sécurité alimentaire et résilience chez les communautés hôtes). « Ceci peut constituer une charge supplémentaire pour les populations hôtes et peut affaiblir la résilience dont elles font preuve pour supporter les chocs et parvenir à la sécurité alimentaire sur le long terme ».

Les conflits peuvent entraîner l'insécurité alimentaire d'autres manières. Les jeunes journaliers sont essentiels pour les travaux des champs, mais ils sont aussi les premiers à être enrôlés dans les armées nationales en temps de guerre ou à susciter l'intérêt des insurgés locaux

cherchant à les recruter. Cet affaiblissement de la réserve de main-d'œuvre ne fait qu'aggraver l'insécurité alimentaire.

« Les personnes qui sont les plus susceptibles de participer aux conflits armés, à savoir les jeunes gens des zones rurales dont les perspectives économiques et le niveau d'études sont limités, vont probablement chercher du travail dans le secteur agricole », ont écrit Henk-Jan Brinkman et Cullen Hendrix dans un rapport de 2011 pour le Programme alimentaire mondial. « Or, à mesure que les opportunités de travail se tarissent, combattre devient plus attrayant ».

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST UNE CAUSE DE CONFLIT

Tout comme la violence peut entraîner des pénuries alimentaires, les pénuries alimentaires peuvent entraîner la violence. En 2008, le prix des céréales, notamment celui du riz, du blé et du maïs, a brusquement augmenté sur l'ensemble des marchés mondiaux. Les familles aisées n'ont guère remarqué cette hausse des prix, mais cette dernière a marqué un point de rupture pour de nombreuses personnes vivant dans la pauvreté, lesquelles sont descendues dans la rue pour exprimer leur ressentiment. Les gens ont manifesté et se sont révoltés dans 48 pays, dont le Mozambique, où les émeutiers ont affronté la police, et Haïti, où les responsables ont évincé du pouvoir le Premier ministre après une semaine de manifestations.

Les prix alimentaires sont rarement l'unique grief, mais ils peuvent être l'étincelle qui met le feu aux poudres en provoquant un mécontentement populaire. Parmi les plus importantes manifestations de l'histoire africaine contemporaine figurent les émeutes du pain en Égypte en 1977, qui ont duré trois jours et ont fait plus de 800 victimes. « La brusque hausse des prix alimentaires peut inciter les gens à exprimer les griefs sous-jacents portant sur d'autres conditions affectant leur sécurité alimentaire, par exemple, l'emploi, les revenus ou les politiques gouvernementales », a écrit Emmy Simmons dans un rapport destiné au Woodrow Wilson Center. « Lorsqu'il y a un échec de la gouvernance, comme en Somalie, les pénuries alimentaires récurrentes et la famine deviennent partie intégrante d'un cercle vicieux d'instabilité, dans lequel l'insécurité alimentaire à la fois résulte des épisodes de conflits armés et y contribue ».

De même, lorsque l'accès à la terre pour la cultiver ou faire paître le bétail est limité, les conflits surviennent. Dans l'ensemble de la région du Sahel, une pluviométrie sporadique et l'avancée du désert forcent les éleveurs nomades à se déplacer de plus en plus loin en quête de terres de pâturage. Ces déplacements les mettent en conflit direct avec les agriculteurs qui labourent la terre.

L'ALIMENTATION COMME ARME DE GUERRE

L'une des manières les plus efficaces et répréhensibles de contrôler les civils est d'interrompre leur approvisionnement alimentaire. À travers l'histoire, les gouvernements, les armées et les groupes rebelles se sont servis de l'alimentation comme d'une façon de récompenser les paysans loyaux et punir ceux qui se révoltaient. Le chercheur Alex de Waal a étudié les initiatives entreprises par les militants

soudanais Janjaweed pour contrôler les populations du Darfour au début des années 2000 en détruisant les exploitations et le bétail. Il leur a donné le nom de « contre-insurrections bon marché », ajoutant que « la famine et la politique de la terre brûlée [étaient devenues] leurs armes de choix ».

Au milieu des années 1990, la chercheuse Ellen Messer a inventé l'expression « guerres alimentaires » pour décrire cette tactique. Dans le cadre de ses recherches, elle a constaté que les militants utilisaient ce type de contrôle alimentaire dans 18 pays africains à cette époque.

« Les adversaires affament les opposants pour qu'ils se soumettent, en saisissant ou en détruisant les stocks alimentaires, le bétail ou d'autres actifs dans les zones rurales et en empêchant l'accès aux sources d'alimentation et de moyens de subsistance, y compris par la destruction des marchés », a écrit Ellen Messer. « Les ressources en terres agricoles et en eau sont minées ou contaminées afin de forcer les populations à partir et de décourager leur retour ».

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Plusieurs stratégies et outils se sont avérés efficaces pour améliorer la sécurité alimentaire et atténuer la violence dans les pays enclins aux conflits et aux pénuries alimentaires.

- **Réseaux d'alerte précoce** : de tels systèmes compilent les informations ayant trait aux prix alimentaires, à la disponibilité des aliments et aux conditions agricoles, depuis un large éventail de sources, de manière à ce que les organismes gouvernementaux puissent anticiper les pénuries alimentaires et les brusques fluctuations des prix.
- **Interventions sur les prix** : de nombreux pays subventionnent quelques produits de première nécessité afin d'empêcher d'importantes fluctuations des prix affectant les agriculteurs et les consommateurs. Toutefois, une politique économique prudente est nécessaire. Des subventions médiocrement appliquées peuvent fausser les marchés de manière nuisible ou peuvent s'avérer non viables financièrement, ce qui peut mener à un conflit encore plus important une fois qu'elles ont cessé.

- **Développer la résilience** : les stratégies pour la résilience incluent la diversification et la rotation des cultures, la modernisation des pratiques culturelles, l'ajout d'activités commerciales agricoles auxiliaires, ainsi que l'organisation de coopératives pour aider les agriculteurs à se préparer à des années de vaches maigres.
- **Gestion partagée** : des projets pilotes en Éthiopie, où les violences interethniques et intercommunales autour des ressources foncières sont courantes, ont enregistré des succès. Ces projets ont démontré que lorsque des communautés anciennement adversaires s'associent pour gérer la terre et prendre des décisions en commun au sujet des ressources naturelles, la violence s'éloigne.
- **Protection des agriculteurs** : l'expérience dans de nombreux pays montre que les agriculteurs sont parmi les membres de la société les plus vulnérables aux attaques perpétrées par les groupes d'insurgés. La compréhension du rôle important que les agriculteurs et les éleveurs jouent pour renforcer la sécurité humaine devrait inciter les armées à accorder une priorité plus élevée à leur protection. □

Un camion surchargé traverse le camp de réfugiés d'Assaga, à Diffa, au Niger, en mai 2016, à proximité de la frontière du Nigeria. Plus de 240.000 personnes ont été déplacées par Boko Haram au sud-est du Niger, grevant lourdement les approvisionnements alimentaires.

AGENCE FRANCE-PRESSE



DEGRÉS *de* DANGER

**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE,
CONJUGUÉ À D'AUTRES
FACTEURS, PEUT AFFECTER LA
SÉCURITÉ HUMAINE**

Les effets profonds et dangereux du changement climatique en Afrique ne sont nullement plus évidents que dans le conflit en cours du Darfour. La guerre qui fait rage dans la région occidentale du Soudan est souvent excessivement réduite à un conflit ethnique entre des éleveurs nomades arabes et des agriculteurs africains noirs.

L'auteur Harald Welzer met en avant une explication plus compliquée, « étroitement liée aux problèmes écologiques ».

Dans son ouvrage paru en 2008, *Climate Wars: Why People Will Be Killed in the 21st Century* (Guerre climatiques : Pourquoi les gens seront-ils tués au 21e siècle), Harald Welzer a détaillé un schéma d'événements complexe et divers que l'on peut faire remonter au moins à 1984, lorsqu'une sécheresse et une famine de grande envergure ont frappé la région.

Pour faire face à la sécheresse, « les agriculteurs sédentaires ont essayé de protéger leurs maigres récoltes en bloquant l'accès à leurs champs par les "Arabes" dont les pâturages s'étaient asséchés », a précisé Harald Welzer. « En conséquence, les nomades ne pouvaient pas utiliser leurs traditionnels marahil, ou itinéraires d'élevage et zones de pâture. ... Nous voyons là tout à fait clairement que des changements induits par le climat ont été le point de départ du conflit ».

Comme d'habitude, les événements liés au climat soit sont la résultante d'autres conditions, soit sont exacerbés par celles-ci. La sécheresse au Soudan occidental a poussé des dizaines de milliers d'habitants à la migration, en raison du manque de nourriture.

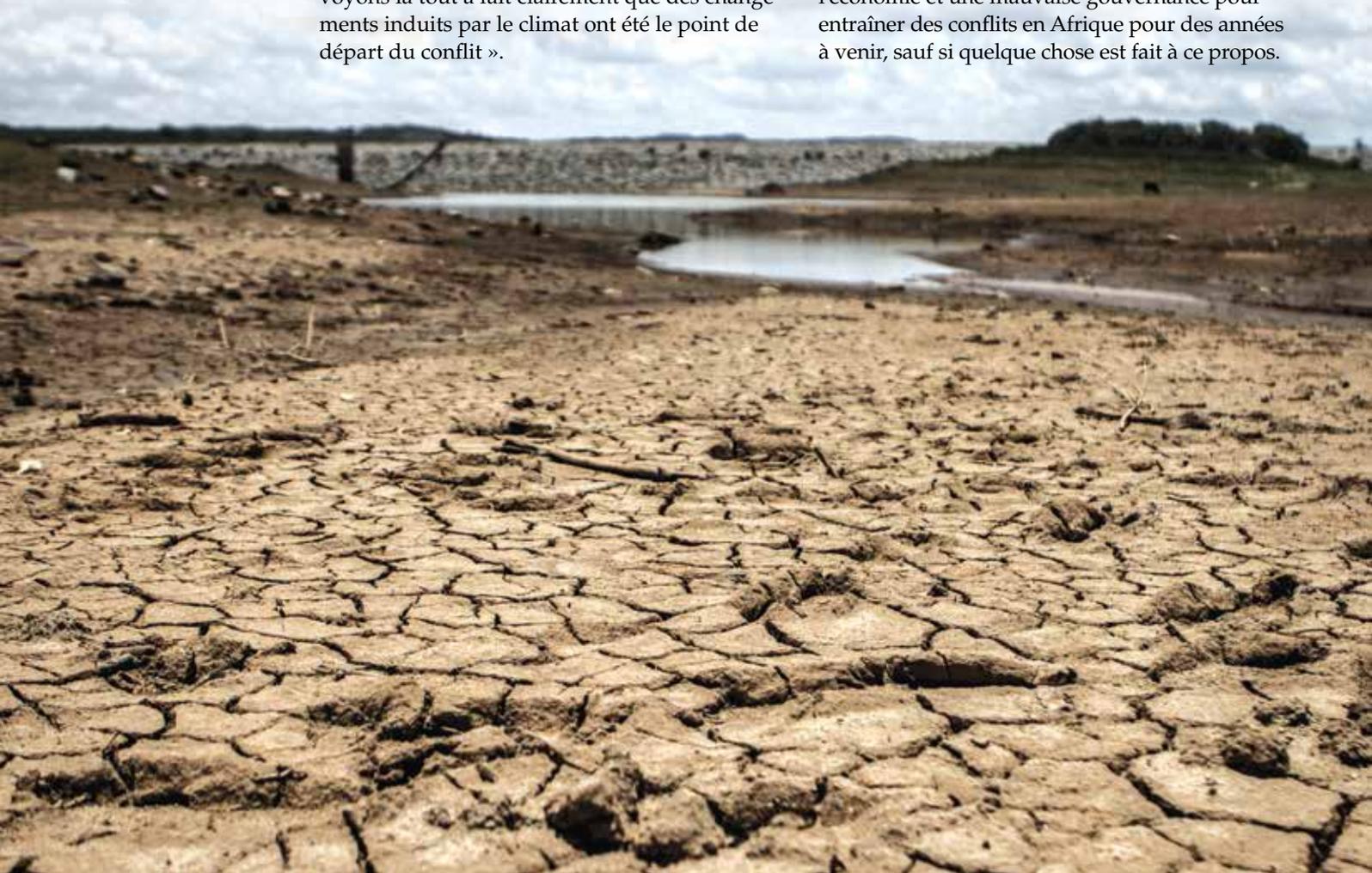
La croissance démographique concomitante a intensifié l'utilisation excessive de la terre et des ressources. Harald Welzer a cité une étude réalisée en 2007 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans laquelle il était mentionné que la convergence d'une croissance démographique excessive et de facteurs de pression sur l'environnement dictait l'engrenage de la violence entre « Africains » et « Arabes ».

« Ainsi, les conflits qui ont des causes écologiques sont perçus comme des conflits ethniques, y compris par les protagonistes eux-mêmes », a expliqué Harald Welzer. « Le déclin social est déclenché par l'effondrement écologique, mais la plupart des acteurs ne s'en aperçoivent pas ».

C'est pour cette raison que le conflit du Darfour a été appelé la première guerre climatique. Selon certains chercheurs, le climat sera associé à d'autres facteurs tels que la pauvreté, l'économie et une mauvaise gouvernance pour entraîner des conflits en Afrique pour des années à venir, sauf si quelque chose est fait à ce propos.

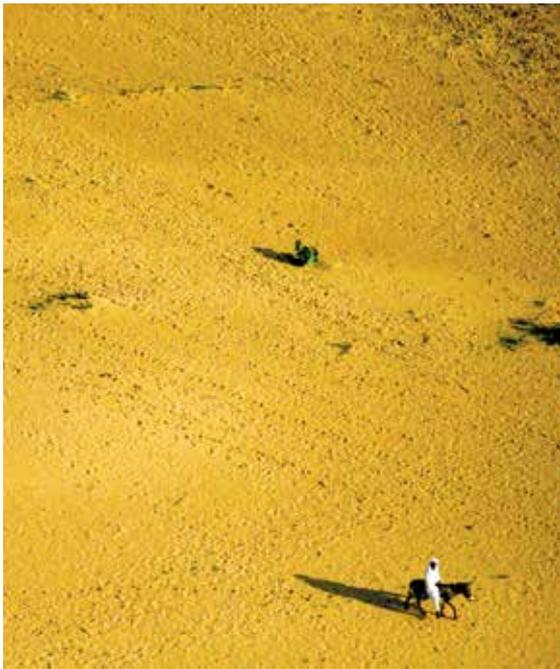
Un épisode de sécheresse en février 2016 a provoqué l'assèchement du bassin versant du barrage de la rivière Umzingwane dans le Matabeleland, au Zimbabwe, et a entraîné des pénuries alimentaires pour plus d'un quart de la population.

AFP/GETTY IMAGES



Une famille se déplace avec ses chèvres et ses moutons en quête d'eau durant la sécheresse liée à El Niño dans le Somaliland, une région semi-autonome de la Somalie, en avril 2016. REUTERS





Un réfugié soudanais traverse à dos d'âne un lit de rivière à sec dans l'est du Tchad. Des centaines de milliers d'habitants ont fui le conflit du Darfour, que l'on a appelé la première guerre climatique. REUTERS | Des membres du Syndicat des travailleurs municipaux sud-africains manifestent pour des questions liées à l'eau à Johannesburg en novembre 2015. Les problèmes climatiques peuvent mener à des troubles civils et parfois à la violence. AFP/GETTY IMAGES

LA TEMPÉRATURE COMME FACTEUR DE CONFLIT

Ces dernières années, de nouvelles études ont révélé que le changement climatique pouvait influencer le comportement humain d'une manière violente.

Dans un article paru en 2009, « Warming increases the risk of civil war in Africa » (le réchauffement accroît le risque de guerre civile en Afrique), les chercheurs Marshall Burke, Edward Miguel, Shanker Satyanath, John A. Dykema et David B. Lobell ont mis en évidence « les liens historiques forts entre la guerre civile et la température en Afrique ».

En examinant les prévisions des modèles climatiques concernant les tendances de températures, les chercheurs ont découvert que « la réaction historique aux températures suggère une augmentation d'environ 54 pour cent de l'incidence des conflits armés d'ici à 2030, soit 393.000 victimes au combat supplémentaires si les guerres futures sont aussi mortelles que les guerres récentes ».

Ils exhortent les gouvernements africains et les donateurs étrangers à réformer les politiques publiques, avec pour objectif d'affronter le problème des hausses des températures.

Les chiffres de l'étude sont saisissants et spectaculaires, mais, pour John O'Loughlin de l'Université du Colorado, ils ne brossent pas nécessairement un tableau complet de la situation. La relation entre le climat et les conflits est bien plus compliquée, fait-il valoir.

Plusieurs années après l'article de 2009, John O'Loughlin, un professeur de géographie, a dirigé une équipe de chercheurs qui ont examiné plus de 78.000 conflits armés entre 1980 et 2012 dans la région du Sahel, qui s'étend sur près de 5.000 kilomètres de l'Atlantique à l'océan Indien. Bien que les chercheurs aient mis en

évidence que des températures plus élevées dans le Sahel accroissent le risque de conflit à la longue, plusieurs autres facteurs ont généralement plus d'influence que le climat.

L'étude de John O'Loughlin, ainsi qu'une recherche distincte de Ngonidzashe Munemo, professeur de sciences politiques à Williams College originaire du Zimbabwe, indiquent que le changement climatique est une variable parmi d'autres, dont la combinaison engendre un sentiment d'insécurité parmi les populations. Parmi ces variables, figurent notamment la qualité de la gouvernance, les relations raciales et entre les groupes ethniques et les conditions socio-économiques. Ils précisent qu'il est improbable que le climat à lui seul engendre des conflits, mais qu'il peut faire pencher la balance vers les troubles civils.

« Si un gouvernement ne dispose que de relativement peu de ressources à distribuer et favorise son propre groupe, ou sa propre région, et qu'au fond il défavorise ou ignore les autres secteurs qui essentiellement ne font pas partie de son groupe politique, alors il intensifie le risque de conflit », avance John O'Loughlin. Ainsi, ce qui se passe dans le Sahel est une sorte d'« effet multiplicateur de températures plus élevées combinées à d'autres facteurs dont nous savons qu'ils sont fortement liés au risque de violence ».

ANTICIPER LES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

Selon un vieil adage, « tout le monde parle du temps, mais personne n'y fait rien ». Depuis des milliers d'années, le genre humain est aux prises avec l'imprévisibilité et la nature implacable de phénomènes météorologiques particuliers et avec les évolutions climatiques à long terme.

La violence est seulement l'un des résultats potentiels du changement climatique en Afrique. Le phénomène a également le pouvoir d'aggraver la pauvreté. Un rapport de

la Banque mondiale paru en 2015 indique que le changement climatique fera basculer plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici à 2030. L'Asie et l'Afrique subsaharienne pourraient être les régions les plus durement touchées.

Toutefois, à mesure que le changement climatique à l'échelle mondiale contribue à entraîner l'augmentation des températures moyennes, d'autres tendances climatiques, plus cycliques, continueront à peser sur de nombreux pays africains. Cela a été particulièrement évident en Afrique de l'Est et en Afrique australe en raison de la persistance d'El Niño, à cause duquel la région a été en proie à une grave sécheresse et à l'insécurité alimentaire.

El Niño, un phénomène survenant régulièrement, caractérisé par des températures inhabituellement élevées dans le Pacifique équatorial, peut engendrer la sécheresse dans certaines régions et, d'après les observations, des pluies diluviennes dans certaines autres. L'épisode de 2015, le pire constaté en 35 ans, a sévi en Afrique pendant des mois.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a déclaré en février 2016 qu'El Niño pourrait affecter jusqu'à 49 millions de personnes en Afrique australe, où 14 millions d'habitants sont déjà confrontés aux problèmes de faim. La région a enregistré sa plus faible pluviométrie depuis 1981.

En Afrique de l'Est, selon les Nations Unies, près de 20 millions de personnes ont dû faire face à une grave insécurité alimentaire en mars 2016. Selon le PAM, rien qu'en Éthiopie, 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans, de mères allaitantes et de femmes enceintes auraient besoin d'alimentation thérapeutique pour surmonter la malnutrition (de modérée à aiguë) en 2016, soit plus du double des chiffres observés en 2015.

La sécheresse, qu'elle soit ou non causée par El Niño, et les famines en résultant, exigent une action rapide et décisive pour éviter les catastrophes humanitaires. Ngonidzashe Munemo, de Williams College, explique que les pays de l'Afrique australe ont abordé le problème de manière contrastée.

Il estime par exemple que le Zimbabwe adopte généralement une approche de circonstance pour répondre aux crises climatiques. Une déclaration émanant du président est nécessaire pour mobiliser les initiatives visant à atténuer la faim ou d'autres facteurs de pression. Lorsque la crise est passée, la réaction s'arrête. Lorsque la crise suivante se produit, les responsables doivent repartir à zéro concernant le financement et la mise en place d'une équipe au niveau ministériel pour répondre à la situation.

Au Botswana voisin, connu pour sa bonne gouvernance et l'absence de corruption que l'on y observe, les responsabilités ont été intégrées dans le cadre du travail des ministères et sont toujours prêtes à être exercées. Les réponses font réellement partie des tâches incombant aux responsables gouvernementaux.

« Ainsi, si vous êtes un foyer affecté par la sécheresse au Zimbabwe et un foyer affecté par la sécheresse au Botswana, au Zimbabwe vous ne savez tout simplement pas ni à quel moment le gouvernement reconnaîtra la situation de sécheresse, ni les mesures qu'il préconisera », explique à *ADF* Ngonidzashe Munemo. « Au Botswana, vous le savez. Vous savez qu'il existe un engagement permanent au nom duquel, dans l'éventualité d'une sécheresse, le gouvernement interviendra. En outre, vous savez également ce que feront les responsables. Donc, dans son action, le Botswana ne se contente pas de formuler l'engagement selon lequel les autorités réagiront à la sécheresse, mais il en précise également

les modalités. ... Ce faisant, il élimine les incertitudes ».

Les procédures établies par le Botswana facilitent non seulement les tâches logistiques qui sont déjà difficiles, mais font également en sorte qu'il soit plus difficile de manipuler l'aide au profit d'un groupe ou d'une région particulière. Les interventions du gouvernement au Botswana incluent des subventions et des remises partielles de dettes contractées par les agriculteurs, des programmes alimentaires pour les enfants souffrant de malnutrition, la construction de barrières pour la prévention des feux de forêt, ainsi que des projets d'approvisionnement d'urgence en eau.

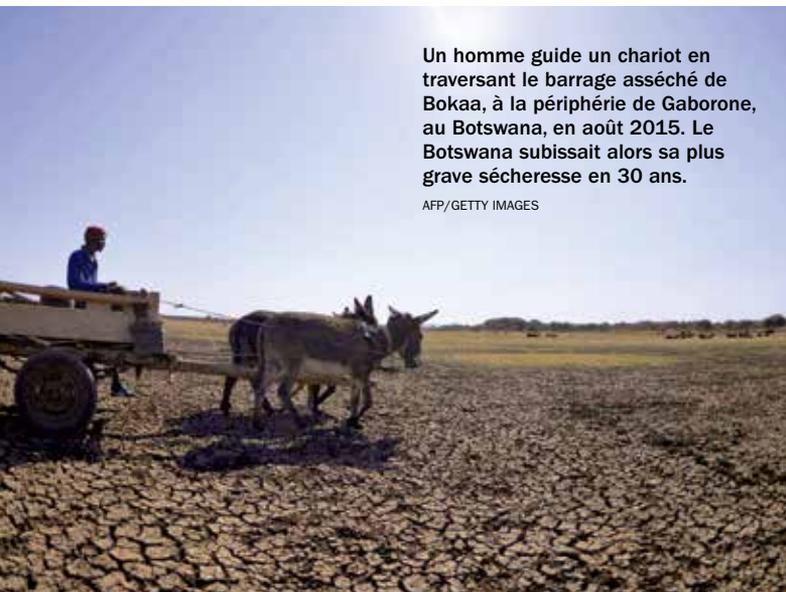


Un Zimbabwéen fait griller du maïs pour le vendre, à Harare, en mars 2016. Ce pays de l'Afrique australe est aux prises avec son plus grave épisode de sécheresse depuis plus de vingt ans. REUTERS | Des cartons d'aliments thérapeutiques, utilisés pour traiter les cas de malnutrition aiguë, sont empilés dans l'entrepôt de l'UNICEF à Addis-Abeba, en Éthiopie, en avril 2016. La sécheresse qui sévit en Éthiopie est la pire des 30 dernières années. REUTERS

Si l'armée doit avoir un rôle à jouer dans la réponse aux catastrophes liées aux phénomènes climatiques, le plus approprié pourrait être d'aider les gouvernements à surmonter les difficultés logistiques de l'obtention et de l'acheminement de vivres et autres fournitures aux populations affectées. Dans la plupart des pays africains, l'armée fait partie de ces institutions disposant de l'expérience et de l'équipement permettant d'acheminer l'aide d'un endroit à l'autre. L'armée et les forces de police peuvent également être nécessaires pour faire parvenir les approvisionnements dans les zones d'instabilité.

Et même dans ce cas, ajoute Ngonidzashé Munemo, le rôle historique de l'armée et la manière dont elle est considérée par les civils doivent être pris en compte. Le fait d'avoir une armée partisane participant à une réponse aux situations d'urgence peut s'avérer plus néfaste que bénéfique. Les responsables gouvernementaux et militaires doivent également avoir conscience des perceptions découlant de la présence de l'armée au premier plan des initiatives de secours.

En résumé, le changement climatique est davantage une question de développement humain qu'un problème militaire, ajoute John O'Loughlin. Un bon gouvernement et de solides institutions peuvent aider les nations à atténuer les menaces à la sécurité présentées par des situations dans lesquelles le climat converge avec d'autres facteurs de pression tels que la pauvreté, l'économie, la géographie et les différences culturelles.



Un homme guide un chariot en traversant le barrage asséché de Bokaa, à la périphérie de Gaborone, au Botswana, en août 2015. Le Botswana subissait alors sa plus grave sécheresse en 30 ans.

AFP/GETTY IMAGES

L'AFRIQUE COMBLE LES LACUNES EN MATIÈRE D'INFORMATION CLIMATIQUE

Un domaine dans lequel l'Afrique présente des points faibles, ajoute John O'Loughlin, est celui des réseaux d'observation climatologique sur l'ensemble du continent. L'Afrique dispose du réseau terrestre continental d'information climatologique et météorologique le moins performant au monde. Des informations détaillées sont nécessaires pour localiser les tendances et changements

climatiques afin de déterminer les réponses appropriées et les alertes précoces pour les crises à venir. Les responsables africains ont travaillé ces dernières années à collecter et à partager les informations dans l'espoir de renforcer la résilience par rapport aux intempéries et de s'adapter au changement climatique.

La Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET) a été instituée en 2010 dans le but de montrer l'exemple et de fournir des orientations de politique sur l'information météorologique. Les ministres africains se réunissent tous les deux ans pour examiner les questions liées aux conditions météorologiques et la façon dont elles sont liées au développement. L'Organisation météorologique mondiale, travaillant en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, est son secrétaire. L'AMCOMET favorise la coopération politique entre les États membres ainsi que le partage de l'information afin de réduire au maximum les effets du changement climatique et des conditions météorologiques extrêmes.

Selon l'AMCOMET, les conditions météorologiques et climatiques sont à l'origine de 90 pour cent de toutes les catastrophes du monde entier, faisant des victimes et entravant le développement. Entre 1980 et 2010, près de 10.000 catastrophes ont fait 2,5 millions de victimes et ont entraîné des pertes sur le plan économique à hauteur de 1,3 billion de dollars.

Ces pertes peuvent être réduites si les populations et les gouvernements ont accès en temps opportun à des informations climatologiques et météorologiques fiables. Par exemple, de telles informations pourraient être particulièrement avantageuses pour les agriculteurs et les communautés pastorales cherchant à mieux savoir quoi planter, à quel endroit et à quel moment.

L'AMCOMET a approuvé la Stratégie africaine intégrée sur la météorologie visant à mettre les services climatologiques et météorologiques au centre du développement national et régional. La stratégie s'appuie sur cinq piliers thématiques, dont le renforcement du soutien politique aux services météorologiques et leur reconnaissance, l'amélioration des services météorologiques et climatologiques dans l'optique du développement, et le soutien aux services d'adaptation au changement climatique et de son atténuation.

Le changement climatique est susceptible de converger avec les facteurs de pression menaçant la sécurité humaine pour faire pencher la balance en faveur de la violence. Toutefois, à mesure que les températures globales augmentent, il y a des raisons de garder bon espoir.

« Le message à en retirer n'est pas celui du pessimisme et de l'alarmisme, d'une sorte de désastre total à l'horizon causé par le changement climatique », a indiqué John O'Loughlin à *ADF*. « Beaucoup de choses peuvent être faites pour anticiper ces événements. Et franchement, la meilleure chose que l'on pourrait faire est d'améliorer la nature de la gouvernance en Afrique et de soutenir les régimes démocratiques et équitables qui ne pratiquent pas fondamentalement la discrimination à l'égard de leurs propres populations ». □

Le braconnage menace
**L'INESTIMABLE PATRIMOINE
DE LA FAUNE SAUVAGE**
DE L'AFRI



Des gardiens de la vie sauvage soutenus par le groupe de conservation Honeyguide Foundation effectuent une patrouille à la recherche de braconniers en Tanzanie.

QUE

Mettre fin au massacre exige un engagement de la part des communautés.

PERSONNEL D'ADF | PHOTOGRAPHIES DE FELIPE RODRIGUEZ

En avril 2016, des responsables kényans ont érigé dans le Parc national de Nairobi 11 impressionnants tas de défenses d'éléphant et de cornes de rhinocéros confisqués et y ont mis le feu. Les tas représentaient 6.500 éléphants et 450 rhinocéros massacrés.

D'après la journaliste Rachel Nuwer, du *National Geographic*, l'ivoire (105 tonnes) et les cornes de rhinocéros (1,35 tonne) avaient une valeur estimée à 150 millions de dollars.

Et il ne s'agit que d'une fraction (environ 5 pour cent) des stocks d'ivoire et de cornes amoncelés par les gouvernements africains. Le braconnage est un commerce très lucratif.

Il reste encore environ 400.000 éléphants en Afrique, un cinquième ayant été massacré pour leurs défenses au cours de la dernière décennie, selon des statistiques de mars 2016. En 2015, 1.338 rhinocéros ont été tués pour leurs cornes. Il reste actuellement moins de 26.000 rhinocéros.

En raison de la superficie même du continent et des vastes étendues de terre dont ces animaux ont besoin pour paître, les patrouilles anti-braconnage deviennent des missions ardues et onéreuses. Les experts affirment que la seule manière d'empêcher le braconnage est d'impliquer davantage de forces que celles des autorités gouvernementales traditionnelles.

Les responsables gouvernementaux sont divisés sur la politique consistant à incinérer l'ivoire et les cornes de rhinocéros. Ils constatent que l'ivoire et les cornes de rhinocéros représentent de très grosses sommes d'argent et que, en théorie, la vente du matériel saisi pourrait faire baisser la demande et réduire le braconnage.

« Certains sont d'avis que nous faisons l'inverse de ce qu'il faudrait faire, en faisant valoir que le Kenya est un pays pauvre et que nous pourrions mettre à

profit les quelque 150 millions de dollars que vaut d'après eux l'ivoire pour développer notre pays », a affirmé le président kényan Uhuru Kenyatta au *National Geographic* au moment de l'incinération. « Je préfère attendre le jugement des générations futures, lesquelles, j'en suis certain, apprécieront la décision que nous avons prise aujourd'hui ».

Ce n'est pas la première fois que l'Afrique est confrontée au massacre à grande échelle de ses éléphants. Dans les années 1970, la demande d'ivoire est montée en flèche dans le monde entier. Dans les deux décennies qui ont suivi, la population des éléphants d'Afrique a diminué de

« Si vous n'obtenez pas l'adhésion de la communauté, de ces villages situés autour des parcs nationaux, autour des réserves d'animaux sauvages, vous allez être confronté à des obstacles redoutables ».

— Consultant en conservation de la nature
Jeremy Swanson

moitié. En 1989, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a interdit tout commerce international de l'ivoire. Malgré cela, en 1999 et en 2008, quatre pays africains ont autorisé des ventes limitées d'ivoire en Asie. Au lieu de satisfaire la demande d'ivoire, ces ventes limitées ont eu l'effet inverse : la demande et les prix ont grimpé, et le braconnage s'est considérablement aggravé.

Avec d'autres pays, le Kenya estime à présent que la seule manière de mettre fin au braconnage est de

stigmatiser les acteurs du marché de l'ivoire et de la corne de rhinocéros pour les inciter à rejeter ce commerce. Ces pays affirment qu'il appartient au monde entier de ne voir dans l'ivoire et la corne de rhinocéros rien d'autre que des parties de cadavres d'animaux.

DE NOUVELLES MÉTHODES SONT NÉCESSAIRES

Une chose est claire : on ne mettra pas fin aux méfaits des braconniers uniquement au moyen de patrouilles de protection des espèces sauvages. De nouvelles idées, de nouveaux acteurs et une nouvelle pratique du renseignement s'imposent. Les organisations non gouvernementales (ONG), en particulier les groupes voués à la conservation, parmi lesquels la Honeyguide Foundation, le Friedkin Conservation Fund et Conservation International, jouent un rôle actif à cet effet.

Rien qu'en Tanzanie, la liste des groupes concernés par la prévention du braconnage inclut l'Association des parcs nationaux de la Tanzanie, les Forces de défense du peuple de Tanzanie (TPDF), la police tanzanienne, Interpol, des ONG internationales, des ONG locales et des groupes communautaires de conservation.

Ces groupes ont également reconnu la nécessité de collaborer au niveau régional. En 2013, la Communauté de développement de l'Afrique australe a élaboré un plan visant à mettre fin au braconnage :

- améliorer la communication entre les forces de police au niveau local, national, régional et international.
- améliorer les capacités des services chargés de l'application de la loi, des douanes et des services de contrôle de l'immigration à repérer le commerce illégal d'espèces sauvages et à y mettre fin.
- intensifier le dialogue entre les groupes concernés.
- établir un centre régional de surveillance chargé de repérer les signes de braconnage et des commerces connexes.

Jeremy Swanson, un consultant en conservation de la nature et en développement basé en Tanzanie, travaille régulièrement en Afrique de l'Est depuis près de 15 ans. Jeremy



Les gardiens de la vie sauvage utilisent des chiens spécialement entraînés à pister les braconniers en Tanzanie.



Des gardiens de la vie sauvage surveillent une plaine en Tanzanie en effectuant une patrouille à la recherche de braconniers.

Swanson a affirmé à *ADF* que les braconniers devaient être considérés autrement que comme quelques villageois affairés à gagner de l'argent facilement.

« Ils ont de l'argent à leur disposition », précise-t-il. « Beaucoup d'argent. Il s'agit de groupes extrêmement militarisés, et ils sont lourdement armés. Ils ont abattu un hélicoptère lors d'une patrouille anti-braconnage ».

On peut se faire une idée de l'ampleur du danger inhérent au pistage des braconniers avec l'attaque qui a eu lieu le 23 avril 2016 dans le Parc national Garamba, en République démocratique du Congo. Les braconniers d'éléphants ont tué trois gardes forestiers et ont blessé deux autres personnes.

« Les gardes forestiers risquent leur vie chaque jour et subissent un véritable siège à Garamba, en protégeant les éléphants des bandes de braconniers fortement motivés par le gain et militarisés », a déclaré à *Voice of America* Peter Fearnhead, directeur exécutif du groupe de conservation de la nature African Parks.

Désormais, les gardes forestiers pistant les braconniers ont un nouvel outil à leur disposition : des chiens très bien entraînés. La Big Life Foundation a commencé à utiliser des chiens pour pister les braconniers en 2011, avec l'aide de Canine Specialist Services International, un centre situé dans le nord de la Tanzanie. Les bergers alsaciens, un type de berger allemand, sont maintenant utilisés en raison de leur endurance et de leur résistance à la chaleur. Ils sont devenus si utiles que de nombreux services du gouvernement tanzanien ont demandé à les utiliser.

« C'est formidable de travailler avec ces chiens, car au-delà de leurs incroyables aptitudes au pistage, ils n'ont pas de préoccupations politiques, donc ils ne peuvent pas être compromis », affirme Damien Bell, directeur de Big Life Tanzania, l'organisation de conservation qui gère l'unité de chiens pisteurs de Big Life. « Nos chiens ont pisté les braconniers d'éléphants pendant huit heures d'affilée ou plus, dans des conditions extrêmes — la chaleur, la pluie, les marécages, les montagnes — et ont malgré tout obtenu des résultats ».



Un avion privé effectue une patrouille à la recherche de braconniers en Tanzanie.

Les braconniers NE SE RESSEMBLENT PAS TOUS

PERSONNEL D'ADF

Les gains financiers ne sont pas toujours la motivation des braconniers. Certains d'entre eux ont été qualifiés de braconniers « munis d'arcs et de flèches » n'ayant pas de lien réel avec les sommes considérables que le braconnage peut générer. Une étude de la Force de défense du Botswana divise les braconniers en trois groupes fondamentaux :



LES BRACONNERS DE SUBSISTANCE

sont ceux qui tuent des animaux pour consommer leur viande, pratique également connue sous le nom de « tuer pour la casserole ». En règle générale, les braconniers de subsistance ne représentent pas une menace sérieuse de perte d'espèces sauvages. Toutefois, on sait que de tels braconniers agissent de concert avec d'autres types de braconniers, ce qui les rend plus dangereux que ce qu'ils peuvent sembler être initialement.



LES BRACONNERS DE TROPHÉES

tuent les animaux pour les trophées de chasse. Ils ne tuent pas d'animaux en grand nombre, mais le fait qu'ils soient en mesure de chasser légalement du gros gibier envoie dans certains cas un message ambigu et est une source d'embarras pour les pays dans lesquels ils chassent.



LES BRACONNERS COMMERCIAUX

tuent aveuglément, exclusivement pour le gain. Ils sont bien organisés et dépendent souvent des braconniers de subsistance pour localiser leur proie ainsi que pour repérer les gardiens de la vie sauvage. Ils ne sont rien d'autre que des bandes criminelles.

LE RHINOCÉROS NOIR

sa population a diminué de **97,6 pour cent** depuis 1960



LE GORILLE DES MONTAGNES

il en reste moins de **900**



L'ÉLÉPHANT D'AFRIQUE

plus de **35.000 ont été tués** en 2015



LE LION

il a perdu **85 pour cent** de son habitat historique



LE ZÈBRE DE GREVY

il en reste environ **2.000**



\$\$\$

Les animaux sont tués pour une seule partie du corps – les défenses, les cornes, la fourrure – qui peut être vendue pour de considérables sommes d'argent.



La corne de rhinocéros est censée aider au traitement de la gueule de bois, de l'impuissance, du cancer et des fièvres. Elle n'a aucun effet sur quelque affection que ce soit. Elle se vend 70.000 dollars le kilo ; en comparaison, l'or se vend environ 48.000 dollars le kilo.



Les zèbres sont chassés pour leur peau et à l'occasion sont utilisés pour leur viande ou pour la médecine.



La plus grande partie du braconnage est le fait de syndicats du crime organisé, qui ont recours à une technologie et à des armes modernes pour tuer de grands nombres d'animaux dans une seule expédition, voire au cours d'une seule nuit. Les braconniers utilisent des fusils automatiques, des lanceurs de grenades, des jumelles de vision nocturne, des systèmes GPS et des hélicoptères volant à basse altitude.



L'ivoire est utilisé dans la bijouterie et pour fabriquer des bibelots, des ustensiles et des sculptures religieuses. Environ 70 pour cent de l'ivoire illégal est expédié en Chine, où il se vend 2.200 dollars le kilo.



En raison des pertes d'habitat, de nombreux lions vivent à présent à proximité des fermes et des villages, où ils sont tués pour les empêcher de s'attaquer au bétail. On estime qu'il reste environ 23.000 lions en Afrique, alors qu'ils étaient 600.000 en 1900.



Les braconniers volent des bébés gorilles, dont la valeur commerciale peut atteindre 40.000 dollars.



Les gardiens de la vie sauvage doivent patrouiller sur de vastes étendues de territoire à la recherche de braconniers.

PARTICIPATION LOCALE

Jeremy Swanson souligne que l'adhésion de la population locale est cruciale pour repérer les braconniers.

« Nous sommes en train d'apercevoir des signes positifs, au Kenya et en Tanzanie », ajoute-t-il. « Nous avons observé des diminutions significatives de braconnage d'éléphants et quelques arrestations clés ont eu lieu l'année dernière. Nous constatons une augmentation assez rapide des condamnations, même pour certaines catégories de trafiquants de niveau moyen ou élevé ».

Historiquement, poursuivre les braconniers s'est avéré problématique. Souvent, lorsque les braconniers sont arrêtés, ils sont remis en liberté sous caution, laquelle peut fréquemment atteindre des dizaines de milliers de dollars. Ultérieurement, les poursuites engagées contre eux peuvent être abandonnées sous prétexte d'une « perte de dossiers ».

Il se peut que les dossiers soient véritablement égarés du fait de cafouillages bureaucratiques. Ou encore, comme le *National Geographic* en a fait état en décembre 2015, ils peuvent faire l'objet d'« arrangements en coulisse » et disparaître suite à des interventions déléguées en raison de la corruption des pouvoirs publics. L'ONG WildlifeDirect signale qu'au Kenya, seuls 10 pour cent des braconniers arrêtés sont effectivement poursuivis. Environ un quart des affaires sont classées sans suite par les magistrats ou déclarées irrecevables par les procureurs pour manque de preuves.

Le président tanzanien John Pombe Magufuli, élu fin 2015, s'est demandé comment l'ivoire pouvait déjà sortir du pays. Il a constaté que les défenses étaient confisquées en Chine et en Europe après que les trafiquants ont réussi à les faire sortir du port de Dar es-Salaam.

Au-delà des forces gouvernementales habituelles, ajoute Jeremy Swanson, « certains n'ont pas vu ce que les communautés peuvent faire pour mettre fin aux activités des braconniers ». Ce rôle, précise-t-il, peut être « tout à fait considérable, en particulier lorsqu'il est question de renseignement ».

Les enjeux sont très importants. Les pays africains ont conscience des lourdes conséquences pesant sur les ressources financières dérivées du tourisme si les animaux deviennent de plus en plus rares.

« Tous les habitants d'un village, y compris les femmes, les jeunes et les personnes âgées, ont un rôle à jouer pour assurer la viabilité à long terme de leur communauté et de la vie sauvage à proximité des zones protégées », a affirmé en 2014 au *Guardian* Helen Clark, des Nations Unies. « Les initiatives à l'échelle communautaire doivent être encouragées afin de générer des revenus pour les ruraux et d'aider à diversifier les moyens d'existence par le biais du tourisme et d'autres secteurs de services ».

Ces initiatives, précise Jeremy Swanson, ne sont pas facultatives.

« Si vous n'obtenez pas l'adhésion de la communauté, de ces villages situés autour des parcs nationaux, autour des réserves d'animaux sauvages, vous allez être confronté à des obstacles redoutables », poursuit-il. Cette adhésion doit inclure la collecte de renseignements au niveau local. Les programmes de récompenses sont devenus une part cruciale de cette collecte de renseignements.

« En grande partie, la réussite de ces petites organisations réside dans les incitations », explique Jeremy Swanson. « Il y a des incitations pour la collecte des données ; nous avons tous besoin de données. Il y a des incitations pour la confiscation des armes, de l'ivoire et d'autres trophées de chasse, pour des arrestations aboutissant à des poursuites. C'est une partie tout à fait importante de notre stratégie de mobilisation des équipes locales ».

« Je me suis retrouvé dans des situations dans lesquelles nous sommes arrivés à un endroit en compagnie d'éclaireurs locaux dont plusieurs étaient soupçonnés d'être effectivement des braconniers », observe Jeremy Swanson. « Vous avez là affaire à des individus qui n'ont pas reçu de salaire adéquat ou ont été complètement négligés des mois durant, et qui n'ont reçu aucune incitation réelle pour faire leur travail. Un groupe avec lequel j'ai travaillé pendant un certain temps a pu aller là-bas, écarter certains des individus les moins fiables et même remettre dans le droit chemin certains de ceux qui avaient pu être impliqués et leur offrir des incitations. Nous avons réussi à rendre le braconnage négligeable dans certaines zones ».

Dan Challender et Douglas MacMillan, auteurs d'une étude publiée en 2014 dans la revue scientifique en ligne *Conservation Letters*, ont fait valoir que les mesures répressives et les réglementations ne suffiront pas à mettre fin aux activités des braconniers.

« Dans l'avenir immédiat, il nous faudra offrir des incitations et renforcer les communautés locales pour préserver les espèces sauvages », ont-ils expliqué. « Il s'avère que les méthodes actuelles d'application de la loi ne réussissent pas et que davantage doit être fait pour s'assurer la collaboration des communautés locales, qui vivent à ... proximité des espèces animales, en les récompensant pour leurs actions de préservation de la vie sauvage ». □

INSUFFLER DE L'ÉNERGIE DANS LA PAIX

La compétition pour les ressources énergétiques mène souvent à la violence. L'Afrique espère répondre aux besoins croissants tout en réduisant les conflits.



Un homme surveille un tas de bois à combustion lente recouvert de gazon utilisé pour la production du charbon de bois dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. AFP/GETTY IMAGES



PERSONNEL D'ADF

D'ici à 2030, on prévoit un accroissement de 44 pour cent de la demande énergétique. La plus grande partie de cette hausse de la demande proviendra des marchés émergents, y compris ceux de l'Afrique subsaharienne. Des millions de nouveaux climatiseurs, smartphones, réfrigérateurs et autres articles mettront à l'épreuve le réseau électrique du continent jusqu'à ses limites. Par ailleurs, la croissance du secteur manufacturier et l'augmentation de la circulation automobile intensifieront la demande de charbon, de pétrole et de gaz naturel.

En dépit d'avancées scientifiques majeures aboutissant à la diversification de sources d'énergie et à l'éloignement de la dépendance complète envers les hydrocarbures, l'approvisionnement énergétique mondial n'est pas illimité. Les ressources renouvelables constituent moins de 1 pour cent de l'énergie mondiale et ne devraient pas augmenter de plus de 5 pour cent d'ici à 2030. Il sera difficile de répondre à la demande croissante.

Historiquement, la compétition autour de ressources limitées telles que l'énergie a entraîné la violence. Le Soudan et le Soudan du Sud se sont affrontés à propos de droits pétroliers, des milices dans le delta du Niger combattent pour un partage des bénéfices de l'extraction pétrolière, et le groupe terroriste État Islamique (EI) occupe stratégiquement les champs pétrolifères pour financer ses agissements. Compte tenu de tout cela, il incombe aux professionnels de la sécurité de comprendre les modalités du déclenchement des conflits entre les individus, les communautés et les nations. Une telle compréhension pourrait se traduire par des stratégies innovantes sur les moyens d'y mettre fin.

L'INDUSTRIE DU CHARBON DE BOIS

Dans la plus grande partie du monde en développement, la lumière ne s'allume pas en actionnant un interrupteur, et le chauffage ne vient pas d'une conduite de gaz. Selon la Banque mondiale, la proportion de la population de l'Afrique subsaharienne ayant accès à l'électricité n'est que de 24 pour cent. Au niveau mondial, on estime que 2,5 milliards d'habitants dépendent de la biomasse, telle que le charbon de bois, le bois, la paille et le fumier pour cuisiner et se chauffer. Bien que ceci soit principalement effectué par la collecte du bois et l'abattage de petits arbres, ces pratiques peuvent être élargies à une échelle industrielle, provoquant des conflits et la dégradation de l'environnement.

La situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) en est l'exemple le plus saisissant. Dans cette région déchirée par la violence, la plupart des gens collectent du bois sec pour répondre à leurs besoins domestiques ou se procurent des paquets de charbon de bois auprès de petits vendeurs. L'essentiel de ce bois provient du parc national des Virunga, une forêt pluviale luxuriante qui est le refuge de certains des derniers gorilles de montagne survivants et est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. Trois millions de personnes vivent à une journée de marche du parc, et la plupart dépendent du charbon de bois pour cuisiner et se chauffer, selon une étude de 2008 réalisée par l'Institut international du développement durable (IIDD).

Des groupes armés profitent également de ce commerce. De nombreuses milices, dont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un groupe d'extrémistes hutus dont les membres ont pris part au génocide de 1994 au Rwanda voisin, contrôlent le commerce du charbon de bois dans un important secteur du parc. La vente de ce combustible, connu localement sous le nom de makala, est devenue une industrie d'un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars par an dans la région, et le FDLR l'utilise pour

financer ses activités.

En 2009, la situation avait atteint le point de rupture, avec des gardes forestiers tués presque chaque semaine, de précieuses terres forestières partant en fumée et des milices engagées dans des combats meurtriers pour le contrôle de territoires. Le FDLR en est ressorti comme étant la force la plus puissante. Il dirigeait les opérations à la manière d'une mafia et contrôlait un réseau de bûcherons, de brûleurs de charbon de bois et de transporteurs. « Les miliciens du FDLR considèrent la forêt comme leur appartenant... Ils l'ont subdivisée en parcelles d'environ 5 kilomètres, que trois ou quatre combattants du FDLR surveillent [jour et nuit] lorsque [le FDLR] n'est pas engagé dans des combats », a déclaré Salomon, un négociant dont l'IRIN a recueilli les propos en 2009. Le commerce de charbon de bois dans les Virunga impliquait non seulement les milices, mais également de puissants hommes d'affaires, des responsables publics corrompus ainsi que des soldats.

La faiblesse des institutions a laissé prospérer ce commerce, et le flux constant de réfugiés devenus sans-abri à cause du conflit a fourni une clientèle croissante, d'après un rapport de l'IIDD.

La situation s'est légèrement améliorée depuis ce temps-là, et les gardes forestiers, avec les soldats, arrêtent maintenant les camions à des postes de contrôle et confisquent les chargements de charbon de bois qui ne sont pas accompagnés d'un certificat officiel d'origine délivré par le ministère de l'Environnement de la RDC.

Le phénomène des conflits autour du charbon de bois n'est pas unique à la RDC. En Somalie, où le couvert arboré est clairsemé et le bois extrêmement précieux, le groupe terroriste al-Shebab a financé ses attaques en exportant d'énormes quantités de charbon de bois vers le Moyen-Orient. Le groupe a systématiquement arraché à la terre des acacias centenaires et a exporté le charbon de bois de l'autre côté de la mer Rouge. En échange, le groupe a importé des armes et du sucre, qu'il a passés en contrebande au Kenya pour les y vendre.

« Le commerce de charbon de bois pour al-Shebab revient au même que le commerce du pavot pour les talibans », a signalé *UN Dispatch* en 2012.

« C'est la plus importante source de revenus ».

Dans tous les cas, le commerce illégal du charbon de bois prospère en l'absence d'institutions étatiques et avec la complicité de responsables corrompus. Le renforcement de l'état de droit dans ces régions et l'éradication de la corruption sont les deux clés permettant de mettre fin à cette criminalité.

PARTAGER LA RICHESSE

L'un des griefs qui donnent le plus couramment une impulsion à un conflit est fondé sur la perception par un groupe qu'il ne reçoit pas sa part équitable de ressources. Lorsqu'un groupe vit dans une zone dotée d'abondantes réserves énergétiques sans en recevoir une partie des bénéfices, le ressentiment tend à se développer. Dans une étude marquante parue en 2014 dans le *Journal of Conflict Resolution*, les universitaires Victor Asal, Michael Findley,



Une femme remplit des sacs de charbon de bois en face d'une inscription à la craie commémorant une victime tombée durant une attaque rebelle à Mbandaka, la capitale de la Province de l'Équateur en République démocratique du Congo. REUTERS



Des manifestants défilent à Lagos en opposition à la décision du gouvernement nigérian de supprimer une subvention du carburant en 2012. REUTERS

James Piazza et James Igoe Walsh ont mis en évidence que la richesse pétrolière sert de facteur unificateur pour les groupes rebelles et est une source de revenus pour le financement des campagnes insurrectionnelles. Ils ont découvert que les populations vivant dans les zones de richesse pétrolière et se sentant exclues de la vie politique nationale sont davantage susceptibles de prendre les armes que les groupes se sentant également exclus, mais ne vivant pas dans les régions bénéficiant de la manne du pétrole.

Le groupe rebelle Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) en est un exemple par excellence. Depuis 2004, le groupe issu de cette région du Nigeria riche en pétrole a utilisé la question du pétrole comme outil de recrutement et a généré des revenus par le biais du soutage illégal. Le MEND soutient depuis longtemps que la région du delta demeure parmi les plus pauvres du pays et que sa population vit dans des conditions de dégradation environnementale alors que les élites nigérianes et multinationales s'enrichissent.

On estime que depuis l'indépendance du pays en 1960, de 300 à 400 milliards de dollars de revenus pétroliers ont été détournés ou dépensés à mauvais escient au Nigeria. Ce chiffre est presque équivalent au montant total d'aide financière occidentale reçue par le pays dans cette même période. « Il ne devrait y avoir aucune imbrication inévitable entre le pétrole, la corruption et les conflits violents », a écrit le chercheur nigérian Cyril Obi. « La réalité est qu'à lui seul le pétrole ne conduit pas à la violence ou à la corruption. Le conflit survient seulement en conséquence de la politisation du facteur pétrolier, avec des pratiques faisant du contrôle exclusif du pétrole et de sa distribution la chasse gardée de "quelques-uns" à l'exclusion des autres ».

En gardant à l'esprit l'exemple du MEND, les pays commencent à comprendre que si l'on souhaite que les réserves énergétiques soient une bénédiction plutôt qu'une malédiction, les profits doivent être partagés. Un pays qui espère prendre la tête de cette initiative est la petite République de São Tomé et Príncipe, à 300 kilomètres des côtes de l'Afrique de l'Ouest, dans le golfe de Guinée.

Le pétrole a été découvert au large du littoral de São

Tomé et Príncipe vers la fin des années 1990, et en 2004 le pays a créé un Compte pétrolier national pour veiller à ce qu'une importante part des revenus pétroliers soit dépensée sur des projets publics afin de réduire la pauvreté et de diversifier l'économie. Le pays a également créé un Fonds de réserve permanent destiné à mettre de côté des ressources financières pour les générations futures.

Bien que la production de pétrole n'ait pas démarré et que le pays ait connu des revers, y compris des scandales liés à la corruption et un coup d'État, le gouvernement a regarni le trésor public à hauteur de 60 millions de dollars et estime avoir jeté les bases de revenus qui pourraient s'élever au total à 20 milliards de dollars, ce qui équivaut à des centaines de fois son produit national brut actuel.

« Bien que le pays continue de faire face à quantité de défis, ces politiques ont généré des revenus indispensables, ont aidé à diversifier l'économie, ont diminué l'inflation et les taux de pauvreté et ont réduit au maximum la corruption et l'exploitation souvent associées à l'exploration et à la production pétrolières », a expliqué Benjamin Sovacool dans un article paru en 2016 dans la revue *Environmental Science & Policy*.

AUGMENTATIONS BRUTALES DES PRIX ET COUPURES DE COURANT

L'énergie peut entraîner des conflits d'autres manières. Lorsque le pétrole devient soudainement rare ou inabordable, la vie des populations s'en trouve transformée. Le commerce est progressivement paralysé et les familles doivent immédiatement ajuster leur budget. Cela peut également inciter les gens à descendre dans la rue et manifester leur mécontentement. En 2012, le gouvernement nigérian a supprimé les subventions aux produits pétroliers dans le but de réduire le déficit. Du jour au lendemain, le prix du carburant dans les stations-service a doublé, passant de 45 cents le litre à 90 cents. Cette augmentation brutale a fait descendre dans la rue des milliers de manifestants qui ont défilé, mis le feu à des pneus et affronté les forces de police. Leurs revendications portaient sur le fait que le pétrole bon marché était l'un des rares avantages que l'État leur accordait, et



Un soldat somalien marche le long de sacs de charbon de bois destinés à l'exportation depuis le port de Barawe. Les ventes de charbon de bois ont financé le groupe terroriste al-Shebab. REUTERS

refusaient donc de redonner de l'argent à un gouvernement qu'ils considéraient comme rongé par la corruption. Au bout d'un peu plus d'une semaine de manifestations, 16 personnes avaient perdu la vie. De la même manière, les coupures de courant localisées et ce qui était perçu comme l'imposition de tarifs injustes ont été une source régulière de frustration en Afrique du Sud et ont engendré des manifestations.

Les citoyens ne sont pas les seuls à être victimes des fluctuations des cours de l'énergie. En 2015, le cours du pétrole brut est descendu à son niveau le plus bas depuis 11 ans, à 36 dollars le baril. Ceci a frappé de plein fouet les finances publiques de nombreux pays fortement dépendants des revenus du pétrole. L'Angola, l'une des économies en plein essor de l'Afrique dépendant à 95 pour cent des revenus tirés du pétrole, a annoncé en octobre 2015 des coupes budgétaires représentant la moitié de la dépense publique. Cette décision affecte tout, depuis les projets d'infrastructure jusqu'à la collecte des ordures. Il s'avère qu'une flambée de fièvre jaune dans la capitale Luanda, en 2016, a été imputée à une réduction des services d'enlèvement des déchets.

SOLUTIONS

Il n'est pas possible de découpler complètement l'énergie des situations de conflit, et les pays africains connaîtront des soubresauts au fur et à mesure qu'ils chercheront à répondre à la demande croissante. Toutefois, il y a certaines choses qui peuvent aider à atténuer la transition.

DIVERSITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les pays qui diversifient leurs approvisionnements énergétiques sont moins vulnérables aux brusques fluctuations des cours du pétrole et donc moins dépendants de sources étrangères. L'Éthiopie a montré la voie à suivre sur le continent africain en adoptant le principe de l'énergie renouvelable, en ayant recours à l'énergie éolienne, solaire, géothermique et hydroélectrique. En 2016, le Maroc a inauguré Noor 1, la première phase de la centrale solaire d'Ouarzazate, qui est l'une des plus importantes au monde et fournira un jour de l'électricité à 1 million de personnes.

EXPANSION DU RÉSEAU

L'Afrique présente encore le taux le plus faible d'accès à l'électricité du monde entier, raison pour laquelle tant de personnes sont obligées de compter sur le charbon de bois et d'autres sources d'énergie liées à des conflits. L'expansion de l'accès à l'électricité stimulera les économies et éliminera du marché l'industrie du charbon de bois, entachée par la violence. La démarche de la Power Africa Initiative, financée par les États-Unis et lancée par le président Barack Obama en 2013, contribue à ce que cela devienne une réalité. Cette initiative a pour objectif de multiplier par deux l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, en ajoutant 30.000 mégawatts et 60 millions de nouvelles connexions.

AMÉLIORATION DE L'INFRASTRUCTURE

Les routes vétustes et encombrées représentent l'une des plus importantes sources de gaspillage en matière de consommation de carburant. Par exemple, du fait des encombrements, un camion se rendant de Lagos, la capitale économique du Nigeria, au Bénin voisin, peut devoir rouler pendant 24 heures ou davantage, alors que ce trajet ne devrait prendre que trois heures. La voie ferrée peut aider à alléger ce fardeau. La ligne de chemin de fer reliant le port de Djibouti à la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, réduit le temps de trajet de deux jours à 10 heures et permettra de délester le trafic routier de milliers de camions dans les années à venir.

CONSTATER DES RETOMBÉES POSITIVES

La manière la plus efficace de désamorcer les violences liées à l'énergie est de veiller à ce que les populations locales bénéficient des gains énergétiques. Beaucoup reste à faire pour que cela devienne une réalité. La Banque mondiale estime qu'au Nigeria, 80 pour cent des revenus tirés du pétrole bénéficient à 1 pour cent de la population. Le président nigérian Muhammadu Buhari a fait de l'assainissement de l'industrie pétrolière l'objectif central de son administration et a décidé d'assumer lui-même les fonctions de ministre du pétrole. □



Des tribus rivales choisissent la lutte plutôt que la guerre

VOICE OF AMERICA

Le Soudan du Sud a parrainé un tournoi de « lutte pour la paix », réunissant des athlètes de tout le pays. Le dernier grand tournoi a été annulé lorsque la guerre civile a éclaté en décembre 2013.

Torses nus et peaux de léopard nouées autour de la taille, 30 lutteurs sud-soudanais ont défilé dans le stade de Juba en avril 2016. Quatre équipes de différentes tribus se sont affrontées pour ramener chez elles des récompenses sous la forme de têtes de bétail et de « droits de se vanter ».

La lutte traditionnelle est extrêmement populaire dans le pays. Le tournoi avait également pour objectif de montrer que différentes tribus sud-soudanaises peuvent trouver la paix après plus de deux ans d'une guerre qui a divisé le pays selon des lignes de partage ethniques.

Peter Biar Ajak, directeur général de South Sudan Wrestling Entertainment, société organisatrice de l'événement, a déclaré que les dirigeants du Soudan du Sud avaient été trop lents à mettre fin à la guerre civile. Il a affirmé qu'il était temps que les gens ordinaires le fassent eux-mêmes à travers le sport.

« Nous avons ressenti l'aspiration du peuple du Soudan du Sud à la paix, et nous avons commencé à nous mobiliser, en tant que jeunes gens de différentes tribus, de telle sorte que nous avons organisé un tournoi de lutte, comme notre façon à nous d'apporter la paix au Soudan du Sud, une paix instaurée au niveau des citoyens ordinaires », a déclaré Peter Biar Ajak.

Les tribus Bor Dinka et Mundari participant au tournoi ont un historique de conflits mortels au sujet de pâturages et de bétail. Chol Jok, l'entraîneur des Bor Dinka, a affirmé que le fait de réunir les jeunes hommes des deux tribus pour pratiquer la lutte peut servir à la prévention de la violence.

« Lorsque vous luttez avec un compétiteur, et que vous allez danser avec lui, manger avec lui, celui-là va devenir votre ami, et vous vous asseyez ensemble et vous vous amusez bien avec lui, alors il n'y a plus de combat », a-t-il expliqué.

Les lutteurs sud-soudanais se préparent à la compétition.

AFP/GETTY IMAGES

Un photographe a fait connaître au monde entier des images du Mali

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'un des pionniers de la photographie au Mali, Malick Sidibé, dont les puissants clichés en noir et blanc lui ont valu une renommée internationale et des récompenses de tout premier plan, est décédé à l'âge de 80 ans en avril 2016.

Les photographies montrant l'effervescence de la vie dans la capitale, Bamako, prises par Malick Sidibé dans les années 1960, après que le Mali a obtenu son indépendance de la France, étaient un commentaire social offrant une chronique de la culture populaire et de la société traditionnelle.

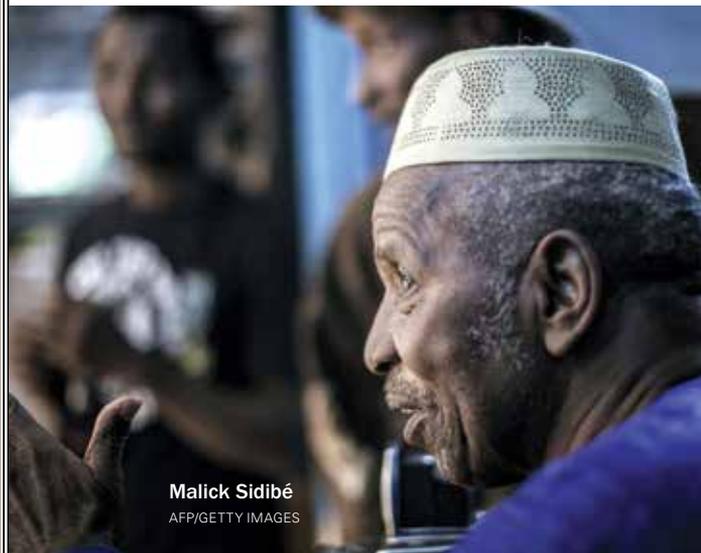
En 2007, il a été le premier Africain et le premier photographe à avoir été couronné d'un Lion d'or à la Biennale de Venise pour l'ensemble de sa carrière.

« C'est une grande perte pour le Mali. Il faisait partie de notre patrimoine culturel », a déclaré N'Diaye Ramatoulaye Diallo, ministre malienne de la Culture. « Tout le Mali est en deuil ».

Les clichés de Malick Sidibé ornent les murs du Musée d'art moderne de New York, du Musée Paul Getty et de plusieurs autres musées du monde entier. Il était considéré, avec Seydou Keita, comme l'un des plus brillants photographes portraitistes du 20e siècle.

Il saisissait des images naturalistes dans son studio et dans les rues de Bamako, notamment dans les boîtes de nuit, sur les plages et lors de manifestations sportives.

Malick Sidibé a affirmé lors d'une interview accordée en 2010 que c'étaient des mondes qui, dans leur intégralité, étaient saisis dans les visages des gens. « Lorsque je le saisis, je vois l'avenir du monde ».



Malick Sidibé

AFP/GETTY IMAGES

D'anciens mausolées resacralisés à Tombouctou

SERVICE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

Une cérémonie de sacralisation des mausolées de Tombouctou, qui a eu lieu la dernière fois au 11e siècle, a été organisée en février 2016 à l'initiative de la communauté. Il s'agit de la dernière étape de la renaissance culturelle, soutenue par les Nations Unies, de cette ville ancienne du Sahara, après les destructions perpétrées par les extrémistes en 2012.

« Ces mausolées sont désormais à nouveau debout », a déclaré Irina Bokova, directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans un message adressé au peuple du Mali. « Ils sont la preuve irréfutable que l'unité est possible et que la paix est même encore plus forte qu'auparavant. Nous y sommes arrivés, et nous pouvons le refaire ».

Tombouctou était une capitale économique, intellectuelle et spirituelle, ainsi qu'un centre pour la diffusion de la culture islamique dans toute l'Afrique durant son âge d'or aux 15e et 16e siècles. Le site a été gravement endommagé par les occupants extrémistes, après que les combats eurent éclaté en janvier 2012 entre les forces gouvernementales et les rebelles touaregs, ainsi qu'avec des groupes liés à al-Qaïda.

La cérémonie, organisée à la mosquée de Djingareyber, a débuté aux premières heures de la matinée avec le sacrifice d'animaux et la lecture de versets coraniques destinés à invoquer la miséricorde divine pour asseoir la paix, la cohésion et la tranquillité. Elle s'est achevée par des rites religieux exprimant le refus de l'intolérance, de l'extrémisme violent et du fondamentalisme religieux.

Les mausolées sont depuis longtemps des lieux de pèlerinage pour les Maliens et les habitants des pays limitrophes

d'Afrique de l'Ouest, et, selon la croyance populaire, étaient censés protéger la ville de tout danger. Seize d'entre eux sont inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Quatorze ont été saccagés ou détruits en 2012.

Le gouvernement malien, dès 2013, a sollicité l'aide de partenaires extérieurs, notamment des Nations Unies. La sauvegarde des manuscrits anciens et la réhabilitation des 14 mausolées détruits ont commencé en mars 2014, lorsque des maçons locaux, sous la supervision de l'imam de Djingareyber, et avec l'appui des Nations Unies, ont posé la première brique de terre crue pour reconstruire deux mausolées.



Un gardien des mausolées de Tombouctou fait sa prière sur les tombes endommagées, en 2014. Les 14 mausolées du nord du Mali qui ont été endommagés ou détruits par les extrémistes en 2012 ont désormais été restaurés. THE ASSOCIATED PRESS

« BLOEMFONTEIN BLITZ » REMPORTE LE TITRE MONDIAL

Wayde van Niekerk
THE ASSOCIATED PRESS



CONFÉDÉRATION SPORTIVE SUD-AFRICAINE ET COMITÉ OLYMPIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD

Le Sud-Africain Wayde van Niekerk, champion du 400 m de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, a pulvérisé le livre des records.

En mars 2016, le « Bloemfontein Blitz » est devenu le premier homme de l'histoire à courir le 100 m en moins de 10 secondes, le 200 m en moins de 20 secondes et le 400 m en moins de 45 secondes.

Lors de sa course à l'occasion des championnats de l'État-Libre organisés dans son fief, le chronomètre s'est arrêté à 9,98 secondes. Sur les deux autres distances, il s'est arrêté à 19,94 secondes et à 43,38 secondes. Avant ce succès, le meilleur temps de Van Niekerk sur 100 m était de 10,45 secondes.

Van Niekerk a déclaré que le triple exploit est quelque chose qu'il espérait en secret. « Il y a quelques mois, lorsque mon entraîneuse [Ans Botha] et moi-même avons planifié l'année, j'ai essayé de plaisanter avec elle et je lui ai demandé si je pouvais disputer l'épreuve des 100 mètres aux championnats de l'État-Libre, parce que je voulais améliorer mon temps de 10,45 secondes », a-t-il expliqué. « Je savais que ce weekend serait ma seule chance ... et donc je l'ai tentée ».

« Il n'y a aucun doute que la sensation d'euphorie qui caractérise actuellement l'athlétisme sud-africain renforce toute motivation, si cela est nécessaire », a-t-il ajouté.



AFP/GETTY IMAGES

La Guinée et la Turquie renforcent leur partenariat par des accords

AGENCE FRANCE-PRESSE

Lors d'une visite du président turc Recep Tayyip Erdogan, la Guinée et la Turquie ont signé plusieurs accords dans divers domaines y compris la défense, la santé et l'énergie.

Le président Erdogan est arrivé dans la capitale guinéenne, Conakry, en mars 2016, accompagné de 230 hommes d'affaires, dans le cadre d'une tournée régionale qui incluait des escales en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria.

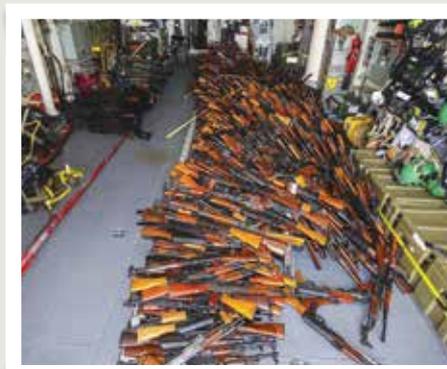
Les nouveaux accords pourraient accroître les échanges annuels entre les deux pays de 69 millions à 500 millions de dollars, a affirmé le président Erdogan.

Un porte-parole du gouvernement guinéen a déclaré que les deux pays avaient signé des « conventions et des accords de coopération dans les domaines de la défense nationale, du tourisme, des mines, de l'énergie, de la santé et de l'environnement », notant que les accords étaient « gagnant-gagnant » pour les deux pays. En plus des accords, Turkish Airlines a l'intention de commencer à assurer des vols à destination de la Guinée en 2016.

Le président guinéen, Alpha Condé, a qualifié la visite de son homologue turc comme « aussi importante pour les Turcs que pour nous ».

Nous « avons besoin d'une relance économique saine et durable » après l'épidémie d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2013, a-t-il affirmé.

Le président guinéen, Alpha Condé, marche aux côtés du président turc, Recep Tayyip Erdogan, le 3 mars 2016, à l'aéroport international de Conakry, à son arrivée en Guinée.



AUSTRALIAN DEPARTMENT OF DEFENCE

LA MARINE AUSTRALIENNE SAISIT DES ARMES EN ROUTE POUR LA SOMALIE

AGENCE FRANCE-PRESSE

En mars 2016, une frégate australienne a saisi près de 2.000 fusils d'assaut, des lance-roquettes et des mitrailleuses, qui faisaient route pour la Somalie.

Les marins du HMAS Darwin ont arraisonné un bateau de pêche qui se dirigeait vers les côtes somaliennes, à 313 kilomètres au large d'Oman, découvrant une large cache d'armes soumises à embargo, dissimulées sous des filets de pêche, a précisé la Marine.

« Les armes ont été saisies dans le cadre des sanctions des Nations Unies qui autorisent l'interdiction en haute mer des armes illicites à destination de la Somalie », a déclaré le vice-amiral australien David Johnston, ajoutant « qu'une telle prise d'armes illicites était d'une haute importance ».

Les marins ont saisi 1.989 fusils d'assaut AK-47, 100 lance-roquettes, 49 mitrailleuses PKM et 20 mortiers.

S'il n'avait pas été arraisonné, le bateau aurait passé au large du Yémen, pays plongé, lui aussi, dans la guerre civile. Peu de temps après la saisie par les forces australiennes, la Marine française, patrouillant au nord de l'océan Indien, a arraisonné un bateau chargé d'armes probablement en route pour la Somalie. La cache renfermait des centaines de fusils d'assaut, des mitrailleuses et des armes antichars. Selon la BBC, l'hélicoptère français, qui a détecté le bateau, appartient à la Force maritime multinationale combinée, qui patrouille dans l'océan Indien.

LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCE AIDENT LA TUNISIE À RENFORCER SA SÉCURITÉ

AGENCE FRANCE-PRESSE/REUTERS



Les États-Unis ont signé un contrat de partenariat avec la Tunisie pour installer un système de surveillance électronique, en vue de sécuriser sa frontière avec la Libye, déchirée par les conflits, a annoncé l'ambassade des États-Unis, en mars 2016.

Le projet de 24,9 millions de dollars comprend l'installation d'un système de surveillance intégrée, utilisant des capteurs, ainsi que des équipements de base pour la sécurité. Il prévoit aussi la formation de l'armée tunisienne à l'utilisation du système. Aucune date de lancement ni d'achèvement n'a été indiquée.

La Tunisie a construit un obstacle de terre de 200 kilomètres de long, qui s'étend le long de la moitié de sa frontière avec la Libye, pour prévenir l'infiltration des militants. On pense que la série d'attentats mortels, perpétrés par l'EI en 2015, et qui a gravement porté atteinte à l'industrie touristique du pays, a été planifiée en Libye.

De plus, la France a promis d'engager 1,1 milliard de dollars sur cinq ans pour aider à lutter contre le chômage qui peut vulnérabiliser les jeunes au recrutement par un groupe extrémiste. Le programme aidera au développement des régions pauvres, à la création d'emplois et à la modernisation de l'administration tunisienne qui constitue un obstacle majeur au décaissement de l'aide internationale. Comme un diplomate français l'a commenté à Reuters : « Il y a un terrain socio-économique fertile propice à la radicalisation. Il y a un lien direct entre le chômage massif des jeunes, les régions défavorisées et le fait que la Tunisie fournit les plus grands contingents de combattants étrangers aux jihadistes ».

La France a aussi annoncé un soutien de 22,7 millions de dollars pour renforcer son partenariat avec l'armée tunisienne, offrant des équipements et la formation de forces spéciales.

Un policier tunisien monte la garde après l'attaque, par des militants liés à l'EI, d'une caserne militaire et d'un poste de police à Ben Guerdane, près de la frontière lybienne, en mars 2016.

REUTERS



UN EXERCICE NAVAL PREND UN TOUR PLUS RÉEL

lors du détournement d'un pétrolier

THE ASSOCIATED PRESS

Ce qui était censé être des manœuvres navales d'entraînement au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest s'est transformé en une mission de sauvetage lorsque des pirates ont détourné un pétrolier.

Le 20 février 2016, des navires des marines du Ghana, du Nigeria, du Togo et des États-Unis ont poursuivi le pétrolier détourné dans les eaux territoriales de cinq pays avant que les forces navales nigérianes ne l'abordent. Un des pirates a été tué au cours d'un échange de coups de feu.

La capitaine de vaisseau Heidi Agle, commandant les opérations de la Marine américaine pour l'Europe et l'Afrique, dirigeait un exercice de lutte contre la piraterie avec les autorités maritimes du Ghana, lorsque l'attaque des pirates a donné un tour plus réel à l'exercice. La première alerte est arrivée de l'ambassade de France, qui a relayé à l'USNS Spearhead des informations transmises par des responsables ghanéens et des diplomates américains faisant état de la présence possible d'un navire-pirate au large d'Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Les pirates se sont alors emparés du MT Maximus, un navire battant pavillon de Dubaï et transportant 4.700 tonnes de fioul, le 11 février. Le Spearhead a repéré le Maximus, l'a formellement identifié puis a suivi ses mouvements pendant deux jours durant sa traversée des eaux territoriales ghanéennes. Heidi Agle a ensuite confié les opérations à la marine ghanéenne, laquelle a continué de suivre le navire jusqu'à ce qu'il entre dans les eaux territoriales du Togo, dont la marine nationale a alors pris

l'opération en main.

Alors que les pirates filaient à toute allure dans le golfe de Guinée en direction de l'Archipel de São Tomé et Príncipe, les responsables de cette petite nation insulaire ont appelé le gouvernement nigérian à l'aide. Le pétrolier avait parcouru près de 1.280 kilomètres lorsque les Nigériens ont donné l'assaut.

Dirk Steffen, expert de la société de conseil Risk Intelligence basée au Danemark, a indiqué que cette opération était « le premier succès de la lutte contre la piraterie de cette échelle dans la région ».

Le sauvetage a été dirigé par le vice-amiral nigérian Henry Babalola, qui a déclaré qu'il avait été rendu possible grâce à un accord maritime permettant au Nigeria de patrouiller dans les eaux territoriales de São Tomé et Príncipe.

« Lorsque nous les avons mis en demeure [les pirates], ils ont déclaré qu'ils étaient dans les eaux internationales » et que les lois maritimes étaient de leur côté. Toutefois, l'accord a permis aux Nigériens de donner l'assaut au navire après huit heures de tentatives de négociations.

« La coopération internationale est le nouveau maître mot pour la sécurité maritime », a observé Henry Babalola. « Nous ne pouvons pas agir tous seuls ».

Six pirates ont été capturés et 18 membres d'équipage ont été libérés. Plusieurs pirates se sont échappés, retenant en otage deux membres d'équipage, a indiqué Dirk Steffen.

Des officiers de marine nigériens escortent les hommes accusés d'avoir détourné le MT Maximus.

THE ASSOCIATED PRESS

LE KENYA

renforce

la lutte antiterroriste au moyen

DE VÉHICULES BLINDÉS

VOICE OF AMERICA

La police kényane s'est renforcée de 30 véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) qui seront utilisés dans les zones frappées par le terrorisme.

Dans le but de protéger et d'équiper les policiers, le président kényan Uhuru Kenyatta a autorisé le déploiement des VBTT dans la région du nord-est et la région côtière, où la police combat les extrémistes d'al-Shebab traversant la frontière pour faire des incursions dans le pays.

Le président a déclaré qu'il comptait faire en sorte que la police puisse accomplir ses missions sans l'aide de l'armée et d'autres secteurs de la sécurité.

L'analyste Yan St. Pierre, qui dirige la société de sécurité MOSECON, basée à Berlin, a indiqué que le Kenya s'était rendu compte qu'il était engagé dans une guerre à l'intérieur de son territoire, et que tous les secteurs de sécurité devaient être équipés pour contrer cette menace.

« C'est un bon signe que le gouvernement soit prêt à investir davantage de ressources dans d'autres organes de sécurité », a-t-il ajouté.

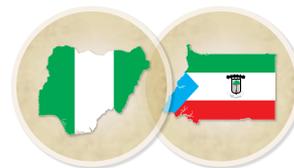
Mwenda Njoka, porte-parole du ministère kényan de l'Intérieur, a indiqué que les policiers étaient formés aux modes d'utilisation des VBTT avant leur livraison.

« Ce sont de nouveaux défis que nous n'avons pas encore dû relever, mais plus de nouveaux défis se présentent à vous, plus vous les affrontez », a-t-il ajouté. « Lorsqu'un nouveau défi est devant vous, au début vous ne réagissez pas comme vous devriez le faire ; ensuite, vous en tirez des enseignements, et vous veillez à ce que la prochaine fois que vous ferez face à des problèmes similaires, vous soyez prêts et préparés ».

Mwenda Njoka a indiqué que ce seraient des unités paramilitaires de la police, et non pas la police régulière, qui utiliseraient les VBTT. Al-Shebab a pris pour cible des membres des forces de sécurité autant que des civils au Kenya.



BUREAU DU PRÉSIDENT, KENYA



LE NIGERIA ET

LA GUINÉE ÉQUATORIALE

combinent leurs forces dans

le golfe de Guinée

REUTERS

Le Nigeria et la Guinée équatoriale ont signé un accord prévoyant l'organisation de patrouilles mixtes pour renforcer la sécurité dans le golfe de Guinée, infesté de pirates ces dernières années.

Le président nigérian Muhammadu Buhari a signé l'accord au milieu d'une intensification des attaques d'oléoducs dans la région productrice de pétrole du delta du Niger.

Le golfe de Guinée est une importante source de pétrole, de cacao et de métaux pour les marchés mondiaux, et les attaques constituent une menace pour les compagnies de navigation. Les pirates prennent pour cible les pétroliers, habituellement pour réclamer une rançon contre la libération d'otages, ainsi que pour vendre le carburant volé.



Le président nigérian Muhammadu Buhari, à gauche, passe des troupes en revue en compagnie du président de la Guinée équatoriale Teodoro Obiang à l'aéroport de Malabo, en Guinée équatoriale. THE NATION, NIGERIA

« La conclusion et la signature de l'accord devraient renforcer la sécurité dans le golfe de Guinée et contribuer à réduire la criminalité maritime telle que la piraterie, le vol de pétrole brut, le sabotage de plateformes pétrolières et la contrebande des armes », a déclaré Garba Shehu, porte-parole du président nigérian.

Garba Shehu a indiqué que l'accord établissait un « Comité pour des patrouilles mixtes d'opérations de police et de sécurité maritimes ».

Le ministre de l'information du Nigeria a assuré que le gouvernement poursuivrait ceux qui attaquent les oléoducs du pays. Les experts de la sécurité disent que les pirates sont issus de groupes militants radicaux de la région productrice de pétrole du delta du Niger au Nigeria, tels que le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger.



Les drones pourraient sauver des vies au Malawi

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Des drones pourraient être utilisés pour résoudre le défi logistique de la livraison rapide de traitements du VIH/SIDA dans le Malawi rural, a déclaré une responsable des Nations Unies.

Le gouvernement a indiqué que 10.000 enfants étaient décédés suite à des maladies liées au VIH au Malawi en 2014, ce qui est « l'équivalent d'un bus scolaire dont les jeunes occupants trouveraient la mort chaque semaine », a observé Judith Sherman, responsable du programme VIH de l'UNICEF au Malawi. Un jeune enfant peut contracter le virus par l'intermédiaire d'une mère séropositive durant la grossesse ou l'accouchement, ou lorsque la mère allaite, mais les médicaments peuvent réduire les risques de transmission.

Seulement la moitié des jeunes séropositifs ont accès au traitement, et leur diagnostic initial est souvent retardé en raison du mauvais état des routes.

À la différence des adultes, le dépistage du virus chez les enfants ayant une mère séropositive nécessite des laboratoires spéciaux. Seuls huit laboratoires de ce type existent dans le pays, et pour de nombreuses personnes, ils sont d'accès difficile.

Comme de nombreux Malawiens vivent dans des villages reculés, les échantillons de sang provenant des dispensaires ruraux pour le traitement du VIH doivent être acheminés en moto sur des chemins de terre, et c'est là que des drones pourraient avoir un effet révolutionnaire en réduisant considérablement les temps d'attente pour les résultats de l'analyse de sang.

L'entreprise américaine Matternet a conçu un drone

dans le cadre d'une expérimentation conduite par l'UNICEF. De la même manière que le téléphone portable a transformé les soins de santé dans les zones reculées il y a plus d'une décennie, les drones pourraient avoir le même effet pour les programmes de lutte contre le VIH.

Au lieu d'utiliser des motos pour transporter les échantillons de sang, ce qui nécessite souvent d'en avoir collecté un lot important pour rentabiliser les coûts de livraison, l'UNICEF et Matternet sont en train de tester si les livraisons pourraient être plus efficaces par voie aérienne.

« C'est le pouvoir des choses auxquelles on ne s'attend pas », fait remarquer Paola Santana, de Matternet. « Les gens ne les voient pas venir, puis elles changent tout ».

Le drone utilisé dans l'essai fait moins d'un mètre de long et est programmé pour se déplacer le long d'un itinéraire désigné, passant par des points de passage prédéterminés, tracés à l'aide d'une application. Il n'y a pas besoin de pilote. À la place, il nécessite un travailleur de la santé ayant un mot de passe et le signal GPS d'un téléphone portable. En appuyant sur un bouton, le véhicule est en vol.

Le ministère de la Défense du Malawi a certifié que le drone était sûr et a approuvé un couloir aérien pour son utilisation. Une équipe effectue des tests pour mesurer la résilience du drone, sa rentabilité et son efficacité. Les coûts d'exploitation sont minimaux, car l'électricité pour recharger la batterie est bon marché, mais chaque drone coûte 7.000 dollars.

Un groupe d'habitants de Lilongwe, au Malawi, observe un drone de l'UNICEF conçu pour livrer des tests de dépistage du VIH aux hôpitaux. UNICEF

Des agriculteurs du Zimbabwe élèvent des lapins

JEFFREY MOYO/INTER PRESS SERVICE

Tichaona Muzariri, un citadin de Chivhu, une ville située à 143 kilomètres au sud de Harare, la capitale du Zimbabwe, a quitté son emploi d'enseignant en 2009 pour démarrer un élevage de lapins. Il avait trois femelles et un mâle.

Avec un capital d'environ 30 dollars, Tichaona Muzariri a lancé sa nouvelle entreprise. Aujourd'hui, il élève près de 3.000 lapins chaque année et en abat jusqu'à 120 chaque semaine pour les vendre aux magasins d'alimentation, aux restaurants et aux hôtels.

Un kilo de viande de lapin se vend de 8 à 10 dollars au Zimbabwe. « Si je regarde en arrière aujourd'hui, je n'arrive pas à croire que c'est moi qui gagne des milliers de dollars grâce à l'élevage de lapins, après des débuts très humbles », confie Tichaona Muzariri.

En moyenne, le prix d'un lapin vivant de son élevage est de 6 dollars. L'entreprise est prospère, car le coût de l'élevage d'un lapin est de seulement 1 dollar par mois.

« Pour moi, cette activité commerciale est bien partie, car de nombreuses personnes trouvent que la viande de lapin est un mets fin dont elles ne peuvent pas se passer », explique Tichaona Muzariri.

Une seule femelle donne naissance à un maximum de 40 lapereaux en une année. Grâce à cette reproduction rapide, l'élevage de lapins, connu sous le nom de cuniculture, est en plein essor au Zimbabwe. Selon l'Association des producteurs de lapins du Zimbabwe, il existe plus de 2.000 éleveurs de lapin dans ce pays de l'Afrique australe, depuis les agriculteurs commerciaux jusqu'aux personnes les élevant dans leur arrière-cour.

Les lapins sont devenus une source d'alimentation et de revenus pour les Zimbabweens.

JEFFREY MOYO/IPS



DES CHERCHEURS OUGANDAIS METTENT AU POINT UN NOUVEAU TEST POUR LE VIRUS EBOLA

VOICE OF AMERICA

Des chercheurs ougandais déclarent avoir mis au point un nouveau kit de dépistage du virus Ebola, qui détecte le virus en quelques minutes, remplaçant de la sorte les tests actuels qui prennent de plusieurs heures à plusieurs jours. Le développement de ce test est une étape importante potentielle franchie dans la lutte contre le virus mortel.

Selon des chercheurs de l'Université Makerere à Kampala, le nouveau test peut détecter le virus aux stades précoces de l'exposition. Misaki Wayengera, chercheur principal du groupe, a déclaré que le test pourrait être en mesure de prévenir des flambées futures telles que celle qui a frappé l'Afrique de l'Ouest et a fait plus de 11.000 victimes.

« Nous voulons un test qui puisse détecter la totalité des formes de l'infection », a-t-il ajouté. « Une fois que la température du patient devient problématique, il en est déjà à un stade de 21 jours d'infection. Aussi, le test que nous mettons au point devrait être en mesure de détecter l'infection chez les patients avant que leurs symptômes se développent, à savoir la fièvre, les saignements ».



THE ASSOCIATED PRESS

La précision du test a été vérifiée par Grant Challenges Canada, un programme financé par le gouvernement canadien qui appuie des projets relatifs à la santé dans les pays à faible revenu. L'organisation a partiellement financé la recherche qui a permis de développer le nouveau test.

Babirye Janet Peace, une technicienne de laboratoire qui a participé au développement des kits de tests rapides, a affirmé que ces derniers étaient simples à utiliser. Avec une goutte de sang sur un petit morceau de papier, les travailleurs de la santé seront en mesure de détecter si une personne a été infectée par le virus Ebola dans les heures suivant l'exposition initiale.

Avec les méthodes actuelles, les membres du personnel médical ont souvent besoin d'un laboratoire et doivent effectuer des tests élaborés. Ceci s'est avéré être un défi difficile à relever lorsque le virus fait surface dans les villages reculés de la forêt.

L'une des principales difficultés du projet a été de trouver un financement suffisant. Toutefois, pour cette épidémie majeure en Afrique de l'Ouest, les donateurs ont été davantage disposés à s'impliquer. Misaki Wayengera a observé que le profit ne pouvait pas être le facteur déterminant lorsque le développement de projets médicaux peut sauver des vies.

DES ENTREPRENEURS ÉTHIOPiens SE METTENT À L'API CULTURE

THE ASSOCIATED PRESS

THOMSON REUTERS FOUNDATION

L'apicultrice Ayenalem Ketema est la fière propriétaire de trois ruches, qui ont produit assez de miel pour que cette jeune Éthiopienne construise une maison équipée de panneaux solaires et achète quelques animaux de ferme avec le produit de ses ventes.

Ayenalem Ketema, qui vit à Jimma, dans le sud-ouest de l'Éthiopie, a quitté l'école quand elle avait 17 ans et élève des abeilles depuis quatre ans.

« J'ai beaucoup bénéficié de l'emploi d'une ruche moderne », a déclaré la jeune agricultrice, aujourd'hui âgée de 22 ans. Elle est membre de la coopérative Boter Boro, dont les membres gèrent 50 ruches à eux tous. Avec les bénéfices tirés des 60 kilos de miel qu'elle récolte chaque saison, Ayenalem Ketema a maintenant de plus grandes ambitions.

« Je projette d'ouvrir un commerce de vente de miel en gros me permettant de vendre du miel de haute qualité en grandes quantités sur un marché plus important », a-t-elle expliqué.

Ayenalem Ketema a bénéficié d'un projet dirigé par le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE), qui a lancé en mars 2016 un nouveau programme destiné à fournir du travail à environ 12.500 jeunes Éthiopiens dans l'apiculture et l'élevage du ver à soie.

L'ICIPE, de Nairobi, et la Fondation MasterCard prévoient d'investir 10,35 millions de dollars dans ce projet portant sur cinq ans, qui prendra en charge des jeunes gens déscolarisés et au chômage âgés de 18 à 24 ans, en leur fournissant l'équipement et la formation de départ.

L'initiative « Jeunes entrepreneurs dans l'apiculture et la culture du ver à soie » fera participer 25.000 personnes de plus dans la chaîne de valeur, depuis la récolte jusqu'au conditionnement, à l'emballage et à la commercialisation des deux gammes de produits.

L'Éthiopie est le plus grand producteur de miel et de cire d'abeille d'Afrique, mais la production de miel est largement traditionnelle et n'atteint qu'environ 10 pour cent du

potentiel du pays, selon les experts. Ce pays de la Corne de l'Afrique produit des dizaines de variétés de miel qui pourraient susciter l'intérêt du marché de l'exportation, a déclaré Segenet Kelemu, la directrice générale de l'ICIPE.

« Le projet contribuera à assurer la sécurité alimentaire, à promouvoir davantage la plantation d'arbres que leur abattage et à encourager l'essor des programmes d'agroforesterie », a précisé Segenet Kelemu.

Les abeilles pollinisent un large éventail de cultures et de plantes, jouant un rôle clé dans l'approvisionnement alimentaire et dans la nutrition.

Elles pollinisent également les plantes fourragères, favorisant indirectement la production de lait et de viande.

« Sans les abeilles et autres insectes pollinisateurs sauvages, nos vies en seraient affectées de manière défavorable », a ajouté Segenet Kelemu. « Ce travail créera de grandes incitations pour s'occuper des abeilles et de leur bien-être ».

Avec un montant de production alimentaire mondiale annuel dépendant des pollinisateurs estimé entre 235 et 577 milliards de dollars, il est important d'inclure les abeilles dans les plans visant à alimenter une population mondiale croissante, a-t-elle ajouté. Les abeilles ont besoin d'arbres et de végétation en fleurs leur offrant un pollen et un nectar de haute qualité tout au long de l'année.

Cela signifie que les jeunes apiculteurs éthiopiens devront préserver les arbres et en planter davantage, tout en réduisant l'emploi de pesticides, nocifs pour les abeilles.

Alemayehu Konde Koira, directeur principal du programme Youth Livelihoods de la Fondation MasterCard à Toronto, a indiqué que des ruches modernes seront employées dans le projet Éthiopie qui produira 20 kilos de miel biologique de haute qualité chaque saison, par rapport aux ruches traditionnelles, d'un rendement de 6 à 8 kilos de miel de qualité inférieure.

HAUSSE DES INSCRIPTIONS DANS LES UNIVERSITÉS AFRICAINES

MEDIA CLUB SOUTH AFRICA

Bien que l'Afrique enregistre les plus faibles taux d'inscription au monde dans l'enseignement supérieur, on observe au 21e siècle une croissance considérable de pratiquement tous ses systèmes d'éducation tertiaire.

En Ouganda, où l'Université Makerere dominait traditionnellement l'enseignement supérieur du pays, une demi-douzaine d'universités publiques ont ouvert leurs portes depuis 1988. À la suite de cela, les inscriptions ont augmenté, passant de moins de 10.000 étudiants dans les années 1990 à près de 200.000 aujourd'hui.

En Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé de l'Afrique, la croissance de l'enseignement supérieur a été phénoménale — de deux établissements au début des années 1990 à 35 actuellement.

Au Nigeria, avec 1,7 million d'étudiants, les chiffres des inscriptions sont comparables à ceux de l'Égypte, qui est considérée comme ayant le nombre le plus élevé d'étudiants en Afrique (plus de 1,8 million). L'Afrique du Sud, avec 1 million d'étudiants, et l'Éthiopie, avec 600.000 étudiants, sont à la troisième et quatrième place.

La hausse des inscriptions a commencé vers la fin des années 1990, avec une prise de conscience accrue du rôle crucial que joue l'enseignement supérieur dans le développement. Ces hausses sont également la résultante de politiques institutionnelles et nationales, d'un accès amélioré et d'un meilleur financement.

Les universités phares de l'Afrique sont celles qui ont été créées dans la période qui a immédiatement précédé et suivi l'indépendance dans les années 1960. Leur ancienneté, leur taille et leur réputation signifient qu'elles sont considérées comme les institutions de pointe de leurs pays. Compte tenu de leur ancienneté, de leur capacité et de leur réputation, les universités phares ont également tendance à avoir un caractère plus international et à être les plus avancées lorsqu'il est question de coopération institutionnelle.

À présent, certains membres constitutifs des universités phares se sont scindés pour former de nouveaux établissements indépendants à part entière, un phénomène courant en Afrique. Les fusions d'universités deviennent également plus courantes. L'Université du Rwanda, par exemple, est l'une des institutions universitaires phares ayant regroupé plusieurs établissements sous un seul toit.

On estime qu'il y a au total entre 2,5 et 3 millions de diplômés des universités phares en Afrique subsaharienne.

Des étudiants étudient sur la place principale du campus de l'Université de Lagos, au Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES



THE ASSOCIATED PRESS

L'AFRIQUE DU SUD ET LE ZIMBABWE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

SOUTH AFRICAN GOVERNMENT NEWS AGENCY

Le vice-ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie préconise l'intensification des échanges commerciaux entre son pays et le Zimbabwe voisin.

Le vice-ministre Mzwandile Masina est intervenu en mars 2016 à l'occasion d'un dîner organisé par le ministère zimbabwéen de la Planification macroéconomique et de la promotion des investissements. Le dîner faisait partie de l'Investment and Trade Initiative, dont les travaux se sont déroulés à Harare, Gweru et Bulawayo et qui a été organisée par le Département du Commerce et de l'Industrie.

« En tant que voisins, il nous appartient de travailler en collaboration étroite pour nous assurer que nous intensifierons le commerce entre nos deux pays et parviendrons à la croissance économique », a déclaré Mzwandile Masina. « On ne saurait trop insister sur le rôle des milieux d'affaires dans cette mission. En tant que gouvernement, notre tâche essentielle est de mettre en place un climat propice aux affaires pour que les entreprises puissent exercer leurs activités sans encombre ».

Mzwandile Masina accompagnait au Zimbabwe une délégation de 30 membres des milieux d'affaires à cette initiative. Il a déclaré que les relations économiques et politiques bilatérales avaient été renforcées par la signature de l'accord de la Commission binationale en avril 2015. Ceci, a-t-il ajouté, a ouvert la voie à une coopération élargie, plus intense et de haut niveau entre nos pays.

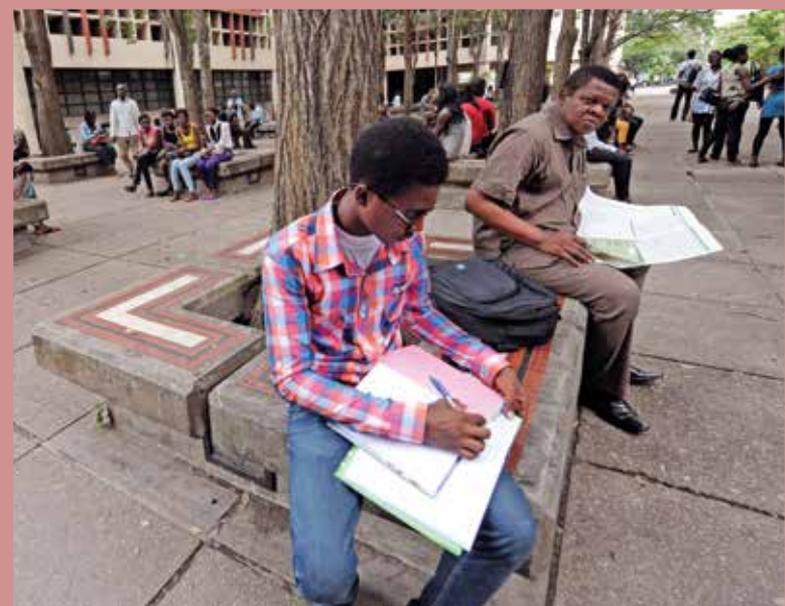
« C'est pour cela que nous sommes ici avec un groupe d'entrepreneurs », a-t-il précisé. « Nous voulons qu'ils nouent des contacts avec leurs homologues ici au Zimbabwe et échangent des idées qui aboutiront à la création de partenariats et de coentreprises et au démarrage d'opérations de fabrication ».

Il a souligné la valeur de la poursuite de l'industrialisation et les bénéfices tirés des ressources minérales dans toute l'Afrique au profit du développement des économies du continent.

Il a affirmé que le Zimbabwe et l'Afrique du Sud devaient contribuer aux initiatives visant à parvenir à l'intégration régionale sur le continent. Il a cité la zone de libre-échange tripartite comprenant la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe et la Communauté de l'Afrique de l'Est à titre d'exemple d'intégration régionale.

« L'importance de la zone de libre-échange est qu'elle ouvrira un marché de 600 millions de personnes à nos produits et à nos services », a-t-il ajouté. « Ce chiffre s'élèvera à 1 milliard de personnes lorsque la zone de libre-échange continentale en cours de négociations par nos dirigeants sera réalisée ».

Des vendeurs préparent des fleurs pour une célébration à Harare, au Zimbabwe. Le pays essaie d'améliorer ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud voisine.



L'ère FORCE AÉRIENNE

INDÉPENDANTE DE L'AFRIQUE

PERSONNEL D'ADF

En novembre 1922, Tafari Makonnen, un noble éthiopien, a assisté à un spectacle aérien de la Royal Air Force britannique organisé dans la ville côtière d'Aden, au Yémen. Les avions créaient alors l'événement, n'ayant été inventés que 20 ans auparavant.

Ce jeune Éthiopien n'avait jamais vu un appareil d'aussi près et il était fasciné. Il a demandé s'il était possible que son pays en acquière un. On dit que les Britanniques auraient été quelque peu rebutés par la demande venant de cet aristocrate de 1,57 m, et il se pourrait qu'ils l'aient ridiculisé, l'invitant à s'en tenir aux chevaux de son pays.

Mais pour cet Éthiopien, il n'était pas question d'en rester là. Il a défendu l'idée d'une force aérienne éthiopienne, et son pays s'est fait livrer son premier avion militaire, un biplan monomoteur français, en 1929. Cet avion a marqué les débuts de la première armée de l'air d'un pays africain indépendant.

En quelques mois, la flotte comptait huit avions, six biplans français et deux monoplans allemands. Cette force aérienne, appelée l'Imperial Ethiopian Aviation (IEA), était commandée par un pilote français et accomplissait essentiellement des missions de transport et des missions diplomatiques.

Un an plus tard, ce noble éthiopien visionnaire est devenu l'empereur Haïlé Sélassié, l'un des dirigeants les plus influents de l'histoire de l'Afrique. La nouvelle force aérienne de Haïlé Sélassié s'est heurtée à d'innombrables obstacles. Il a fallu des années pour créer un programme de formation des pilotes, et entretemps, l'Éthiopie a dû s'en remettre à des pilotes étrangers. En

1935, la force aérienne comptait 13 aéronefs, mais seulement quatre pilotes, dont seulement deux étaient éthiopiens. Il n'y avait pas de mécaniciens originaires du pays pour l'entretien.

Lorsque l'Italie a envahi l'Éthiopie le 3 octobre 1935, l'IEA n'était pas préparée à défendre le pays. Aucun de ses appareils n'était prêt au combat, et elle ne comptait dans ses rangs aucun pilote formé au combat. Malgré cela, dès le début de la guerre, l'IEA a transporté des troupes, des munitions et des fournitures selon les besoins, en étant souvent attaquée par les avions italiens et visée par des tirs d'artillerie au sol.

De nombreux Noirs américains étaient révoltés par l'invasion italienne, la considérant comme un affront à leurs ancêtres. Deux d'entre eux, John Robinson et Hubert Julian, ont rejoint l'IEA pour transporter du matériel militaire et des fournitures médicales. John Robinson a également fait venir des élèves éthiopiens aux États-Unis pour qu'ils reçoivent une formation au pilotage.

Les Italiens, avec la supériorité de leur armement, ont fini par écraser l'Éthiopie et ont occupé le pays jusqu'en 1941. À la fin de la guerre, l'IEA n'existait plus. En 1945, un nouveau corps des forces armées a été créé, l'Armée de l'air impériale éthiopienne, avec de nouveaux aéronefs, en repartant à zéro. Haïlé Sélassié, en collaboration avec John Robinson, a créé une nouvelle école de pilotage formant 75 élèves. Toutefois, l'armée de l'air dépendait fortement des pilotes et instructeurs étrangers pour son entraînement, en particulier des aviateurs suédois, et elle n'a pas eu de commandant autochtone avant 1962.

La place de John Robinson dans l'histoire de l'Éthiopie

est assurée. En effet, il a contribué à la création d'un service de transport aérien civil, qui est devenu le noyau de ce qui est maintenant la compagnie Ethiopian Airlines, l'une des compagnies aériennes de l'Afrique les plus importantes et les plus prospères.

En 1953, l'Armée de l'air éthiopienne a signé un accord de défense avec les États-Unis, avec l'acquisition d'un escadron de chasseurs F-86 en 1960. Toutefois, le pays était en proie à des difficultés financières pour entretenir et développer ses forces armées, et vers le milieu des années 1990, le nombre de ses aéronefs utiles était négligeable. L'Éthiopie est à présent l'une des véritables puissances aériennes commerciales du monde, mais pas une puissance aérienne militaire majeure.

Aujourd'hui, l'Afrique compte environ 25 pays disposant d'au moins 20 aéronefs militaires, et neuf de ces pays ont des forces importantes rivalisant avec celles d'autres pays sur la scène mondiale. On ne doit pas oublier que c'est l'Éthiopie et son empereur visionnaire qui en ont été les précurseurs.

L'empereur Haïlé Sélassié se prépare à monter à bord de l'un des avions de son Armée de l'air près d'Addis-Abeba, en Éthiopie, en 1950. THE ASSOCIATED PRESS





1. Cette région couvre 400.000 hectares et compte 289 villages.
2. C'est là qu'habitaient les Tellems, principalement dans des grottes, entre les 11e et 16e siècles.
3. Les Dogons leur ont succédé et vivent encore dans la région aujourd'hui.
4. La région est constituée en majeure partie de plateaux et de falaises.



partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

OU

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

